

L'EGYPTE

CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle
de la
Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte



JANVIER 1955
XLVI^e ANNEE
No. 279
LE CAIRE.

SOCIÉTÉ D'ECONOMIE POLITIQUE DE STATISTIQUE ET DE LEGISLATION D'EGYPTE

La Société a été fondée en 1909. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économique, statistique et juridique.

Elle publie la présente revue qui est à la quarante cinquième année de sa fondation et consacrée aux études de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Dr. ABDEL HAMID BADAWI, Ancien Ministre, Vice-Président de la Cour Internationale de Justice de la Haye.

Vice-Président : KAMEL MOURSRY, Ancien Ministre de la Justice.

Secrétaire Général : Dr. HELMY BAHGAT BADAWI, Ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Trésorier : Dr. ABDEL HAKIM EL RIFAI, Président du Conseil d'Administration du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte.

Membres du Comité : ABDEL GUELIL EL EMARY, Ancien Ministre des Finances ; AHMED ABBOUD, Président et Administrateur-Délégué de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte ; AHMED KAMEL, Ancien Ministre ; ALY EL CHAMSI, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt ; HAFEZ AFIFI, Ancien Ministre ; SADEK HENEIN, Administrateur-Délégué de la Société Anonyme des Eaux du Caire ; MAHMOUD CHOUKRI, Ancien Ministre ; MAHMOUD MOHAMED EL DARWISH, Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances ; MOHAMED AMIN FIKRI, Gouverneur de la National Bank of Egypt ; Dr. MOHAMED ZOHEIR GARRANAH, Avocat ; S. SIDAROUSH, Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington ; GEORGES BURDEAU, Directeur de l'Institut des Hautes Etudes Françaises en Egypte ; Comte JEAN P. DE GRAILLY, Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez ; ABDEL RAZZAK AHMED EL-SANHOURY, Ancien Président du Conseil d'Etat ; M. JACQUET, Avocat-conseil ; HASSAN MOUKHTAR RASMI, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances ; HUSSEIN FAHMY, Président du Conseil Permanent de la Production Nationale ; IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR, Président du Conseil des Services Publics ; M. SANNY LACKANY, Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes ; ZAKI ABDEL MOTAAL, Ancien Ministre des Finances ; M. VINCENOT, Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien.

Secrétaire : I. G. LEVI, Ancien Directeur Général de l'Administration de la Statistique, Membre titulaire de l'Institut International de Statistique.

Censeurs : Dr. ISCANDAR, A. DOSS et PAUL DEMANGET.

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLVI^e ANNEE, JANVIER 1955, No 279)

Prix P.T. 40.

IMPRIMERIE MONDIALE
16, Rue Darih Saad
Tél. 29317 — LE CAIRE, 1955.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories : les membres titulaires payant une cotisation de P.T. 150 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de P.T. 150 pour l'Egypte et le Soudan et 34 shellings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Egypte et 8 shellings et 7 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à « L'Egypte Contemporaine » devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boite Postale No. 732.

Siège : Le Caire, 16 Chareh Nahdet Masr (ex Maleka) —
Téléphone 52797.

SOMMAIRE

EN LANGUES ETRANGERES

ARTICLES

	Pages
Liste des Membres	I-XXXII
Dr. ABDEL HAMID KHALED. — The Colonial Problem, Economic and Political Aspects	1-34
CAMILLE ALMULY. — Carl Schmitt, Théoricien du Décisionisme	35-56
MAURICE JEHIEL. — Du Silence, Source d'obligations	57-72

ACTUALITES

Analyses et Comptes Rendus: WILLIAM COOPER. — History of Egypt, par Dr. I. G. L. — FRANK MEISSNER. — Aspects Economiques de la Réforme Agraire en Suède, par Dr. I. G. L. — Dr. ALBERT C. HUNOLD. — Le développement industriel en Suisse, par Dr. I. G. L. — BULLETIN INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES. — Facteurs du progrès économique, par Dr. I. G. L.	73-83
Ouvrages reçus, quatrième trimestre 1954	85-86
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères, quatrième trimestre 1954	87-107
Tableaux statistiques	109-132

EN LANGUE ARABE

ARTICLES

Dr. ABDEL HAMID KHALED. — The Colonial Problem, Economic and Political Aspects	1-19
Législation Economique et Financière	21-36

LISTE DES MEMBRES

Les Membres dont les adresses ne sont pas exactement indiquées sur la liste suivante sont priés d'en informer le Secrétariat de la Société (Chareh Nahdet Masr, No. 16). Ceux dont les adresses ne sont pas suivies du nom de la ville résident au Caire.

No.
d'ins-
cription

MEMBRES DONATEURS.

- 326 AHMED ABBOUD, *Président du Conseil d'Administration de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*, B.P. No. 2051.
- 214 ALEXANDRIA NAVIGATION COMPANY (THE), Rue de l'Ancienne Bourse, B.P. No. 82 (Alexandrie).
- 165 APPEL (EMMANUEL), *Président de la Smelting Co.* (Egypt), S.A.E., Rue Chérif Pacha No. 26 A, Boîte Postale No. 1898.
- 338 BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE EN EGYPT, Rue Kasr-el-
Nil, No. 45.
- 552 BANQUE MISR, Rue Mohamed Farid, No. 151.
- 278 BANQUE OTTOMANE, Rue Mohamed Farid, No. 155.
- 262 BEIDA DYERS, S.A.E., Rue Kasr-el-Nil, No. 17, B.P. No. 18.
- 190 CAIRO ELECTRIC RAILWAYS AND HELIOPOLIS OASES COMPANY LTD., Boulevard Abbas No. 28, Héliopolis.
- 260 COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ, Rue Lazogli, No. 6, Kasr-el-Doubara, B.P. No. 2120.
- 231 COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, Rue Chérif Pacha, No. 11, B.P. No. 593 (Alexandrie).
- 289 CRÉDIT AGRICOLE ET COOPÉRATIF, S.A.E., Rue Sabri Abou Alam No. 11.
- 223 CRÉDIT FONCIER EGYPTIEN, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 35; B.P. No. 141.

No.
d'ins-
cription

- 344 CRÉDIT LYONNAIS, Rue Chérif Pacha, No. 4 (Alexandrie).
- 286 DELTA TRADING COMPANY, Rue Emad el Dine, No. 18.
- 363 EGYPTIAN HOTELS LTD., Semiramis Hotel.
- 345 EMILIO LÉVI & Co., Rue Abdel Moneim, No. 73 (Alexandrie).
- 325 ETABLISSEMENTS OROSDI BACK, Angle Rue Abd el Aziz et Rue Rouchdy Pacha, B.P. No. 332.
- 212 FILATURE NATIONALE D'EGYPTE, Rue Canal Mahmoudieh, No. 132, B.P. No. 119 (Alexandrie).
- 136 GRANDS MAGASINS CICUREL, S.A.E., Rue Fouad 1er, No. 3.
- 101 HELWAN PORTLAND CEMENT COMPANY, S.A.E., Immeuble François Tagher, Rue Elhamy, Kasr-el-Doubara.
- 361 LAND BANK OF EGYPT, Rue Toussoun Pacha, No. 7 ; B.P. 614 (Alexandrie).
- 137 MOHAMED SAYED YASSINE, Rue Kasr-el-Nil, No. 34.
- 224 NATIONAL BANK OF EGYPT, Rue Kasr-el-Nil, No. 31.
- 182 PHARAONIC MAIL LINE (THE), S.A.E., Rue Chérif Pacha, No. 26.
- 132 S. & S. SEDNAOUI & Co. LTD., Midan El-Khazindar, B.P. No. 23.
- 87 SOCIÉTÉ ANONYME EGYPTIENNE D'ASSURANCES « AL CHARK », Midan Soliman Pacha, No. 2.
- 295 SOCIÉTÉ ANONYME DES EAUX DU CAIRE, Rue El-Galà ; B.P. No. 55.
- 402 SOCIÉTÉ ANONYME DE WADI KOM OMBO, Rue Chérif Pacha No. 26 A ; B.P. No. 738.
- 86 SOCIÉTÉ D'AVANCES COMMERCIALES, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 41.
- 162 SOCIÉTÉ EGYPTIENNE DE CIMENT PORTLAND, TOURAH, Tourah.

No.
d'ins-
cription

- 419 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE D'ÉGYPTÉ, Avenue Fouad 1er, No. 1 (Alexandrie).
- 154 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES SUCRERIES ET DE LA RAFFINERIE D'ÉGYPTÉ, Rue Talaat Harb Pacha, No. 12; B.P. 763.
- 174 SOCIÉTÉ MISR POUR LA FILATURE ET LE TISSAGE DE COTON (Mehalla el Kobra).
- 478 SOCIÉTÉ NATIONALE DU PAPIER, Rue Adly Pacha, No. 19.
- 155 TRACTOR AND ENGINEERING COMPANY, S.A.E., Rue Emad el Dine No. 18, B.P. No. 366.
- 26 UNITED EGYPTIAN NILE TRANSPORT CY., Rue Adly Pacha, No. 4.
- 536 USINES TEXTILES « AL KAHIRA », Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1388.

MEMBRES HONORAIRES.

- 109 LINANT DE BELLEFONDS (MAURICE), *Ancien Secrétaire Général de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation.*
- 50 WATHELET (JULES), *Ancien Secrétaire Général de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation, Avenue Léo Errera, No. 32 (Bruxelles).*

MEMBRES TITULAIRES.

- 504 ABADIR (ALFRED), *Auditor in the State Audit, Rue Maglis el Nowab No. 17, Haret Sabet, Abdine.*
- 449 ABAZA (FOUAD), *Ancien Directeur Général de la Société d'Agriculture, Rue Rachdan, No. 6, Dokki.*
- 352 ABAZA (OSMAN ZAKI), *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, Rue Abdel Khalek Sarwat No. 42.*
- 120 ABBAS SID AHMED, *Ancien Directeur de l'Administration Générale au Ministère de l'Intérieur, Rue Hassan Pacha Sabry, No. 28, Zamalek.*

No.
d'ins-
cription

- 226 ABDALLAH KISHK, *Vice Président du Contentieux de l'Etat*, Rue El Moutanabbi No. 3, Koubbéh Gardens.
- 340 ABDEL AL ZEIDAN, *Ancien Directeur Général des Affaires Légales et Juridiques au Ministère de la Justice*, Rue Chérif No. 15.
- 475 ABD EL-AZIZ MEHANNA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire*, Rue Amin El Raféi Bey No. 26, Guizeh.
- 28 ABD EL-FATTAH EL-SAYED (Dr.), *Ancien Président de la Cour de Cassation*, Rue Omar Ebn el Khattab No. 9, Héliopolis.
- 560 ABD EL-HAKIM FARRAG, *Conseiller d'Etat*, Rue Maamal el Sokkar No. 9, Garden City.
- 318 ABD EL-HAKIM EL-RIFAI, *Docteur en droit, Président du Conseil d'Administration du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte*; Rue El Amir Mahmoud Hamdi No. 4, Guizeh.
- 544 ABD EL-HAKIM ELZAERI, *Avocat*, Rue Eid el Guindi No. 6 (Beni Souef).
- 305 ABD EL-HAMID BADAWI (Dr.), *Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Vice-président de la Cour Internationale de Justice de la Haye*, Rue Nubar No. 8, Héliopolis.
- 82 ABD EL HAMID HASSAN, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie*, Rue Boutros Pacha Ghali No. 6, Héliopolis.
- 393 ABDEL HAMID ROUSTOUM, *Juge*, Rue el-Bergass No. 3, Garden City.
- 561 ABDEL HAY NASR ABDALLA, *Professeur à la Faculté de Commerce*, Guizeh.
- 516 ABDEL KADER MAHGOUB, *Contentieux de la Cie. Universelle du Canal Maritime de Suez*, Ismaïlieh.
- 216 ABDEL KHALEK KHAIRAT DEIF, *Professeur à la Faculté de Commerce de l'Université d'Alexandrie* (Suter, Ramleh).

No.
d'ins-
cription

- 41 ABD EL-LATIF HUSSEIN, *Doyen de la Faculté de Commerce, Université Ein el Chams*, Rue Menouf No. 2, Héliopolis.
- 273 ABDEL MAKSUD AHMED, *Président du Conseil d'Administration de la Banque Misr*, Ezbet Sariakous, Al Marg, Kalioubieh.
- 297 ABD EL-MALEK (ALBERT A.), *Maamour des Impôts*, Rue Fouad 1er, No. 182, Guizeh.
- 294 ABD EL-MALEK (MENÈS), *Docteur en Droit, Professeur d'Economie Politique à l'Institut Supérieur de Commerce*, Rue Senan Pacha No. 23, Zeitoun.
- 145 ABDEL MEGUID EL CHARKAOUI, *Avocat*, Rue Soliman Pacha No. 45.
- 287 ABDEL MONEIM ABDEL AZIZ EL GAMMAL, Rue el Mansour Mohamed No. 10, Zamalek.
- 480 ABDEL MONEIM AHMED MOHAMMED EL-BANNA (Dr.), *Lecturer in Economics, Faculty of Commerce, Cairo University*, El Roda No. 33.
- 83 ABDEL MONEIM EL TANAMLI, *Docteur en Droit, Sous-Directeur du Crédit Foncier Egyptien*, Rue Kasr el Aini, No. 68.
- 146 ABDEL MONEIM KAISSOUNI (Dr.), *Ministre des Finances*, Rue No. 77, Imm. No. 19, Méadi.
- 68 ABD EL-RAHIM GHONEIM, *Avocat à la Cour de Cassation*, Rue Tala No. 4, Héliopolis.
- 168 ABDEL RAHMAN EL-RAFEI (Dr.), Rue Adly Pacha, No. 21.
- 585 ABDEL RAZEK MOHAMED HASSAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue Baron Empain No. 52, Héliopolis.
- 92 ABD EL-RAZZAK AHMED EL-SANHOURY (Dr.), *Ancien Président du Conseil d'Etat*, Rue Boutros Ghali No. 3, Héliopolis.
- 8 ABDEL SALAM OSMAN, Rue Ebn Zanki, No. 22, Zamalek.

No.
d'ins-
cription

- 103 ABDOU KÂMEL SIDKY, *Avocat*, Rue el Teatro, No. 2.
- 43 ABET (G.), *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 14.
- 235 ABOUD ABDEL LATIF (Dr.), *Directeur adjoint de la Douane de Bagdad* (Irak).
- 351 ABOUL FETOUH (ISMAIL), *Avocat*, Rue Abdel Khalek Sarwat No. 37.
- 423 ABOU STEIT HECHMAT, *Vice-Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Saluli, No. 2, Guizeh-Branch.
- 406 ADEL MOHAMED ALLOUBA, *Avocat*, Rue Chérif Pacha No. 42.
- 257 AFIFI (TAHA), *Expert Fiscal*, Rue Gare du Caire No. 3 (Alexandrie).
- 271 AGHAZARM (JACQUES), *Avocat*, Rue el-Adel Abou Bakr No. 8, Zamalek.
- 540 AHMED ABDEL GHAFAR, *Ancien Ministre*, Rue Fouad 1er No. 30, Méadi.
- 591 AHMED ABU ISMAIL (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire*, Chareh El Amira Fadia, Villa Mohamed Rizk, Medinet el Awkaf, Dokki.
- 39 AHMED DIMIRDASH TOUNI, *Directeur, Section Sociale de l'Administration des Coopératives*, Palais de Koubbeh.
- 324 AHMED CHOUKRY EL HAKIM, *Directeur Général adjoint de la Société Misr d'Assurances*, Rue Kasr el-Nil, No. 43.
- 147 AHMED ENAN, *Directeur Général de la Société Misr d'Assurances*, Rue Kasr el-Nil, No. 43.
- 191 AHMED ESMET ABDEL MAGID, *Légation d'Egypte* (Londres).
- 380 AHMED HASSAN, *Ancien Président de la Cour de Cassation*, Rue El Malek El Afdal, No. 6, Zamalek.
- 492 AHMED HELMY, *Vice-Président de la Cour de Cassation*, Rue El Malek Abdel Aziz Al Séoud No. 37, Roda, Guizeh.
- 468 AHMED HUSSEIN, *Avocat*, Rue El Rodah, No. 36, El Rodah.

No.
d'ins-
cription

- 530 AHMED KAMEL, *Ancien Ministre*, Rue Khédive Ismail, No. 174.
- 525 AHMED LOUTFI EL-SAYED, *Ancien Ministre*, Rue Nubar, No. 3, Héliopolis.
- 220 AHMED MIDHAT, *Avocat*, Rue Chérif Pacha No. 44.
- 81 AHMED MOHAMMED IBRAHIM (Dr.), *Ancien Président de la Cour des Comptes*, Rue el Malek el Afdal, No. 6, Zamalek.
- 32 AHMED MOUSSA (Dr.), *Conseiller Adjoint au Conseil d'Etat*, Rue Koubbeh, No. 21, Héliopolis.
- 445 AHMED NAGUIB EL HILALY, *Ancien Ministre*, Rue No. 11, Imm. No. 30, Méadi.
- 341 AHMED NAZMY ABD EL-HAMID, *Docteur en droit, Sous-Gouverneur de la National Bank of Egypt*, Rue el Chams, No. 1, Kasr el Doubara.
- 425 AHMED RAMZY, *Ambassadeur d'Egypte à Ankara*, Rue El Guiza, Imm. Ibrahim Amrou, en face du Jardin Zoologique.
- 564 AHMED SAFWAT, Rue No. 81, Villa No. 19, Méadi.
- 600 AHMED SAID DEWEDAR, Rue Sedky Pacha, No. 15, El Agouza, Dokki.
- 95 AHMED ZAKI ABOUL NASR, Rue Said Pacha No. 7, Dokki.
- 511 AIDA ABDEL HAMID ABOU HAIF, *Avocate*, Rue El Ahram, Imm. Tewfik Nessim, Guizeh.
- 193 ALLAM MOHAMMED, *Administrateur de Sociétés*, Rue El Bergasse, No. 5, Garden City.
- 512 ALY AYOUB, *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 42.
- 178 ALY EL-CHAMSI, *Ancien Ministre, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt*.
- 493 ALY EL-HAMAMSY, *Avocat*, Rue El Gezira El Wasta No. 14.
- 592 ALY EL KHOCHKHANY, *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 4.

No.
d'ins-
cription

- 235 ALY EL SAYED ALY EL SAYED, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Mosseri No. 3, Dokki, Guizeh.
- 195 ALY HEIDAR HEGAZI, *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue Menouf, No. 3, Héliopolis.
- 218 ALY HUSSEIN EL CHALAKANI, *Avocat*, Rue El Bostan No. 1.
- 97 ALY MOHAMMED ALLOUBA, Rue Abbas No. 31, Héliopolis.
- 284 ALY MOHAMMED BADAWI, *Avocat, Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Kasr el Nil, No. 22.
- 350 ALY MOHAMMED SALEM, *Avocat au Contentieux de la Banque Misr*.
- 476 ALY TEWFIK HAGGAG, *Expert Financier au Département des Finances du Gouvernement du Koweit* (Koweit).
- 358 ALY ZAKI EL-ORABI, *Ancien Président du Sénat*, Midan Abdel Moneim, No. 10, Guizeh.
- 205 AMBACHE (S.), *Administrateur, Egyptian General Supply Co.*, Rue El Falaki No. 63, B.P. No. 398.
- 386 ANCONA (ISAAC), *Expert Syndic*, Rue Chawarby, No. 2, B.P. No. 1346.
- 177 ANDRAOS (ADLY), *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Paris*, Rue de Guizeh No. 9, Guizeh.
- 590 ANUAR BAKIR, *Docteur en Droit, Directeur du Bureau Technique à l'Administration des Postes*, Chareh Nahdet Masr, No. 216.
- 246 AREF HASSAN (Dr.), Haret Zogheb No. 5.
- 65 AREF ZAHER, *Sous-Directeur du Département Economique de la Ligue des Etats Arabes*, Rue Youssef El Guindi No. 18.
- 180 ARIDA (FOUAD), *Avocat*, Rue Aly Fakhri, No. 6, Saba Pacha (Alexandrie).
- 185 ASFAR (GABRIEL), *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 34.

- No.
d'ins-
cription
- 545 ATALLA (KHALIL), *Avocat*, Rue Baehler, No. 1.
- 547 ATEF SEDKY, Rue du Père Corentin No. 66 (Paris XI^e).
- 108 AWADALLAH OSMAN, *Contentieux de la Société Générale des Sucreries*.
- 406 AWAD NAGUIB, *Avocat*, Rue Sarwat Pacha, No. 42.
- 309 AYOUB (CHARLES), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Salvago No. 41 (Alexandrie).
- 240 BARCILON (HENRI), *Ingénieur, Administrateur-Délégué de la Société Egyptienne des Tuyaux et Produits en Ciment, Maassarah*, Rue Salamlek No. 12, Garden City.
- 217 BARRADA (AHMED NAGUIB), *Avocat*, Midan Mohamed Abdel Moneim No. 7, Guizeh.
- 239 BARSOUM (ADEL), Rue Kasr el Nil No. 23.
- 360 BASRI (ELIE), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 16.
- 485 BEMPECHAT (RAYMOND), *Cairo Electric Railways and Heliopolis Oases Company*, Boulevard Sultan Selim, No. 12, Héliopolis.
- 562 BESSO (JOSEPH M.), *Administrateur de Sociétés*, Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1388.
- 125 BITTAR (ANDRÉ), *Société Egyptienne des Constructions Modernes « Al Chams »*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 16.
- 334 BONVOISIN (EMM.), *Docteur en Droit, Directeur Général de la Banque Belge et Internationale en Egypte*, Rue Kasr el Nil, No. 45.
- 453 BOULAD (GEORGES), *Président de l'Institut Egyptien d'Actuariat et Statistique*, Avenue Fouad 1^{er}, No. 33.
- 249 BOUTROS ELIAS AWAD, *Docteur en Droit*, Rue El Antikhana, No. 26.
- 237 BOYÉ (A. J.), *Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux (Bordeaux)*.

No.
d'ins-
cription

- 67 BRAUN (FERNAND), *Avocat*, Avenue de la Grande Armée No. 14 (Paris).
- 430 BURDEAU (GEORGES), *Directeur de l'Institut des Hautes Etudes Françaises en Egypte*, Rue Mounira.
- 261 BUSSARD (EUGÈNE), Rue Soliman Pacha No. 44, Imm. Green.
- 347 CATAFAGO (EDOUARD), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 24.
- 349 CATTANI (ASLAN), *Administrateur de Sociétés*, Rue Ibrahim Pacha Naguib, No. 8, Garden City.
- 411 CATTANI (RENÉ), *Vice-président de la Société Anonyme de Wadi Kom Ombo*, Rue Chérif Pacha No. 26 A, B.P. No. 738.
- 300 CEYSENS, (ALBERT), *Directeur Général de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 198 CHALOM (RUDOLPH), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 17, B.P. No. 76.
- 416 CHAUDET (GUSTAVE), *Docteur en Droit, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Suisse*, Rue Mohamed Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 4 CHAWKI MOUSTAPHA EL SAKKA, *Censeur et Expert Fiscal*, Rue Soliman Pacha, No. 23.
- 451 CHAWKI WAHBI, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 57, B.P. No. 1197.
- 49 CHEHATA AZER, *Avocat*, Rue Sandouk el Deine No. 3.
- 242 CHEHATA (TEWFIK), *Docteur en Droit, Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Boustani el Maksi No. 10, Koubri El Lamoun.
- 599 CHEVALIER (MAURICE), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue Shagaret el Dor, No. 5. Zamalek.
- 119 CHOUHAIEB (ABDEL LATIF), *Conseiller au Comptoir National d'Escompte de Paris*, Rue Adly Pacha, No. 22.
- 38 CHRISTOPHIDES (MICHEL), *Docteur en Droit, Contentieux du Crédit Foncier Egyptien*, Rue Antikhana, No. 15.

No.
d'ins-
cription

- 208 CICUREL (CLÉMENT), *Négociant*, Chareh El Guézira No. 10, Zamalek.
- 308 COCHTI (J.), *Représentant de Fabriques*, Aftet Emile Gan-nagé, Gameh el Banat, Azhar, Boîte Postale No. 1120.
- 71 CRANSHOFF (MARCEL), *Ingénieur, Directeur Général pour le Moyen-Orient des Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi*, Rue Ebn Zanki No. 22, Zamalek.
- 128 CURIEL (SAMUEL), *Ingénieur-architecte*, Rue No. 18, No. 42, Méadi.
- 47 DANA (VICTOR), c/o Sirgy Dana & Cie., Rue Adly Pacha, No. 9.
- 29 DAOUD FODA (B. A.), Rue Khalil Agha, No. 6, Garden City.
- 322 DAVEZAC (G.), *Ingénieur, Directeur du Crédit Lyonnais* (Alexandrie).
- 194 DEBBAS (ELIAS M.), *Avocat*, Rue Farouk Ier No. 86, Imm. Eliakim, Guizeh.
- 581 DEBONO (RENÉ), Rue Salsoul No. 6, Garden City.
- 3 DELAVOR (ALY, Dr.), Rue Victoria No. 31, Victoria (Ramleh).
- 170 DELENDIA (ALBERT), *Avocat*, Rue Baehler, No. 2.
- 131 DEMANGET (PAUL), *Expert-Syndic*, Rue El Falaki; No. 44.
- 64 DICHY (LÉON), *Ancien Sous-Directeur Général, Affaires Financières et Economiques, Ministère des Finances*, Rue El-Falaki, No. 46.
- 130 DJILADJIAN (ANTOINE), Boulevard Abbas No. 36, Héliopolis.
- 129 DOSS (ISCANDAR A.), *Docteur en Droit, Docteur ès-sciences économiques, Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 8.
- 367 DRAKIDIS (PHILIPPE), *Docteur en Droit*, Rue Emir Said, No. 21, Zamalek.

No.
d'ins-
cription

- 370 EBENRECHT (G.), Rue Maarouf, No. 2, Boite Postale No. 1378.
- 337 ECHKINASY (GABRIEL), *Expert Comptable et Fiscal*, Rue Eloui, No. 12.
- 559 ECONOMAKIS (GEORGE E.), Rue Fouad 1er No. 17.
- 91 ECONOMIDES (JEAN), *Fondé de Pouvoirs au Crédit Foncier Egyptien*.
- 534 EDREI (RAYMOND), Rue Young, No. 2 (Alexandrie).
- 323 ELIAS (ALEXANDRE), *Avocat*, Rue Anga Hanem, No. 3, Choubra.
- 202 EL SAID HABIB, *Contrôleur au Département de l'Economie Internationale, Ministère de l'Economie Nationale*, Rue Kamel Mohamed, No. 9, Zamalek.
- 418 EL SAID MOSTAFA EL-SAID (Dr.), *Doyen de la Faculté de Droit de l'Université d'Alexandrie*.
- 377 EL SAWY ABD EL-RAHMAN, Rue Mohamed Mazhar Pacha No. 23, Zamalek.
- 302 EL SAYED ABDEL HAMID EL-DALI, *Faculté de Commerce, Section de Statistique*, Orman, Guizeh.
- 381 EL SAYED AHMED ZANDOU, *Sous-Contrôleur à la Cour des Comptes*, Rue Saraya el Kobra, No. 14, Garden City.
- 372 EMAN (ANDRÉ), *Docteur en Droit*, Avenue Guezireh, No. 6.
- 279 EMARY (ABD EL GUELIL EL), *Ancien Ministre des Finances*, Rue Menès No. 12, Héliopolis.
- 256 EMARY (Dr. AHMED EL), *Directeur Général de l'Institut des Sciences Politiques*, Rue Zaki No. 19, Héliouan les Bains.
- 306 ENGESOS (MILTON), *Avocat*, Midan Tewfik No. 3.
- 404 EWEISS MOHAMED EWEISS (Dr.), *Ancien Contrôleur Général de l'Administration des Pêcheries*, Rue Kasr el Aini, No. 88.
- 415 FAHMI BADAOUI, *Avocat, Contentieux de l'Etat* (Assiout).

No.
d'ins-
cription

- 509 FARAH ANDRAOS, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 33.
- 557 FARAHAT (RAOUL), *Expert Comptable*, c/o Russell & Co., Boîte Postale No. 443.
- 296 FARID ANTOUN, *Ancien Ministre*, Rue Maarouf, No. 2.
- 586 FAROUK MOHAMED BADAWI EL BIALI, *Avocat*, Abou Sir, Markaz Samanoud (Gharbieh).
- 206 FATHY RIFAAH, Rue Fouad 1er, No. 12, Méadi.
- 269 FAWZI ALY OSMAN, Chareh Masr Wal Soudan No. 77, Koubbeh Gardens.
- 16 FAWZI KHALIL, *Avocat*, Rue Mahmoud Pacha El Falaki, No. 5 (Alexandrie).
- 376 FELDMANN (ISIDORE), *Avocat*, Rue Adly, No. 9.
- 464 FISCHER (M.), *Publiciste*, Rue Sarwat Pacha No. 18, B.P. No. 500.
- 558 FOA (SILVIO), *Docteur ès-Sciences économiques*, Rue Chagaret el Dorr No. 5, Zamalek, B.P. No. 1805.
- 308 FORTE (ALBERT N.), *Docteur en Droit, Chef du Contentieux, National Bank of Egypt*.
- 459 FOUAD SALEH, *Délégué au Conseil d'Etat*, Chareh Masr wal Soudan No. 132, Koubbeh Gardens.
- 573 FOUAD SULTAN, Rue Zawiet Abou Mossallem, Pyramides, Guizeh.
- 392 GABER G. ABDEL RAHMAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Ein el Chams*, Abbassieh.
- 12 GALAL HUSSEIN, *Administrateur de Sociétés*, Rue Maarouf, No. 2.
- 317 GAMAL EL DINE KHEIR EL DINE EL DANASSOURI, New Castle.
- 77 GAMAL EL DINE MOHAMED SAID (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce de l'Université d'Alexandrie* (Alexandrie).

No.
d'ins-
cription

- 187 GAMAL MAHMOUD NAGUIB, *Avocat*, Rue Marashly Pacha No. 1, Zamalek.
- 396 GARBUA (MAURICE), *Ingénieur-Agronome, Administrateur de la Dakahlieh Land Company*, Midan Soliman Pacha, No. 1.
- 374 GASCHE (L.), *Président du Conseil d'Administration de la Filature Nationale d'Egypte*, B.P. No. 119 (Alexandrie).
- 210 GHALI (BOUTROS M.), Rue Farouk 1er, No. 8, Guizeh.
- 444 GHALI (WAHIB), Rue Mousky, No. 52.
- 336 GHARIB EL GAMMAL, Rue Tanis No. 209, Sporting (Alexandrie).
- 56 GODCHOT (JACQUES E., Dr.), *Directeur du Service des Sciences Sociales de l'U.N.E.S.C.O. pour le Moyen-Orient*, Chareh el Salamlek, No. 8, Garden City.
- 250 GOEMANS (HENK), *Conseiller Commercial, Légation Royale des Pays-Bas*, Rue Kamel Mohamed No. 11, Zamalek.
- 203 GOGANIAN (A.), Rue Ebn Zanki, No. 22, Zamalek, Boîte Postale No. 211.
- 414 GORRA (PIERRE, Dr.), Rue Aly Pacha Zulficar, No. 18, Moustapha Pacha (Ramleh).
- 90 GRAILLY (Comte JEAN PHILIPPE DE), *Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez*, B.P. No. 2120.
- 173 GUIRGUIS ABDOU MARZOUK, *Inspecteur à l'Administration du Commerce et de l'Economie* (Khartoum).
- 491 HABACHI (Sir SABA), *Ancien Ministre*, Chareh Masr wal Soudan, No. 131, Koubbeh Gardens.
- 57 HABASHY (MOUNIR), *Sous-Directeur Général de l'Administration du Tourisme*, Rue Kasr el Aini No. 44.

No.
d'ins-
cription

- 342 HABILÉ (MARC), *Avocat*, Chareh Nahdet Masr, No. 182.
- 532 HAFEZ AFIFI (Dr.), *Ancien Ministre*, Chareh Masr wal Soudan No. 133, Koubbeh Gardens.
- 275 HAFEZ IBRAHIM (Dr.), *Juge au Tribunal de Commerce du Caire*, Rue El Dokki No. 20, Guizeh.
- 488 HAGGAR (GEORGES), *Avocat*, Rue Emad el Dine No. 9.
- 366 HAKIM (M. S.), *Sous-Directeur du Service de la Statistique et des Recherches Economiques, au Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Youssef El Guindi, No. 20.
- 339 HAKKI (MOUSSA), *Sous-Directeur Général des Studios Misr*, Shareh El Ahram, Guizeh.
- 524 HAMADA EL NAHEL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 34.
- 254 HAMDI MOHAMED NASSEF, Rue Ibn Khaldoun, No. 29, Sakakini
- 106 HAMED ASSAAD ASHOUR, *Avocat*, Rue Adly Pacha No. 9.
- 104 HAMED SULTAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Salah el Dine, Imm. Wadie Saad, Zamalek.
- 213 HAMED ZAKI, *Ancien Ministre*, Rue Kasr el Nil, No. 23.
- 357 HANAFI ABOUD, *Avocat*, Rue Kasr el Nil No. 22.
- 304 HAROUN CHEHATA, *Avocat*, Rue Youssef El Guindi No. 17.
- 70 HASSAN ABDEL HADI EL CHALABI (Dr.), Chareh Taha, Baghdad (Irak).
- 549 HASSAN ABDEL KADER ISMAIL, Rue Abbas No. 7, Moharram Bey (Alexandrie).
- 13 HASSAN ALY ALLOUBA, Rue Menès, No. 3, Héliopolis.
- 1313 HASSANEIN RIFAAT MOHAMED HASSANEIN, *Conseiller au Conseil d'Etat*, Rue Falaki, No. 22

No.
d'ins-
cription

- 486 HASSAN EL GUEDDAWI, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 33.
- 499 HASSAN HOSNI, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 505 HASSAN KAMEL EL SHESHINY, *Ancien Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Haroun No. 14, Guizeh.
- 238 HASSAN MOHAMED KORAIM, Rue El Maamoun No. 5, Moharram Bey (Alexandrie) .
- 265 HASSAN MOHAMMED NOUR EL DINE, *Avocat*, Rue El-Motanabi No. 15, Koubbeh Gardens.
- 121 HASSAN MOKHTAR RASMI, *Administrateur-Délégué de la Société Misr de Filature et Tissage*, Rue Toutmosis, No. 3, Héliopolis.
- 442 HASSAN MOMTAZ (Dr.), Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 580 HASSAN MOUSSA, *Directeur de la Société Misr Fluviale*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 440 HELMY BAGHAT BADAWI (Dr.), *Ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Rue Senan Pacha No. 21, Zeitoun.
- 272 HENEIN (SADEK), *Administrateur-Délégué de la Société Anonyme des Eaux du Caire*.
- 484 HENRIOT (M.), *Directeur du Crédit Lyonnais*, Rue Chagaret el Dorr No. 5, Zamalek.
- 79 HOSNI EL GAMAL, *Fondé de pouvoirs à la Banque Belge et Internationale en Egypte*.
- 427 HASSAN MOHAMED HUSSEIN (Dr.), *Professeur de Statistique à la Faculté de Commerce*, Université du Caire, Guizeh.
- 458 HULMAN (HENRI), Rue Doubreh No. 5, B.P. 2142.
- 99 HUSSEIN ABD EL-RAHIM, *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 24.
- 72 HUSSEIN FAHMY, *Ancien Ministre, Président du Conseil Permanent pour le Développement de la Production Nationale*, Rue Baron Empain No. 44, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 490 HUSSEIN HOSNI, *Avocat*, Midan Mohamed Aly El Kébir No. 19.
- 78 HUSSEIN IDRIS, *Avocat*, Rue Mohamed Bey Farid, No. 116.
- 282 HUSSEIN KAMEL SELIM, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Orientalion Nationale*, Villa Sphinx, Rue El Ahram, Guizeh.
- 518 HUSSEIN SIRRY, *Ancien Président du Conseil des Ministres*, Rue Chagaret el Dorr, No. 12, Zamalek.
- 365 IBRAHIM ALY ASHMAOUI, *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue el Dokki No. 7, Guiza.
- 582 IBRAHIM AREF, *Ancien Conseiller à la Cour d'Appel*, Rue Hamdan No. 21, Guizeh.
- 62 IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR (Dr.), *Ancien Ministre*, Chareh Farouk el Awal No. 8, Guizeh.
- 415 IBRAHIM CHAHINE, *Avocat*, Rue El Fadl No. 7.
- 528 IBRAHIM GHALI, *Conseiller à la Légation d'Egypte* (Athènes).
- 431 IBRAHIM RASHAD (Dr.), Rue Amin Bey El Rifaï, No. 17, Ourman, Guizeh.
- 364 IBRAHIM RIZK, *Ingénieur*, Chareh Masr wal Soudan No. 117, Koubbeh Gardens.
- 45 ISRAEL (G.), *Secrétaire Général de la Banque Mosseri*, P.O.B. No. 988.
- 348 ISRAEL (V.), Avenue Fouad 1er, No. 279 (Sporting), Ramleh.
- 138 ISSAWI (CHARLES), *United Nations, Economic Department Lake Success*, New-York.
- 368 JACQUET (M.), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Dar El-Sheifa, No. 18, Garden City.
- 543 JASSY (SAMUEL), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 9.
- 462 KAHIL (GEORGES), Midan Tewfik, No. 3.

No.
d'ins-
cription

- 144 KAHIL (RAOUF), Rue Chéops, No. 3, Héliopolis.
- 164 KAISAR BOULOS GAD EL-KERIM, *Commerçant*, Rue Bibars, No. 27, Hamzaoui.
- 229 KAMAL EL GHALI (Dr.), *Directeur de la Section des Etudes Economiques à l'Administration des Douanes Syriennes* (Damas).
- 54 KAMAL MOHAMED ABUL KHEIR, *Attaché au Consulat d'Egypte*, South Street No. 26, May Faire (Londres).
- 429 KAMEL MALACHE, *Docteur en Droit, Avocat*, Rue El Malek el-Afdal, Zamalek.
- 107 KERKINOS (STELLA, ALICE), *Licenciée en Droit*, Avenue Rolo No. 14, Méadi.
- 88 KHALLAF HUSSEIN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit*, Guizeh.
- 563 KHER (MARCEL), *Actuaire*, Rue Ramsès, No. 12, Héliopolis.
- 285 KHOURI (GABRIEL SELIM), *Docteur en Droit*, Rue El Malek el-Kamel (Mansourah).
- 73 KIDDIS (SABET), *Expert-Comptable*, Rue Aboul Rish, No. 1, Faggala.
- 403 KLAT (ELIE), *Ingénieur, Administrateur-Délégué de la Delta Trading Company*, Rue Emad el Dine, No. 18.
- 481 KOESTNER (N.), *Directeur du Département des Etudes Economiques à la National Bank of Egypt*, Rue Ismail Pacha No. 15, Garden City.
- 158 KRISCHEWSKY (HENRI), *Administrateur-Délégué de la Banque Mosseri*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 23.
- 89 LABIB YOUSSEF CHOKEIR, *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Dokki No. 3, Guizeh.
- 153 LACKANY (SANNY), *Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes*, Rue El Khalifa El Maamoun No. 64, Manchiet el Bakri, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 111 LAMBIOTTE (O. E.), *Vice-président et Administrateur-Délégué de la Banque Belge et Internationale en Egypte* (Alexandrie).
- 228 LEBNAN (BAKHOS), *Ingénieur*, Rue Mohamed Anis Pacha, No. 61, Zamalek.
- 6 LEVI (Dr. I. G.), *Vice-Président et Administrateur-Délégué des Usines Textiles "Al Kahira"*, S.A.E., Rue Kasr el-Nil, No. 9.
- 151 LÉVI (OTTAVIO), Rue Hassan Sabry Pacha No. 18, Zamalek.
- 268 LEVY (SAMUEL EMILE), *Agent de Change*, Rue Kasr-el-Nil, No. 35.
- 30 LOTFALLAH (S.E. l'Emir MICHEL), Daïra Lootfallah, Ghezireh.
- 477 LOUTFI IBRAHIM, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 34, Héliopolis.
- 276 MAAKAD WADIH, Rue Ahmed Shawky, No. 62, Moustafa Pacha, Ramleh (Alexandrie).
- 395 MACHALY (MANSOUR MOHAMED AMIN), *Ancien Directeur Général de l'Administration du Coton*, Ministère des Finances.
- 133 MACHART (R.), *Directeur Général du Crédit Foncier Egyptien*, B.P. No. 241.
- 110 MAHER HENEIN, *Avocat*, Rue Ramsès No. 10, Héliopolis.
- 413 MAHMOUD AMIN ANIS (Dr.), *Bureau des Recherches Economiques*, Ministère des Finances.
- 424 MAHMOUD AMIN EL AYOUTI, *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 22.
- 533 MAHMOUD BADAWY EL CHIATI, *Consul Général à l'Ambassade d'Egypte* (Washington).
- 42 MAHMOUD CHOUKRI, *Ancien Ministre*, Rue Rifaa, No. 5, Manchiet el Bakri, Héliopolis.
- 321 MAHMOUD EL AWAR, *Directeur de l'Administration de l'Emprunt National*, Ministère des Finances.

No.
d'ins-
cription

- 375 MAHMOUD FAKHRY, *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Paris*,
Rue Walda, No. 3, Kasr el Doubara.
- 394 MAHMOUD KAMEL, *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 47.
- 373 MAHMOUD MOHAMMED, *Ancien Ministre*, Rue El-Falaki,
No. 24.
- 537 MAHMOUD MOHAMED EL DARWICHE, *Avocat*, Rue du Sahara,
Imm. Teymour, Héliopolis.
- 161 MAHMOUD MOKHTAR MADKOUR, *Avocat*, Rue Sarwat Pa-
cha No. 33.
- 184 MAHMOUD SABER EL-AKKARI, *Conseiller d'Etat*, Rue No. 87,
Imm. No. 21, Méadi.
- 1 MAHMOUD SALEH EL-FALAKI, *Ambassadeur d'Egypte à
Paris*.
- 523 MAHMOUD ZAKI, *Avocat*, Rue Fouad el Awal, No. 8.
- 436 MAKRAMALLA WASSEF (MAURICE), *Avocat*, Rue Nicolo, No.
11 (Paris, 16^e).
- 568 MAKSUD (HENRI), *Avocat*, Rue Fouad 1er No. 2 (Alexan-
drie).
- 167 MALLET (JEAN), *Administrateur de Sociétés*, Villa 39, Rue
78, Méadi.
- 60 MAMDOUH RIAZ, *Ancien Ministre*, Rue El Malek Al Séoud
No. 103, Rodah.
- 454 MANDICAS (S. A.), *National Bank of Egypt*.
- 371 MANSOURIAN (G.), *Ingénieur, General Engineering and
Transport Co.*, Rue Champollion No. 45.
- 556 MANSOUR ISMAIL, *Ancien Vice-Président de la Cour de
Cassation*, Rue Farouk No. 15, Guizeh.

No.
d'ins-
cription

- 98 MARTINO DE (G.), *Légation d'Italie*, Rue Kasr el-Aali, No. 15, Garden City.
- 298 MATALON (E. I.), *Directeur Général de la Société Industrielle du Moyen-Orient*, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 41.
- 37 MATTATIA (DAVID A.), *Administrateur-Directeur de l'Egyptian Cotton and Trading Co., S.A.E.*, B.P. No. 127 (Alexandrie).
- 593 MELEKA WAHBA, *Directeur du Bureau Technique du Sénat*, Rue Pasteur No. 2, Héliopolis.
- 163 MENCZER (ERNEST), *Administrateur de Sociétés*, Rue Baehler No. 3.
- 283 MESSIQUA (B.), Rue Chérif Pacha No. 26A, Immobilia.
- 2 MESSIQUA (MARCEL), Rue des Petits Champs No. 48 (Paris).
- 330 MEUTEMEDIAN (ARCHAK), *Ingénieur-Constructeur*, Rue Wadi el Nil, Méadi.
- 277 MICHRIKI (EDOUARD), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 520 MISRAHY (EMMANUEL), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 27, B.P. No. 176.
- 264 MOHAMMED ABDALLAH EL ARABI (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue El Sabak No. 33, Héliopolis.
- 548 MOHAMMED ABDALLA MOHAMMED, *Avocat*, Rue Gad Eid No. 5, Dokki.
- 529 MOHAMMED ABD EL HAMID, *Entrepreneur*, Rue Chagaret el Mandoura No. 5, Rodah.
- 578 MOHAMMED ABD EL-HAMID EL-SOUCCARI, *Juge*, Rue Khalifa El Mansour, No. 18, Héliopolis.
- 570 MOHAMMED ABD EL-MONEIM BADR, *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Ibn Sandar No. 74, Koubbeh-les-Bains.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 243 | MOHAMMED ABDEL RAHMAN HAFEZ, <i>Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire</i> , Sekket Souess No. 62, Palais de Koubbeh. |
| 426 | MOHAMMED AHMED GHONEIM, <i>Vice-Président de la Cour de Cassation</i> , Rue El Soubki, No. 4, Manchiet El Bakri. |
| 267 | MOHAMMED ALY ALLOUBA, <i>Ancien Ministre</i> , Rue Menès, No. 4, Héliopolis. |
| 385 | MOHAMMED ALY EL-GHATITE, <i>Avocat</i> , Chareh El Faskieh No. 12, Garden City. |
| 80 | MOHAMMED ALY IMAM (Dr.), <i>Vice-Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Ein Chams</i> , Abbassia. |
| 435 | MOHAMMED ALY NASHAT (Dr.), <i>Premier Secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères</i> , Sekket Hadid el Suez el Kadima No. 51, Héliopolis. |
| 379 | MOHAMMED ALY ROUCHDY, <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil No. 39. |
| 172 | MOHAMMED AMIN FIKRY, <i>Gouverneur de la National Bank of Egypt</i> , Rue Ismail Pacha Mohamed No. 12, Zamalek. |
| 290 | MOHAMMED BAHİ EL-DINE BARAKAT, <i>Ancien Membre du Conseil de Régence</i> , Rue El-Guizeh, No. 7, Guizeh. |
| 577 | MOHAMMED BAKER EL SHALABY, Rue Fouad 1er, No. 26. |
| 574 | MOHAMMED EFFAT, <i>Vice-Président du Conseil d'Etat</i> , Rue Mahmoud Sidky Pacha No. 11, Agouza, Guizeh. |
| 359 | MOHAMMED EL CHAFEI EL LABBAN, <i>Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif</i> . |
| 335 | MOHAMMED EL SAID MOHAMMED (Dr.), <i>Professeur d'Economie Agricole à la Faculté d'Agriculture</i> , Rue Radouan Ebn Tabib, Imm. Kadri, Guizeh. |
| 553 | MOHAMMED EZZAT MADKOUR, <i>Délégué au Conseil d'Etat</i> , Rue Kamel Mohamed No. 9, Zamalek. |
| 188 | MOHAMMED FAHIM, <i>Avocat</i> , Rue Sheikou No. 30, Citadelle. |

No.
d'ins-
cription

- 438 MOHAMMED FAHMY EL KALAAWI, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 28.
- 248 MOHAMMED HACHEM (Dr.), *Ancien Ministre*, Rue Eloui, No. 12.
- 316 MOHAMMED HAMED MOHASSEB, *Avocat*, Rue El-Rachdanne, No. 4, Orman, Dokki, Guizeh.
- 538 MOHAMMED HASSAN EL GAMAL, *Professeur à la Faculté de Droit, Université de Ein Chams*, Rue Heshmat Pacha, No. 19, Zamalek.
- 196 MOHAMMED HELMY MOURAD, *Professeur à la Faculté de Droit, Université de Ein Chams*, Abbassia.
- 166 MOHAMMED HOSNY ABBAS (Dr.), *Chargé de Cours à la Faculté de Commerce*, Midan el Dokki, Imm. Kota, Guizeh.
- 255 MOHAMMED HUSSEIN IZZET, *Avocat*, Contentieux de la Banque Misr.
- 157 MOHAMMED IBRAHIM FAHMY EL SAID, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Korah Ibn Shoreih, No. 2, Guizeh.
- 61 MOHAMMED KAMEL AZMI, *Secrétaire Général adjoint de la Fédération Egyptienne des Industries*.
- 354 MOHAMMED KAMEL HILMY, Ezbet el Siouf (Ramleh).
- 588 MOHAMMED KAMEL MOURSRY, *Ancien Ministre de la Justice*, Rue Ahmed Chawky, No. 2, Guizeh.
- 55 MOHAMMED MAHMOUD GALAL, *Avocat*, Guizeh.
- 422 MOHAMMED MOURAD SALEH, *Avocat*, Rue Chérif Pacha No. 26, Immobilia.
- 123 MOHAMMED MOUSSAAD SOBHI EL ITRIBY, *Contrôleur de la Comptabilité de la Société Générale des Sucreries*.
- 36 MOHAMMED MUSTAFA EL KOLALY (Dr.), *Avocat, Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Khartoum, No. 4, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 245 MOHAMMED NABIL DAKROURY, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue El Fayoum, No. 1, Héliopolis.
- 382 MOHAMMED RACHID, *The Alexandria Navigation Cy.*, Rue de l'Ancienne Bourse, No. 1 (Alexandrie).
- 572 MOHAMMED ROUCHDY, *Avocat, Chef du Contentieux de la Banque Misr.*
- 5 MOHAMMED SABRY MANSOUR (Dr.), *Ancien Ministre, Président et Administrateur-Délégué, Société Nat. Matières Plastiques*, Rue Kafr El Dawar, No. 1, Héliopolis.
- 391 MOHAMMED SADEK FAHMY, *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue Chawarby Pacha, No. 6.
- 281 MOHAMMED SALEH ALI BARAKA, Rue Riad Pacha No. 40, Héliouan.
- 140 MOHAMMED SAMIR HOSNY, *Avocat, Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Farouk No. 98, Guizeh.
- 446 MOHAMMED TEWFIK KHALIL, *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 47.
- 433 MOHAMMED WEHEBA (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Université d'Alexandrie*, Rue de Guizeh, No. 9, Guizeh.
- 542 MOHAMMED ZAKI ABDEL AZIZ, *Avocat*, Rue El Azhar, No. 36.
- 25 MOHAMMED ZAKI ALY, *Ancien Ministre*, Rue El Mobtadaiane, No. 43.
- 280 MOHAMMED ZOHEIR GARRANAH (Dr.), *Ancien Ministre, Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha No. 8.
- 409 MOHIEDDINE ABDINE, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie*, Rue Nabatat No. 8, Garden City.
- 320 MORCOS HANNA (YOUSSEF), *Conseiller au Conseil d'Etat*, Rue El Gabarti No. 3, Manchiet el Bakri.
- 510 MORCOS SOLIMAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit, Université du Caire*, Rue Touman Bay, No. 144, Zeitoun.

No.
d'ins-
cription

- 33 MORTERA (LUCIANO), *Agent de Change*, Rue Borsa el Guédida No. 6.
- 35 MOSSERI (HENRI), Rue Talaat Harb Pacha, No. 25.
- 102 MOSSERI (MAURICE N.), Rue Hassan Sabry No. 8, Zamalek.
- 204 MOUSTAPHA ABDEL HALIM ALY, *National Bank of Egypt*.
- 7 MOUSTAPHA AZIZ EL-KORACHI, *Sous-Contrôleur Général du Personnel, Ministère des Finances*.
- 118 MOUSTAPHA EL HEFNAOUI, *Avocat*, Imm. Osiris, Kasr el Doubara.
- 527 MOUSTAPHA EL-KOUNI, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères*, Midan Koubri el Galà No. 96, Guizeh.
- 579 MOUSTAPHA EL-NAHAS, *Ancien Président du Conseil des Ministres*, Rue Nabatat, No. 9, Garden City.
- 412 MOUSTAPHA EL-SADEK, Rue Abou Bakr El Saddik, No. 91, Héliopolis.
- 596 MOUSTAPHA MOHAMMED EL MESSARI, Rue Rodah (Port-Saïd).
- 51 MOUSTAPHA NOSRAT, *Ancien Ministre*, Rue Ismaïl Pacha, No. 21, Garden City.
- 21 MOUSTAPHA YOUSSEF (Kaimakam), Rue El Afdal No. 17, Abbassieh (Charkieh).
- 356 MULLER (EDMOND), *Lecteur à l'Université du Caire*, Midan Abdel Noneim, No. 16.
- 201 MUSTACCHI (G.), Villa Del Giglio, Rue Bahgat Aly Pacha, No. 9. Zamalek.
- 598 MUSTAKI (WILLIAM), *Administrateur-Délégué de l'Alexandria Cotton Trading Company*, Rue Chérif Pacha, No. 16 (Alexandrie).
- 420 NAAR (HENRI), Rue Karim el Dawla No. 6, par Rue Anti-khana.
- 456 NABIH (YOUSSEF), *Avocat*, Rue Sésostris No. 12, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 46 NADEL (MICHEL), *Ingénieur, Secrétaire Général de l'Amicale des Techniciens et Diplômés de l'Etat Français*. Imm. Wadi el Nil, Rue Finney No. 2, Dokki.
- 94 NADOURI (FOUAD), *Chef du Contentieux de l'Administration des Postes*.
- 63 NAGGAR (RAPHAËL), *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 10 NAGUIB YOUSSEF, Rue Ibn Arheb, No. 6, Guizeh.
- 135 NAHAS (TEWFIK), *Avocat*, Rue Menasce, No. 73 (Alexandrie).
- 587 NASR ZAKARIA-AHMED, *Docteur en Droit, Université de Ein Chams, Faculté de Droit*, Rue Bonaparte No. 2, Héliopolis.
- 584 NASSIF ZAKI, *Ancien Conseiller*, Rue Fouad 1er, No. 159, Zamaleh.
- 24 NAZIH AHMED DEIF (Dr.), *Troisième Secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères*, Rue Montazah No. 22, Zamalek.
- 199 NESSIM SOUROUT, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 19.
- 105 NICOLAIDES (S.), *Secrétaire de la Port-Saïd Engineering Works, S.A.E., et de la Mills & Co. Ltd.*, Rue Tewfik, No. 21 (Port-Saïd).
- 293 NIGRINE (SALOMON J.), *Agent de Change*, Rue Talaat Harb Pacha No. 17.
- 15 NIJS (CORNELIS), *Administrateur de la « Philips Orient »*, Rue Gameh el Charkass, No. 34.
- 470 OLTRAMARE (LÉON CH.), *Négociant*, Rue El Falaki, No. 47,
- 353 OREBI (ZAKI), *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 14.
B.P. No. 501.
- 122 OSMAN KHALIL OSMAN, *Docteur en droit, Doyen de la Faculté de Droit, Université de Ein Chams*, Rue 26 Juillet No. 25, Zamalek.

No.
d'ins-
cription

- 410 OSSOLA (RENÉ O. C.), *Directeur Général Honoraire de la Cairo Electric Railways and Heliopolis Cy., Ltd.*, Rue Joseph Van Der Smissen, No. 15 (Bruxelles).
- 472 PADOA (FÉLIX), *Avocat*, B.P. No. 420 (Alexandrie).
- 170 PATHY (LADISLAS), Rue de l'Ancienne Bourse, No. 2 (Alexandrie).
- 66 PEREZ (J. H.), *Agent de Change*, Rue Sarwat Pacha, No. 41, Boîte Postale No. 769.
- 215 PHOCAS (ALBERT), *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 25 (Alexandrie).
- 117 PHRONIMOS (A.), *Avocat*, Rue Baehler, No. 1.
- 399 PILAVACHI (A.), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 314 PILAVACHI (ZENON M.), *Administrateur de Sociétés*, Rue Hod El Laban, No. 9, Garden City.
- 19 POLKOWSKI (VALENTIN), Rue Akaba, No. 4 (Cléopatra, Ramleh).
- 149 PSALTI (ATHANASE M.), *Ingénieur-Agronome*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 16.
- 567 RABBATH (FERNAND), *Administrateur de Sociétés*, Rue Emad el Dine, No. 18.
- 489 RADI ABOU SEIF RADI, Rue Nabatat, No. 16, Garden City.
- 124 RADOUAN KHALED, Rue Talaat Harb No. 2.
- 328 RAGHEB ISCANDAR, *Avocat*, Place Bab el-Hadid, No. 7.
- 483 RAHN (Dr. ROBERT), Rue Sarwat Pacha, No. 7.
- 417 RIAD EL GAMAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 38.
- 362 RIAD EL GHONEMY (Dr.), *Research Administration*, Ministère des Affaires Sociales.

No.
d'ins-
cription

- 597 RIVET (L. T. J.), *Chef du Contentieux de la Cie. du Canal Maritime de Suez* (Ismailieh).
- 408 ROMANO (ALBERT), *Avocat*, Rue El-Amir Hussein, No. 36, Zamalek.
- 471 SAADALLA HALLABA, *Avocat*, Filature Nationale d'Egypte, Boîte Postale No. 227.
- 141 SAAD FAHMY ABDEL NOUR, *Conseiller Fiscal*, Rue Sarwat Pacha, No. 16.
- 112 SABA (HANNA), *Docteur en Droit, Conseiller Juridique de l'Unesco*, Avenue Kléber No. 19, Paris.
- 369 SADEK EL AGUIZI, *Vice-Président de la Cour d'Appel*, Midan Kholafa El Rachidine, No. 8, Héliopolis.
- 546 SAID NESSIM YARID, *National Bank of Egypt*.
- 507 SAID ROUCHDY, Rue Chérif Pacha, No. 28.
- 437 SALEH SADEK, *Avocat*, Rue Alderson, No. 47 (Bulkeley).
- 428 SALEM SOLIMAN HAFEZ, *Avocat*, Mehallet al Imam Awn el Dine (Mossul — Irak).
- 126 SALIB SAMI, *Ancien Ministre*, Rue Sarwat Pacha, No. 37.
- 594 SAMNÉ (ELIE), *Avocat*, B.P. No. 22 (Mansourah).
- 501 SAYED ABOU BAKR HASSANEIN, *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 181 SAYED MAHMOUD EL CAPTAN, *Expert Comptable et Fiscal*, Rue Saïd 1er, No. 22 (Alexandrie).
- 44 SAYED MOSTAFA, *Ancien Ministre*, Rue Makrizi, No. 20, Manchiet el Bakri.
- 448 SAWIRIS (SALIB BOTROS), Rue Yafi Ebn Zeid, No. 13, Guizeh, Orman.
- 482 SCANDAR HANNA DEMIAN, *Vice-Président de la Cour d'Appel*, Rue Masr wal Soudan, No. 65, Koubbah Gardens.

No.
d'ins-
cription

- 234 SCHATZ (LUCIEN), *Secrétaire et Fondé de Pouvoirs de la Société Egyptienne de Ciment Portland Tourah*, Chareh Mobtadaïane No. 93.
- 327 SCHMEIL (RAYMOND), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 35.
- 319 SEDNAOUI (ELIE S.), *Négociant*, Midan El-Khazindar, B.P. No. 23.
- 183 SEDNAOUI (JOSEPH), *Négociant*, Midan El Khazindar, B.P. No. 23.
- 526 SEKALY (ACHILLE), Avenue du Sahara No. 7, Héliopolis.
- 343 SFER (ANTOUN), *Ancien Conseiller d'Etat, Avocat*, Rue Ibrahim Pacha, No. 70.
- 93 SHAFEI (RAMSÈS), Rue El Malek Abdel Aziz Al Séoud No. 3, Héliopolis.
- 27 SHAFIK GHORBAL, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Sociales*, Rue Dimitrino, No. 5, Héliopolis.
- 253 SHAFIK RAGHEB MIKHAIL, *Inspecteur au Ministère des Finances*, Rue Choubra, No. 98.
- 20 SIDAROUISS (SÉSOSTRIS, Dr.), *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Washington*, Rue El Salamlek, No. 2, Garden City.
- 74 SINIGALIA (C.), *Avocat*, Avenue Fouad 1er, No. 53 (Alexandrie).
- 233 SOBHI WEHEIDA, *Secrétaire-Général de la Fédération Egyptienne de l'Industrie*, Rue Youssef El Guindi, No. 13.
- 227 SOUROUR (JEAN), *Avocat, Chef du Contentieux de la Cie. d'Assurances "Al Chark"*, Rue Soliman Pacha.
- 169 SULLAM (JOSEPH), Rue No. 15, Imm. No. 19, Méadi, Boîte Postale No. 793.
- 407 SYRIOTIS (MICHEL), *Avocat*, Rue Sarwat Pacha, No. 32.
- 398 TAGHER (ALBERT), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Malek el Afdal No. 3, Zamalek.

No
d'ins-
cription

- 34 TAGHER (EDGAR), *National Bank of Egypt.*
- 514 TAHER EL LOZY, Route No. 11, Imm. No. 53, Méadi.
- 17 TAHSINE EL MASRI, *Ingénieur*, Rue Ahmed Heshmat No. 2, Zamalek.
- 48 TAKLA (BECHARA), *Co-propriétaire du Journal « Al Ahram »*, Rue Mazloum Pacha.
- 421 TARRAF ALY, *Ancien Ministre*, Rue Mariette Pacha, No. 13.
- 397 TEDESCHI (Dr. SALVATORE), *Avocat*, Rue Nimr, No. 3.
- 171 TEWFIK NAN ROUESS, *Contrôleur Général des Assurances et des Séquestrations, Ministère des Finances*, Rue Ismaïl Pacha, No. 3, Garden City.
- 179 TEYMOUR (AHMED FOUAD), Rue El Amir Fouad No. 5, Zamalek.
- 502 THÉODORAKIS (D. A.), B.P. No. 1480 (Alexandrie).
- 378 TOROS (SALVATOR), *Boursier, Directeur de J. H. Perez & Cie.*, Rue Adib, No. 7 (Alexandrie).
- 401 VAN DAMME (LOUIS), *Président de la Belgian-American Banking Corporation*, 956 Fifth Avenue, New-York, 21.
- 575 VAUCHER (GEORGES), *Docteur ès lettres*, Rue Hoda Chaarawi, No. 27.
- 495 VINCENOT (M.), *Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien.*
- 522 VITALE (Dr. SERGE), Rue Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 189 VOGT (S.), *Consul Général de Norvège*, Immobilia, Rue Chérif Pacha, No. 26.
- 571 WADIE FARAG, *Avocat, Ancien Professeur à la Faculté de Droit*, Avenue Fouad Ier, No. 183, Zamalek.

No.
d'ins-
cription

- 463 WAHBA SADEK, *Ancien Ministre*, Rue El-Tolombat No. 9, Garden City.
- 247 WAHIB MESSIHA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire*, Guizeh.
- 270 YADID (ABRAMINO), *Avocat*, Rue Abdel Khalek Sarwat, No. 34.
- 175 YASSIN KOTB, Gar Teraa Al Zamar El Charki No. 75, Medinet el Omrana, Rue des Pyramides, Guizeh.
- 517 YEHIA MOHAMMED NOUR, *Vice-Président de la Cour des Comptes*, Rue Mourad No. 15, Héliopolis.
- 230 YEHIA (ALY EMINE), Zizinia, Ramleh.
- 232 YOUSSEF HELMY, *Maamour des Impôts*, Rue Nahdet Masr, No. 177.
- 473 ZAKARIA MEHANNA, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 157, Zamalek.
- 479 ZAKI ABD EL-MOTAAL (Dr.), *Ancien Ministre*, Imm. Osiris, Kasr el Doubara.
- 384 ZAKI BADAoui (Dr. A.), *Conseiller de Relations Industrielles*, Avenue Fouad 1er No. 59, (Alexandrie).
- 211 ZAKI HASCHEM (Dr.), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 23.
- 500 ZAKI SHUAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 515 ZAKI MAHMOUD SHABANA (Dr.), *Professeur à la Faculté d'Agriculture*, Imm. Littoria, (Chatby-Ramleh).
- 143 ZANANIRI (FERNAND), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 221 ZANNIS (JOSEPH), *Docteur en Droit, Contentieux du Crédit Foncier Egyptien*.
- 576 ZARACOUDI (JEAN), Rue Sidi Mitwalli No. 11 (Alexandrie).
- 219 ZARB (HECTOR A.), *Sous-Directeur du Banco Italo-Egiziano*, Rue Maarouf, No. 2.
- 241 ZIWER (KHALIL), *Directeur Général du Service des Questions Financières et Economiques, Ministère des Finances*, Rue Guizeh No. 42, Guizeh.

THE COLONIAL PROBLEM

Economic and Political Aspects.

By

Dr. ABDEL HAMID KHALED.

University of Alexandria.

The colonial problem which confronted the statesmen in the recent years did not assume its modern form till the end of the eighteenth century ; but imperialism—the parent of this problem—is as old as history. In the earliest times imperialism—which I define as the conquest and rule by a sovereign of peoples alien in race, religion, language, culture, and inhabiting a different territory, or who are characterised by any combination of these or any other factors which makes for group consciousness—in the earliest times imperialism was probably motivated by the instinct for aggrandizement and thirst for power, although economic factors, too, may have played a role. The earliest records of antiquity speak of attempts by kings to conquer alien territory and to impose their rule upon weak neighbors. Lugal-zaggizi, king of Umma and Uruk, and Sargon I, king of Akkad, carried on imperialist wars in about 2800 B.C., although neither Sargon nor his great successor Naram-Sin attempted to rule the conquered colonies by means of appointed officials (1). It was left for Egypt to invent a system of direct rule, although she seems to have preferred, as did Rome later, and Britain still later, government by “indirect rule”. Anyway, the history of the tribes and groups in the valley of the Nile during the fourth and third milleniums revolves largely around the continuous struggle for supremacy between the south, led for a large part of the period by Thebes,

(1) Rostovzeff, *A History of the Ancient World*, I, 27 ff.

and the north, whose center of gravity was mainly at Memphis. Imperialism received a powerful stimulus during the long reign of Thutmose III (1501-1447 B.C.) and his successors Amenhotep II (1447-1420 B.C.) Thutmose IV (1420-1412 B.C.) and Amenhotep III (1412-1376 B.C.). These great rulers of the Eighteenth Dynasty waged numerous wars in Syria, Phoenicia, Palestine, and Nubia and governed them as tributary subject provinces. "To assure the fidelity of these kingdoms, strong Egyptian garrisons, commanded by Egyptian generals, were stationed at important centers" (2), and Thutmose III compelled Cyprus and the federation of Cretan cities to be either his allies or his dependents. Even little Judea, weak and itself often at the mercy of the more powerful states on the north, east and south, did not escape imperialist ambitions.

Yet it was not till the torch of civilization was carried to the northern shores of the Mediterranean that imperialism assumed a pattern bearing some resemblance to its modern forms. Eastern imperialism revolved almost entirely around the dynastic rivalries and personal ambitions of royal heads.

The tribute collected from the conquered peoples went to swell the royal coffers. But with the emergence of Greek imperialism in the fifth century B.C., and especially when Rome became mistress of the Mediterranean and the lands beyond, imperialism for the first time assumed objective form as a state policy, intended to advance the power, prestige and wealth of the State. There is an almost modern ring in the economic and military policies of the Greek imperialists (3). Their methods of colonization constituted a great advance over

(2) Rostovzeff, *op. cit.*, 77.

(3) Ferguson, *Greek Imperialism*. Cf. Pericle's Funeral Oration, which shows that the imperialist basis of the catastrophic Peloponnesian war (431-404 B.C.)—catastrophic alike to the victor as to the vanquished—was fully recognised by the chief actors in the tragedy. "And if our remote ancestors deserve praise," the Athenian statesman said, "much more do our own fathers, who added to their inheritance the empire which we now possess, and spared no pains to be able to leave their acquisitions to us of the present generation. Lastly, there are few parts of our dominions which have not been augmented by those of us..., while the mother country has been furnished by us with everything that can enable her to depend on her own resources whether for war or for peace." (Thucydides, *The Peloponnesian War*, 103.)

anything hitherto known (4) ; their imperial policies were built on sound strategic considerations.

It would take us much too far afield to attempt here even a brief survey of Greek and Roman imperialism.

Such a survey would mean nothing less than a history of those peoples and of almost every one of their innumerable wars. Every foreign war—and perhaps even the Servile Wars—was in the final analysis a war for imperial dominion (5). The Roman social, economic and political structure was built on imperialism, and without the profits from this political policy the internal structure would not have been able to survive. The constant flow of tribute in money and materials, from the conquered provinces was essential if the ruling class was to maintain itself in power and if the proletariat was to be kept contented. Indeed, there is more similarity between the Roman and British empires than the Earl of Cromer admitted in his famous lecture (6).

Political and economic imperialism came to an end with the destruction of Rome. For five or six centuries Europe was in far too chaotic a condition to attempt the subjugation of alien peoples. During those centuries Europe was kept busy by its efforts to reorganize itself and by the need to absorb the new cultural currents and new peoples which had swept in from the northeast and from the south. Yet those centuries are not without importance in the history of imperialism.

Christianity conquered Europe, and Christianity, in contrast to the religions of antiquity, was a missionary religion. While this missionary religion was spreading in the West, another missionary religion emerged in the East. Islam was born during the first part of the seventh century ; and within less than a hundred years after the death of Mohammed in 632 A.D., the Faithful, propelled by a combination of political, economic and—a factor

(4) Morris, *A History of Colonization*, I.

(5) Jones, *Roman Empire*; Arnold, *Roman Provincial Administration*; Rostovtzeff, *An Economic and Social History of the Roman Empire*.

(6) Cromer, *Ancient and Modern Imperialism*.

not to be overlooked—religious motives, had conquered a vast empire extending from the Indus to the Atlantic. Religion as a cause of imperialism was something new in the long history of conquest and exploitation ; it was to give color to the whole imperialist movement of the future.

The great geographical discoveries at the end of the fifteenth century brought about a revival in political and economic imperialism, and with it a recrudescence of imperialist wars on a scale greater than any hitherto known (7). There is no need to review here the explorations and discoveries of this amazing period ; one needs only to compare the map of Fra Mauro (1459) with that of Schoner (1523) or with Mercator's fascinating map (1587) to see graphically the vast progress made almost within a lifetime.

Portugal and Spain emerged as the leading powers in Christendom. Portuguese traders and sailors dominated the East and established colonies in the new world ; Spain dominated Central and South America. The division of the world between the two Iberian kingdoms was confirmed in 1493 by the Papal Bull which drew a line of demarcation between their respective imperial spheres.

It is difficult to exaggerate the significance of this reawakening of European imperialism. With the exception of the ineffectual and futile Crusades, Europe had shown no marked expansionist tendencies till the end of the 15th century. Then, for the first time since the days of the Roman Empire, Europe began a career of adventure that has continued to this day. And new technological discoveries coupled with the growing power of centralized national states enabled it to prosecute imperial policies with a vigor and in a scope undreamt of by the ancient rulers on the banks of the Tiber. The nature of imperialism had changed too—unfortunately for the worse. Like their imperial predecessors in ancient times, the new imperialists were not content to permit the conquered peoples to retain their

(7) Cf. Muir, *The Expansion of Europe*; Moon, *Imperialism and World Politics*; *The Cambridge History of the British Empire*; Prescott, *The Conquest of Peru and Mexico*; Johnston, *The Colonization of Africa*; *Cambridge History of India*.

indigenous cultures, religions and political patterns. The Iberian imperialists combined the traditional lust for booty with medieval religious fanaticism, thus starting a new type of imperialism of which the world was to see more during the succeeding centuries.

The conquest of Portugal in 1580 by Phillip II turned Spain into a colossus straddling a vastly expanded world; and it was inevitable that the national states that were gradually coalescing on the north should sooner or later become restive under Spanish domination and arrogance. When the challenge came, the Iberian empires were found to be more vulnerable than their outward brilliance had indicated. Their power rested not on firmly implanted colonies of settlers and progressive industries, but on stolen precious metals, which were used for unproductive purposes and left the country almost as soon as they arrived. "The surprising thing is not," as Ramsay Muir has remarked, "that, the Spanish Empire should have fallen into an early decrepitude, but that it should have shown such comparative vigour, tenacity and power of expansion as it actually exhibited" (8). The courage and pertinacity of individual Spaniards did much to keep alive the connection with the American and other colonies; but no amount of personal daring could overcome the diseases that were eating away Spanish society; and with the destruction of Spanish sea power by the loss of the Great Armada in 1588, the Iberian phase of European imperialism came to a rapid and inglorious end.

When the scepter fell from Spanish hands, no other European state was sufficiently powerful to seize it; and the arena was thus opened for a number of minor competitors for empire, who soon began a life and death struggle for supremacy among themselves, which was to last fully three centuries. Dozens of major and minor wars were fought during the merciless imperialistic struggles—wars that raged over the whole world, and embraced, at one time or another, all the inhabitants of the earth. Millions of men and women and children lost their lives in those conflicts in Asia, Africa and America and on

(8) Muir, *op. cit.*, 19.

innumerable European battlefields; whole countrysides were devastated; villages and cities were destroyed, and the civilizing work of men was repeatedly undone. European powers did not even scruple to use savages against Christian Imperial rivals, and slight regard was paid to the customary laws of peace or war.

The Dutch enjoyed a number of advantages during the first part of the struggle for world imperial supremacy. Capitalism had developed there more than anywhere else; a brisk manufacture of woolen goods and articles had grown up (9), the Dutch merchant marine was second to none, and Dutch national consciousness had been sharpened during the long struggle against Spanish tyranny. It was during this period that two trading corporations enjoying the financial support of the States General were to establish Dutch hegemony in East and West after a protracted and bitter struggle, with no quarter given, against the Spaniards and Portuguese.

The Company of the East Indies planted trading stations at the Cape of Good Hope, Mauritius, the Spice Island, Ceylon and Malayan Archipelago; before long it became the paramount power in Far Eastern waters. The Company administered its trade monopoly as despotically as the Spaniards and expelled all rivals, including the British who had been its allies against the Portuguese. At the same time the Company of the West Indies carried on a similar struggle against the Portuguese in the Americas, during which Northern Brazil was conquered (1624), various islands were occupied, and New Netherlands was established.

Dutch supremacy was not to last, and by 1660 decline had set in. British and French buccaneers preyed upon the Dutch as the latter had once preyed on the Spanish and Portuguese; British and French traders and colonizers gradually succeeded in establishing themselves in various parts of the world where the Dutch had attempted to maintain their monopoly. It was not long before the French had built an empire in many ways more solid than that of their rivals. French colonies in the

(9) Cf. Pirenne, *Medieval Cities*.

New World were firmly entrenched and well-defended, and their trading stations in India grew in importance and power. But this period—the third in the history of modern European imperialism, lasting from about 1660 to the Treaty of Utrecht (1713) saw also the beginning of the long drawn out duel between Britain and France, which was to continue, with short interruptions, until 1815.

Cromwell, for all his religious fanaticism, read the signs of the times far better than many a worldly politician. Realizing that power was rapidly passing from the Dutch to the French, Cromwell hastened to make peace with England's former enemies to turn against the latter. At the same time, the British dictator launched an unprovoked, and unsuccessful, attack on the Spanish island of Hispaniola, but he did succeed in seizing Jamaica (1655). With marvellous impartiality, the British then fought two wars against the Dutch, which led to the conquest of New Netherlands (1667). But the French were not forgotten. It was during this period that the British occupied Gibraltar, Newfoundland, Acadia, the great furbearing regions about the Hudson Bay and the French half of St. Kitts Island. Moreover, the East India Company was gradually consolidating its position in India and preparing itself for the decisive struggle that was yet to come.

The Peace of Utrecht, as might have been foreseen, did not lay the basis for a durable peace. On the contrary, it was no more than a breathing spell in the Anglo-French duel for world empire, which was soon to begin in earnest. During the first part of the ensuing struggle, a number of small wars—the War for Jenkins' Ear and the War for the Austrian Succession (1740-48)—proved indecisive. Although England won some victories in North America, and British ships inflicted heavy damages on the Spaniards, Britain emerged from this phase of struggle without significant additions of territory.

Not until the outbreak of the seven Years' War in 1756 was the position of the contestants to undergo a radical change. During 1756-63, however, the British scored a series of brilliant victories in America and in the East; French territories were overrun; the French flag was all but swept off the seas; and the French colonial empire collapsed like a house of cards.

Canada, India, and a number of small islands now came under the domination of Britain, which emerged from the war without a serious imperial rival.

The French, however, showed no intention of leaving the arena. Defeated in the imperial race, in which they were handicapped by the lack of an adequate navy, they decided to strengthen their power on the Continent, and in the meanwhile to bide their time and wait. And time was to present them with new opportunities for inflicting serious wounds upon their hereditary enemy. In 1776 the rebellion of the North American colonies broke out; the French were not slow in coming to their aid. Soon the revolutionary and Napoleonic wars made the French the paramount power on the continent. Obviously, the British with their traditional balance of power policy could not afford to permit a French-dominated Europe, and the old struggle assumed a new form. The British fought French domination of the European continent for a quarter of a century, relentlessly constructing one powerful continental combination after another, until Napoleon was defeated and exiled to St. Helena. But as happened after the collapse of their first colonial empire, the French now sought new fields for their operations.

Undaunted, they began to construct a new colonial empire. Algeria was occupied in 1830; French influence grew in the Asiatic possessions of the Ottoman Caliph, and there was a recrudescence in French power in the Far East. But the French had ceased to be a menace; their fleet could not compare with that of the British, and London could afford to watch with good-humored tolerance these activities of its erstwhile mortal enemy.

British world-supremacy, did not inaugurate a period of Pax Britannica. The number of imperialist wars greatly increased during the nineteenth century as compared with the eighteenth; and their ferocity and destructiveness more than kept pace with the growth in civilization. Wars had to be fought in Chinese and Far Eastern waters; British troops in India were busy fighting either in Indian states or in the buffer territories on the north; wars had to be fought against the Russians, Egyptians, Arabs, Persians and other peoples. The last decades of the century saw the beginning of a new and more bitter race for Africa, with a new contestant, Germany,

in the field ; the struggle for supremacy in the Far East also assumed more menacing aspects ; and the Anglo-Russian rivalry seemed for a time to be leading the two powers to a major conflict. The growing competition between the British and French empires and the young and vigorous German empire finally let loose the first world war.

1.—Imperialism Assumes Duties.

Imperialism did not develop a conscience until the latest years of its long history. Neither Greek nor Roman writers found it necessary to rationalize their rule of alien people ; it is significant that nowhere in his oration does Pericles attempt to justify Greek imperialism by the benefits it conferred on the subjected races. He feels no need for such a justification ; his public did not expect it. Sufficient is it that Athens profits from her colonies, that she is furnished by them "with everything that can enable her to depend on her own resources whether for war or for peace." A few Spanish writers did invoke the conversion of heathens to the one true faith as a justification for their cruel rule ; but during the first three centuries or more of its modern existence imperialism made few attempts to conceal its predatory origins with a barrage of verbal humanitarianism, altruism and missionary other-worldliness. Both in theory and in practice imperialism was synonymous with robbery, exploitation, slavery and rule by whip or gun. Imperial administrators did not attempt to justify their existence by claiming to introduce western culture among black and yellow barbarians ; they did not claim to teach them how to exercise self-government, nor how to save their eternal souls. In fact, they doubted whether the natives had any kind of souls at all, eternal or otherwise.

It was not till late in the eighteenth century, when Britain emerged as the leading colonial power, that imperialism began to feel the need for a justification other than self-interest. "Justice, and mercy, and liberty, and the law of God, and the happiness of man" which England was allegedly bringing to the Colonies—those were to Macaulay the justification for British imperial rule, not private profits in terms of "pounds, shillings and pence." If only to justify its existence before an increasingly

liberal world, imperialism assumed new functions and new responsibilities during the course of the past century and a half, which had nothing to do with the selfish material interests of the dominant nation. It had to assume the new functions to survive in a democratic world increasingly intolerant of privileges founded upon force (10).

To obtain a correct perspective of the change in attitude towards imperialism it is necessary to recall that the nineteenth century saw the greatest exploration and development of communications in human history. History textbooks speak of the fifteenth century as the "century of discovery"; but it was left for the last century to consolidate the gains of its famous predecessor.

In 1800 no less than two-thirds of the globe was as isolated and as closed to human intercourse as it had been a thousand years before; by 1900 there was hardly a square mile which had not been explored and had its barriers broken down. It was not till the last century that world history was born; until then, Europe, China, the Islamic countries, Africa, etc., had led isolated existences and possessed only local histories. To realize graphically the vast revolution effected during the last century one needs only to compare the personnel of the peace congress which gathered in Vienna in 1814-15 with the personnel of another peace congress a century later.

This opening of the world created a series of highly complicated problems, for all the nations of the world did not—as they could not—meet on a plane of equality. There were, it is undeniable, races and peoples in very different stages of development; and the great problem was how to stimulate the development of the backward peoples within the shortest possible time. A common denominator was essential if the various races and nations were to meet on a plane of equality; and it was inevitable that the West should elevate its own peculiar civilization and culture to the position of the world standard. The West had the might to enforce its standards upon others;

(10) Woolf, *Imperialism and Civilization*, 29-49.

more important, unprecedented material success gave it the moral conviction of righteousness to do so.

The problem of the last century, in brief, was how to westernize the globe; and modern imperialism was basically the answer. It is true, of course, that the non-European peoples were not devoid of cultures of their own; it is true also, that in most cases those peoples did not want the strange European conception of human bliss, which all too often came accompanied by guns. The Chinese, Arabs and Indians had cultures which in many ways were more complex and more refined than the European, and careful anthropological studies before long showed that even the most primitive tribes of the interiors of Asia and Africa had evolved intricate indigenous cultures. But all this was irrelevant; those cultures did not count. Whether the non-European peoples liked it or not, the west made it abundantly clear that all non-western cultures were basically merely forms of barbarism, and only those peoples which had assimilated the western pattern could have a place of respect and security in the modern world.

Nor did it matter that to a large extent the civilizing activities of the west were motivated by selfish considerations. Industrialization had created new problems at home which the imperialist nations sought to solve in Asia and Africa. The west became dependent on a great number of raw materials found only, or under the most profitable conditions, in colonial lands (11). Cotton was a subject which aroused the interest of all Englishmen, and the demand for "empire cotton" to assure a reliable flow of the commodity—and at cheap prices—grew among the manufacturers, traders and to a no lesser extent also among the working-people of Manchester, especially after the widespread unemployment and trade depression as a result of the dislocation in supply lines during the American Civil War. It is interesting to note that even as late as 1926, the then Colonial Secretary, Mr. Amery, mentioned scarcity of "cotton which is menacing Lancashire" as an argument in favor of extension

(11) Moon, *op. cit.*, pp. 58-117; cf. Lenin, *Imperialism*.

of mandatory supervision over Iraq (12). The competition for copper, jute, gold, copra, vegetable oils, rubber, sugar, tin and other raw materials essential for modern industry drove European Powers to search for colonial sources of supply, which meant placing the African and Asiatic territories under political and economic conditions favorable for industrial development. The growth of monopolies and cartels created marketing problems for every state, which forced industrialists to seek markets for their surplus produce. Capital, too, was interested in developing private preserves where investment would be safe and produce comfortable returns.

These needs of the industrialized West supplied imperialism with a powerful *raison d'être*. During the latter half of the nineteenth century, the claim that it was serving the interests not only of the imperial country but of the West as a whole became one of the most persistent of its apologias (13). British writers argued that their rule opened new territories for the trade of all nations; that it created new fields for investment for capitalists without distinction of nationality or religion; that the products of tropical Africa and of Asia were made available to European trade and industry on equal terms to all that, finally imperial rule created favorable conditions for settlement and colonization for all peoples living in the overcrowded countries of the old world. Gladstone justified Britain's occupation of Egypt not on the ground that control of the Suez Canal had become vital for the protection of imperial communication; not even because Manchester was tremendously interested in Egyptian cotton. The liberal statesman felt it necessary to proclaim responsibility "not only to the people of Egypt... but likewise to the subjects of other Powers for the maintenance of law and order" (14).

(12) "Iraq, too, can make her contribution to the solution of that problem," the colonial Secretary continued. "I will not detain the House by going into that matter, but would suggest that the hon. Members should read the special Report of the British Cotton Growing Association on the possibilities of cotton growing in Iraq." *P.D.C.*, February 18, 1926, V. 191, Ch. 2178.

(13) Cf. Bodelsen, *Studies in Mid-Victorian Imperialism*, 150 ff.

(14) *P. D. C.*, May 1, 1888, S. 4, v. 11, ch. 1655.

It is historically incorrect, however, to concentrate exclusively on these selfish material factors in the western expansion. The fact is that the nineteenth century combined with these material interests a missionary zeal unknown to ancient imperial movements. We have seen how religion emerged as a factor in imperialist expansion during the Middle Ages: this factor continued to operate during the 19th century. Missionary activities increased greatly; wherever the religious missionary did not precede the soldier and administrator he invariably followed closely in the footsteps of the latter. The whole of Africa and the major part of Asia was covered before the end of the century with missionary institutions financed by every advanced western nation and by almost every religious denomination. The nineteenth century added to the religious motive—or rather, grafted on it—purely cultural motives which became increasingly important as the century progressed. The problem was no longer merely one of converting the heathen to Christianity, but and to an ever increasing extent, how to convert them to westernism (15).

The rise of cultural imperialism was to have far-reaching consequences. Never before had political and economic imperialism been so intertwined with cultural proselytism. Both Greeks and Romans had shown very little interest in fostering their civilisation on strange peoples. The conquered colonials might learn Latin or Greek and worship Roman and Greek gods if they wished; but no Roman administrator considered propagation of Roman culture part of his duties. If Hellenistic and Roman civilization spread throughout the Mediterranean world, the expansion was due, not to imperial policy, but to the natural attraction which a superior and dominant culture hold for vanquished peoples and to the example set by Hellenic and Roman colonies settled throughout the Empire.

Even the Spaniards, interested as they were in gaining converts for the Cross, displayed little zeal in reforming the native social and economic patterns. During the 19th century, however, the old religious missionary motive combined with

(15) Woolf, *op. cit.*, 50-70.

insisted on revolutionizing native political and economic institutions, on fastering western education and western ideals of justice, equality and toleration no less than western manners, clothes and mechanical devices. When Joseph Chamberlain, Colonial Secretary and a sincere believer in the new type of imperialism, was confronted with an active demand in the House of Commons from Egypt, his reply was that withdrawal was impossible till England's civilizing work "has been fully accomplished."

"The work we have undertaken in Egypt is to make the country secure against foreign invasion, against domestic anarchy and disorder... A mere handful of Englishmen... have revolutionized the condition of the country. Under the able guidance of Lord Cromer they have made it secure..., they have rescued Egypt from the state of ruin into which it was rapidly falling, they have established equal justice throughout the land, they have secured the material prosperity of the country by great public works of irrigation, they have done a great deal for the education of the people, and at the same time they have equalized and lessened the burden of taxation. Well, sir, that is a record of which any country might be proud" (16).

Perhaps no better expression of the justification of imperialism by the cultural and social services it rendered to the natives, nor one which had a wider influence, appeared in Britain during the last century than Sir John Seeley's *Expansion of England* (1883). Seeley was a profound believer in the ideal of imperialism trusteeship; he could see no other justification—certainly not selfish interests—for assuming domination over foreign peoples. "Nothing is to be considered for a moment but the well-being of India and England," he wrote, "and of the two countries India, as being by much the poorer, is to be considered before England" (17). Seeley regarded Britain's work in India as a mission of civilization; the connection having been establ-

(16) *P.D.C.*, Feb. 2, 1893, S. 4, v. 8, col. 280-81.

(17) Seeley, *The Expansion of England*, 204.

ished, England was not free to relinquish it (18). She must carry on with the white man's burden, like it or not. Other writers on imperial affairs, notably Froude (19), Disraeli (20), Dilke (21), repeatedly gave expression to the same ideas. The ideal of trusteeship passed over to the United States, where it obtained vigorous expression during the first years of the present century. The Senate of the United States passed a resolution on February 14, 1899, declaring that "it is the intention of the United States to establish" in the Philippine Islands "a government suitable to the wants and interests and conditions of the inhabitants of the said islands to prepare them for local self-government..." (22). And President McKinley described American rule in the Philippine Islands as "an unsought trust which should be unselfishly discharged and evolves upon this Government a moral as well as a material responsibility toward these millions we have freed from an oppressive yoke" (23). And the President went on to speak of "our obligation as guardian" which "was not lightly assumed." One might quote an infinite number of statements by British, French, German and Italian ministers and colonial officials and by a whole galaxy of writers which show how universal had become the idea of trusteeship—that rule of an alien people imposes moral obligations which should be

(18) "Withdrawal," he wrote, would be "the most inexcusable of all conceivable crimes and might cause the most stupendous of all conceivable calamities" (*Op. cit.*, 207). Not that he did not see some of the evil results of British rule; Seeley was probably more clear-sighted than most of his contemporaries. But if western civilization in India "is not a glorious light shining in darkness" it must at least be admitted to be "a somewhat cold daylight introduced into the midst of a warm gorgeous twilight" (*Op. cit.*, 255-56).

(19) Cf. J. A. Froude, *Oceania and The English in the West Indies*.

(20) *Speeches*, edited by Keppel.

(21) Sir Charles W. Dilke, *Problems of Greater Britain, and The British Empire*.

(22) *Congressional Record*, XXXII, 1847; quoted by Wright, *Mandates Under the League of Nations*, 13.

(23) Baker, *Woodrow Wilson and World Settlement*, I, 263; Wright, *op. cit.*, 13.

discharged unselfishly and for the benefit of the natives and of the world as a whole (24).

2.—Fulfilment of Duties to Colonial Peoples.

Unfortunately, imperialism performed much less than it promised. The noble ideals which sounded so well then proclaimed from parliamentary rostrums, remained only ideals and were not translated into reality. Instead of civilization and freedom the western imperialists often brought a system—to use the words of a British Foreign Secretary—of “bondage under the most barbarous and inhuman conditions, maintained for the mercenary motives of the most selfish characters” (25). Instead of justice and peace, the white rulers instituted almost in the whole of Africa a system of slavery which in many ways was far worse than any native slavery. Herr Schlettwein, a government representative on the Reichstag’s Colonial Budget

(24) Joseph Chamberlain, in the above quoted speech, boasted that England’s great accomplishments in Egypt—“one of the creditable incidents in British history”—were due to the work of “a mere handful of Englishmen—some four scores of English officers and perhaps three scores more of English officials” (*op. cit.*, col. 280). More emphatic even was Lord Cromer, the “maker of modern Egypt.” “The Englishman,” he wrote, “came to Egypt with the fixed idea that he had a mission to perform, and, with them his views about individual justice, equal rights before the law, the greatest happiness of the greatest number, and similar notions, he will not unnaturally interpret his mission in this sense, that he is to benefit the mass of the population. There lie those nine or ten million native Egyptians at the bottom of the social ladder, a poor, ignorant, credulous, but withal not unkindly race, being such as sixty centuries of misgovernment and oppression by various rulers, from Pharaohs to Pashas, have made them. It is for the civilized Englishman to extend to them the hand of fellowship and encouragement, and to raise them, morally and materially, from the abject state in which he finds them. And the Englishman looks towards India, and he says to himself, with all the confidence of an imperial race,—I can perform this task; I have done it before now; I have poured numberless blessings on the heads of the ryots of Bengal and Madras, who are own cousins of the Egyptian fellaheen; those latter also shall have water for their fields, justice in their lawcourts and immunity from tyranny under which they have for so long groaned; the reign of Pashadom shall cease.” (*Modern Egypt*, II, 130.)

(25) Quoted by Morel, *The Black Man’s Burden*, 105.

committee, openly admitted, after some scoffing allusions to "exaggerated humanitarianism, vague idealism, and irrational sentimentality," that the underlying principle of wise administration must be the idea that "the Hereros must be compelled to work, and to work without compensation and in return for their food only. Forced labor for years is only a just punishment and at the same time it is the best method for training them" (26). A reliable British missionary summarized the reaction of the Matabele people in Southern Rhodesia with the following sentence: "Our country is gone, our cattle have gone, our people are scattered, we have nothing to live for, our women are deserting us; the white man does as he likes with them; we are the slaves of the white man, we are nobody and have no rights or laws of any kind."

It is not easy to describe in a few pages the suffering, confusion and despair brought everywhere in Africa and in certain parts of Asia by the white imperialists during the first period of infiltration. Africa was far from being a paradise before the white men came; there was native slavery and the inevitable slave raiding which destroyed villages and took innumerable lives. There was disease; there was stagnation; native justice was cruel and human life had very little value. Nevertheless, the natives had constructed a social system of their own which, barbaric and primitive as it might appear in our eyes, provided a good deal of satisfaction; they had evolved a system of values which gave cohesion to their society. The coming of the Europeans completely upset the native social structure. The authority of chiefs and elders was undermined; tribal laws ceased to regulate the lives of the community, especially of the younger members; Europeans brought new diseases which took a frightful toll of native lives. It is difficult to overestimate the ravages caused by the introduction of alcohol and of other narcotics. All investigations of conditions in industrial compounds and in native sections of the cities of South Africa tell a tale of broke families, prostitution, venereal diseases,

excessive alcoholism, and degeneration (27).

Land and cattle, singly or combined, were at the bottom of most of the unrest and suffering brought by the white imperialists to Africa. Millions of natives were driven off their lands and massacred to make room for whites eager to obtain plantations on the cheap. In German South-West Africa the Hereros, a vigorous and intelligent tribe, were decimated when they rose in revolt against a series of wicked ordinances aiming to rob them of their lands and cattle. "They (the Hereros) were ranchmen and landowners, and we were there to make them landless workingmen," Germans admitted with amazing sang-froid (28). In Libya, Tunis, Algeria, the same end was accomplished with scarcely less cruelty. No one will ever know the exact number of Libyans who perished in the revolts against Italian rule; but room was made for the settlement of a few thousand Italian farmers (29). In Kenya, some 2,100 whites managed to stake ownership over 5,200,080 acres—or about twenty-five hundred acres per settler; in Nyasaland, Cecil Rhodes' South African Company acquired ownership over 2,700,000 acres; in Northern Rhodesia its subsidiary still owns more than two million acres; the British Sugar Company succeeded in acquiring over twenty-five per cent of the cultivated

(27) For more detailed analyses of the social problems in Africa and Asia see: Lord Hailey, *An African Survey*; Morel, *The Black Man's Burden, Red Rubber, King Leopold's Rule in Africa, Nigeria: its Peoples and Problems* and other books by this distinguished colonial reformer; Brown and Hutt, *Anthropology in Action*; Bowker, *Liverpool and Slavery*; Copeland, *Life of Wilberforce*; The South African Native Races Committee, *The Natives of South Africa*; Orde-Browne, *Labor Conditions in Northern Rhodesia*; Rhodesia-Nyasaland Royal Commission Report; Viton, *Great Britain: An Empire in Transition*, pp. 39-66; Macmillan, *The West Indies*; Pim, *Report of the Commission Appointed to Inquire into the Financial and Economic Position of Northern Rhodesia*; *Report of the Kenya Land Commission*, and the *Minutes of Evidence*; Lugard, *The Dual Mandate in British Tropical Africa*; Buell, *The Native Problem in Africa*.

(28) Morel, *op. cit.*, 67.

(29) It is significant that all estimates before 1910 placed Libya's population above 1,250,000; an Italian census in 1933, however, showed that there were less than 850,000 inhabitants in the same area. Viton, *The New Imperialism*, Asia, XL (1940), 489-93.

area in Fiji. The story was the same in almost every colony. Sometimes the land came into white possession with less cruelty and sometimes with more, depending on the degree of skill of the white rulers ; but the essentials did not change.

Nor did the white administrators make a serious effort to modernize native agriculture and to teach the peoples under their charge how to eke out a living from less land. There was enough land in Africa for all the natives and for tens of millions of white settlers. The native standard of living not only could have been raised many times, but room could have been found for many more settlers than were colonized. What was needed was a progressive agricultural policy. Natives needed to be taught intensive cultivation ; irrigation and soil control had to be developed ; more economic crops needed to be introduced ; finally, there was a crying need for cheap credit and for instruction in economic management. Unfortunately, imperialism has only lately undertaken these tasks ; where it did attempt to improve native agriculture, as in British West Africa, it did so only to an infinitesimal extent (30).

Nor were imperialist officials as much missionaries of civilization as the West fondly hoped. French colonial administrators never believed in universal education for their colored wards ; the whole purpose of the educational system employed was to train a small class of natives to perform minor jobs in the administrative machine. Instead of directing the natives to develop according to their own cultural proclivities, the French instituted a system of "cultural assimilation", which made the natives bad Africans and worse Frenchmen (31). Before World War II, few French, Dutch and Portuguese colonies could boast a literate population of ten per cent ; usually the figure was

(30) Buell, *op. cit.*, v. I; *The Colonial Problem*, 141-56; Hailey, *African Survey*, 712-978; Lugard, *op. cit.*, 280-346.

(31) *The Colonial Problem*, 204-209. Russell Golt, an American educator in Egypt, has summarized Britain's educational accomplishments in the responsibility for perpetrating... a system of education, the chief object of which has for years been the creation of civil service employees" (*The Effects of Centralization on Education in Modern Egypt*, 43).

considerably lower. No better were conditions in British colonies. Although control of the Gold Coast forts was assumed by Britain in 1821, a census in 1931 revealed that only 35,318 out of 3.2 million natives had completed an elementary school: Kenya, Nyasaland, the Rhodesias—all relied almost entirely on missionary bodies to provide some kind of instruction for the natives. "One cannot help feeling that the establishment of a girls' school (in Nigeria) ought not to have been deferred till after thirty years of British rule," writes Arthur Mayhew (32).

Very little was done by the white carriers of civilization to improve health conditions among the natives. The first impact of European civilization, in fact, invariably brought new diseases; the greater physical exertions demanded of the natives helped make old illnesses more acute. The reports of the Belgian Congo Commission showed that with the coming of the whites such indigenous diseases as sleeping-sickness assumed a more acute form and spread, while hitherto unknown diseases—tuberculosis, cerebro-spinal-meningitis, typhoid—were introduced. The East African Commission reported that "50 percent of our native population are relatively incapable of physical exertion; that pneumonia, malaria, yaws, syphilis and heart-weakness... are of appallingly wide distribution" (33). But frightfully little was done to cope with these problems. Infant mortality was everywhere extremely high. In many colonies no less than a third of all infants did not live to see their first birthday (34). In some colonies the decline in native population assumed catastrophic proportions (35). How little was actually

(32) *Education in The Colonial Empire*, 132.

(33) Lugard, *The Dual Mandate in British Tropical Africa*, 153.

(34) "An investigation in Kavirondo in 1922 showed an infant mortality rate of 400 per 1,000, and a similar figure for the native reserves of Kenya as a whole, based on limited inquiries, is cited by Orr and Gilke (*Physique and Health of Two African Tribes*, 1931), 1 c. In Lagos the infantile mortality rate declined from 450 per 1,000 in the period 1898-1900 to 130 per 1,000 in the census figures for 1931" (*The Colonial Problem*, 133).

(35) Harrison estimates that 150 years ago there were no less than a million people in New Hebrides; now, there are less than 50,000. ("The New Hebrides People and Culture", *The Geographical Journal*, LXXXVIII (1936), No. 4.

done, to improve the health conditions of the natives can be seen from the record of the South Africa Chartered Company, which occupied Northern Rhodesia during the nineties of the last century. "Not before 1915-16 did the annual report of the Secretary of the Administration contain a reference to health matters in general". Even as late as 1922, the medical staff in that vast territory of 824,500 square miles with a population of close to one million gave medical treatment to no more than 5,000 native patients. Before the War few colonies allocated as much three per cent of their total revenue to public health. In 1940 total expenditure for this purpose in the whole British African Empire amounted to a grand total of \$ 745,000 (36).

Neither the tariff, nor the educational nor the financial policies of the imperial powers favored the development of industry in the colonies. Customs duties were always levied for revenue. Raw materials necessary for industry as well as machinery were subjected to high custom rates, while cotton goods and other simple manufactures which could be produced locally were taxed as lightly as revenue considerations permitted (37). The policy was to limit as far as possible colonial production to raw materials and foodstuffs, which the industrialized metropolitan power needs at cheap prices. The absence of trained workers also militated against industrial progress. Imperialism took good care not to provide colonial youth with technical training. The few technical schools started before the World War II—and there were only a very few—aimed at supplying government needs exclusively, and could not accomplish even that much (38). There can be no doubt but that colonial governments actively discouraged the development of local finishing industries, which alone could pull the colonies out of their immeasurable poverty.

No aspect of the colonial policies of the great powers evoked so much criticism as that concerning labor. Open slavery having

(36) Viton, *Op. cit.*, 45.

(37) *The Colonial Problem*, 233-38; Viton, *op. cit.*, 34-6; Smith, *Nationalism and Reform in India*, 138-98.

(38) Advisory Committee on Colonial Education, *Memorandum on the Education of Native African Communities*, col. 103.

been abolished during the first half of the last century, white colonists and administrators developed new ways of securing cheap and steady supply of labor; "and they did so by methods which involved serfdom, and sometimes disguised forms of slavery (39). Forced labor for public works, and often on projects designed to benefit primarily white settlers was decreed in all colonies; private estates and mines could obtain forced labor in the Portuguese and French colonies. Forced labor for private purposes having been abolished in British colonies, more subtle means had to be invented for teaching blacks the "dignity of labor". In almost all important British colonial possessions, Master and Servant Ordinances were enacted which gave the employers almost unlimited powers over his black employee, and which provided fines, sometimes amounting to a year's wages or two years imprisonment, or both, for escape from a job. Imposition of a poll-tax or hut-tax, usually amounting to two months wages, was another favorite British method for teaching the blacks the dignity of labor (40).

3.—Responsibilities to the West.

Nor could anyone say that imperialism honestly discharged its obligations to the West. Numerous studies of the economic and social policies of the great imperial powers revealed that a few thousand individuals, nationals of the imperial country, benefited to a greater or lesser extent from the system. A small part of the profits percolated downwards, primarily through taxation, to a much broader strata of the population. The world as a whole, however, benefited only slightly from its great empires in Asia and Africa (41). A whole literature sprang up

(39) *The Colonial Problem*, 165.

(40) *Ibid.*, 162-97; Viton, *op. cit.*, 52-6; Lugard, *op. cit.*, 390-424. "Taxation was the only method possible of compelling the native to leave his reserve for the purpose of seeking work," Sir Percy Girouard, who was Governor of Kenya, pointed out (*The Colonial Problem*, No. 175.)

(41) J. A. Hobson's *Imperialism* (1902) is undoubtedly the most searching of those studies. Cf. Viton, "The Profits of Imperialism", *Asia*, XXXVIII (1938), 513-17.

on this subject in Italy and Germany, the two important "Have-not" powers in Europe, which saw themselves wronged by the unequal opportunities afforded to them by the unequal distribution of colonies. The fact gradually emerged that the system was not more efficient, nor more devoted, in performing its alleged service to the West than it was in fulfilling its avowed progressive and humanitarian duties to the colonial peoples.

During part of the 19th century the great European powers did in fact maintain a free trade policy in their colonial possessions. Thanks to the efforts of Richard Cobden and of the Manchester School generally, Adam Smith's devastating exposure of the fallacies of mercantalism gained ground first in England and later also on the Continent. A reaction against the 18th century mercantalist ideas set in shortly after the fall of Napoleon I, which gained in strength until about 1880. Trade prohibitions gave way to preferential tariffs, and the latter were gradually relaxed in favor of a policy of complete open door. Germany, coming late in the race for colonies, maintained from the first to the last a policy unrestricted trade and opportunity. "There is no evidence from trade statistics, tariff schedules, and informed authorities which leads to the conclusion that the Open Door was not practised", says Benjamin Gerig (42). "Whether from fear of tariff retaliation" in the greater and more prosperous colonial empires or in the hope that other States would adopt the Open Door, the economic equality of German colonial administration from 1885 to 1914 stands as a record of which the German nation may well be proud". In their anxiety to perpetuate and to extend the Open Door practice the German Government negotiated a series of bilateral treaties with other colonial powers to assure reciprocal Open Door privileges (43).

France had traditionally followed a monopolistic trade policy in her colonial empire. But in 1860 Napoleon III negotiated the famous treaty with Cobden, the effect of which was to liberalize the whole trade policy. "Between 1860-71 the chief features of French colonial tariffs were (1) Foreign goods

(42) *The Open Door and the Mandates System*, 72-3.

(43) U.S. Tariff Commission, *Colonial Tariff Policies*, 220.

could enter the colonies. Exclusion was already modified in 1845. (2) Colonial products could now be sold in foreign markets. (3) Ships of any nationality could enter the French colonial trade (44). Unfortunately, no sooner was the new policy launched than it began to lose favor in French official and commercial circles. The Cobden Treaty was renounced in 1872, and a new policy of colonial assimilation was used to justify a general increase in trade barriers with the outside world (45).

Next to Germany, Great Britain and Holland followed the most liberal colonial trade policies. Holland abandoned preferential tariffs in 1886 and apparently has had no reason to regret the step. The Open Door principle remains the rule in all her colonial territories. The British Empire, larger and far more complex than any other imperial structure, found it less easy to adopt so simple and clear a rule. Outright free trade created difficulties in negotiating commercial treaties with other nations, which were unwilling to grant concessions to British trade except on a reciprocal basis; the newly emancipated Dominions, which obtained financial autonomy during the second half of the last century, began to pursue protectionist policies; and the rise of Mid-Victorian imperialism created a certain amount of sentiment in favor of protection, or at least tariff preference, as a measure calculated to strengthen imperial bonds. Nevertheless, free trade remained the rule in the colonial empire during the 19th century. Colonial tariffs were imposed for revenue purposes, not for protection (46). It was not till after outbreak of World War I and the emergence of new economic and political problems that a fundamental change in favor of imperial preference was adopted by the British Government.

The Open Door principle won a singular triumph at the Berlin Conference of 1884-5 called to settle the fate of Leopold's claims for the Congo. Attended by all the nations of Europe except Switzerland, and including the United States (which however refused to ratify the Act), the Conference adopted after

(44) B. Gerig, *Op. cit.*, 20-21.

(45) *Ibid.*, 74.

(46) *Ibid.*, 26-30, 73-84. Cf. *Colonial Tariff Policies*, 636 ff.

three months' deliberation and diplomatic bargaining the first multilateral Open Door treaty. The General Act laid down (Article 1) that "the trade of all nations shall enjoy complete freedom in all the regions forming the basin of the Congo"; and detailed provisions for safeguarding those commercial interests were formulated. There was to be free navigation for the ships of all nations over the Congo and the Niger Rivers; "The roads, railways, or lateral canals... shall be considered... as equally open to the traffic of all nations" without discrimination in tolls, fees, etc. (47). The General Act was intended according to the Convention of St. Germain (September 10, 1919), "primarily to demonstrate the agreement of the Powers with regard to the general principle which should guide their commercial and civilizing action in the little-known or inadequately organized regions of a continent where slavery the slave-trade still flourished".

Unfortunately, experience amply demonstrated the complete inadequacy of unilateral, bilateral or even multilateral agreements of this sort to solve the colonial problem. It was not only that unilateral free trade policy could be changed at any moment and contained no guarantees of permanency. It was not only that experiences proved that even a multilateral treaty like the Berlin Act Could be circumlocuted and its purposes defeated by means of clever manipulations (48). The matter went far deeper than that. Increasing experience demonstrated abundantly that trade was only one—and possibly not even the most important one—of the benefits of colonial control, and that the numerous other benefits could be reaped to the full by the imperial power even within a region of absolute free trade. Britain, Holland and Germany generally followed an honest Open Door policy; but experience demonstrated that the over-

(47) Hertslet, *Map of Africa by Treaty*, I, 20; Gerig, *op. cit.*, 37-38.

(48) Among other "inherent weaknesses" of the Act was that "The language... was so wide that any doubtful point uncovered was taken by Leopold to be admissible. Hence when the Act stated that no Power "shall be allowed to grant a monopoly or favor of any kind in matters to trade," the King saw that if he could not "grant" a monopoly he was not prohibited in "exercising" a monopoly himself. Exercise it he did and was able to get eminent judicial opinion to defend his case." Grieg, *op. cit.*, 52-3.

whelming majority of capital invested in their respective colonies came from the mother-countries. It was all very well to say that Frenchmen, Germans and members of other nations were free to purchase stock in colonial concerns: they were free—yet subtle impedimenta stood in the way. And the fact was that nearly all the commercial concerns in the colonies belonged to nationals of the respective imperial powers. It was noticed also that the Open Door did not—perhaps could not—guarantee absolute equality in the purchase of government stocks and materials for public works; and such purchases always constituted a large percentage of all imports of backward countries. Moreover, Open Door did not guarantee absolute freedom in access to strategic raw materials. On the contrary, it was noticed that, intentionally or otherwise, concessions for exploitation of strategic raw materials always fell into the hands of nationals of the ruling power.

It was these factors, coupled with the general cultural and physiological disillusionment after World War II, that made necessary a fundamental change in colonial administration. The demand was that imperialism should really start performing those services for the civilized world which it had always claimed to render—that there should be equality for all, and that the equality should be real and not a sham (49). The generation which had become so tired of imperialism was sought to evolve a system which would end the disastrous imperialist rivalries by removing the economic and other one-sided benefits of imperialism.

4.—Rise of Colonial Reform Movements.

Little was known in Europe about conditions in the colonial territories during the heyday of imperialism, and Europe cared even less. Oratorical grandiloquence and glowing reports of expanding empires filled the press in Britain and other

(49) Cf. Beer, *African Questions at the Peace Conference*.

imperialistic countries (50). A few voices were raised here and there to protest against the evils of the system, but those were voices crying in the wilderness. The West was too self-satisfied, too confident of its righteousness and power to doubt in the beneficial results of its activities. Colonial reformers reached the climax of their influence during the first third of the century. Having succeeded in their efforts to outlaw the slave trade (1807-20) and to abolish legal slavery, they felt that all had become well in the empires. The great reformers and humanitarians in Britain and France were content to rest securely on their accomplishment. Half a century was to pass before the conscience of Europe re-awakened.

New cultural and political currents began to flow towards the end of the last century. The development of democracy in England, Germany, France and other western countries; the spread in popular education and the growth of the labor and socialist movements; a certain cultural sentimentalism which set in at the end of the century—all contributed to the reawakening of Europe's conscience. A flood of reports from missionaries and travellers in Asia and Africa brought to the attention of the West that under the guise of benevolent intentions a frightful system of virtual slavery had been saddled on the colonies; gruesome tales of bestial cruelty in the white possessions, and of policies apparently designed to exterminate the natives, were heard. The outcry was immense. Missionaries, liberal and labor groups everywhere began to demand colonial reforms; committees to investigate social conditions in the colonies were appointed; the halls of the British parliament shook with the thunder of denunciations in the debates on colonial affairs during the annual Colonial Office vote. It was this reform

(50) In a speech at Glasgow, October 6, 1903, Joseph Chamberlain said: "I say to you that all that is best in our present life, best in this Britain of ours, all of which we have the right to be most proud, is due to the fact that we are not only sons of Britain, but we are sons of Empire... We are joint heirs to the greatest Empire the world has ever seen. What can we make of it? We, the white men, the British race, to whom it has fallen, to whom it belongs, with all its responsibilities by virtue of the sacrifices we have made." (Imperial Union, 103-4.)

wave that eventually resulted in, and made possible the acceptance of, the mandates system.

The reform movement attained maturity during the Congo Scandal, the echoes of which reverberated across the world. There is no need to review here the adventures, intrigue and diplomatic heckling which resulted in King Leopold's acquisition of the largest private estate held by a western monarch. The story of the Congo Basin reads, as Moon has said, "like a Romance, a Romance with its touches of pathos and its lapses into bathos"; but it is a story which has been told more than once. Suffice it to say that an international conference held at Berlin in 1885 recognized the claims of Leopold's International African Association—founded "for the purpose of promoting the civilization and commerce of Africa and for other human and benevolent purposes"—to rule over the Congo. Leopold undertook "to protect the natives in their moral and material well-being, to co-operate in the suppression of slavery and the slave trade; to further the education and civilization of the natives; to protect missionaries, scientists and explorers". The Act also provided that in the future Powers should give due notice of their intentions to proclaim a Protectorate and for the peaceful settlement of disputes by arbitration. What concerns us is only that the Berlin Conference gave the Powers of Europe interests in Leopold's Congo, which soon blossomed out as the Congo Free State with Leopold as its sovereign.

With the Conference over, the Congo was forgotten by everyone except its new sovereign. To further the work of civilization, a decree was issued in 1885 declaring all "vacant lands" the property of the State, which meant in effect the property of Leopold II, since Leopold was the State. The following years saw the promulgation of a series of new decrees—all strictly logical, perfectly legal and designed to convert the 20-30 million natives into the personal slaves of the King of the Belgians. Natives were required to work, of course, as payment for taxes, on the rubber-bearing trees in the "vacant lands", now the property of the State; since they held no rights in the land, they naturally did not hold any rights in the trees and were therefore not permitted to gather rubber for sale to private merchants; Leopold's agents were instructed to teach

the "dignity of labor" at the lowest possible cost—and the lower the cost per native the bigger the commission of the agent.

"The process", Morel has written, "called for some ingenuity and a certain breadth of vision.... Circulars... were sent out to the effect that the paramount duty of officials was to make their districts yield the greatest possible quantity of these articles; promotion would be reckoned on that basis. As a further stimulus to 'energetic action' a system of sliding-scale bonuses was elaborated, whereby the less the native was 'paid' for his *labour* in producing these articles of 'taxation', i.e. the lower the outlay in obtaining them, the higher was the officials' commission. Thus if the outlay amounted to 70 centimes per kilo. of rubber, the official got 4 centimes commission per kilo; but he got 15 centimes per kilo if the outlay was only 30 centimes... outside financiers had to be called in to share in the loot, otherwise the new Policy would be unable to weather the storm. 'Concessionaire' Companies were created to which the King farmed out a large proportion of the total territory, retaining half the shares in each venture. These privileges were granted to business men, bankers, and others with whom the King thought it necessary to compound... By these means a public vested interest of a somewhat extensive character was created throughout Belgium which could be relied upon to support the King's 'System' should it ever be challenged by 'pestilent philanthropists'. The more lucrative the profits and dividends... the louder, it might be assumed, would an outraged patriotism protest against any agitation directed to reducing them. The network of corruption thus spread over Belgium was not confined to that country. Financiers, journalists, politicians, even Ministers in some other countries were placed from time to time in the position of benefiting by inside knowledge of the Congo share-markets. Their favour was thus purchased, and was not negligible as a diplomatic asset.

These various measures at the European End were comparatively easy. The problem of dealing with the natives themselves was more complex. A native army was the pre-requisite. The five years which preceded the Edicts of 1891-2 were employed in raising the nucleus of a force of 5000. It was successively increased to nearly 20,000 apart from the many thousands of 'irregulars' employed by the Concessionaire Companies. This force was amply sufficient for the purpose, for a single native soldier armed with a rifle and with plentiful supply of all cartridge can terrorise a whole village. The same system of promotion and reward would apply to the native

soldier as to the Official—the more rubber from the village, the greater the prospect of having a completely free hand to loot and rape. A systematic warfare upon the women and children would prove an excellent means of pressure. They would be converted into ‘hostages’ for the good behaviour, in rubber collecting, of the men. But in certain parts of the Congo the rubber-vine did not grow. This peculiarity of nature was, in one way, all to the good. For the army of Officials and natives soldiers, with their wives, and concubines, and camp-followers generally, required feeding. The non-rubber producing districts should feed them. Fishing tribes would be ‘taxed’ in fish; agricultural tribes in foodstuffs. In this case, too, the women and children would answer for the men. Frequent military expeditions would probably be an unfortunate necessity. Such expeditions would demand in every case hundreds of carriers for the transport of loads, ammunition, and general impedimenta. Here, again, was an excellent school in which this idle people could learn the dignity of labour. The whole territory would thus become a busy hive of human activities, continuously and usefully engaged for the benefit of the ‘owners’ of the soil thousands of miles away, and their crowned Head, whose intention proclaimed on repeated occasions to an admiring world, was the ‘moral and material generation’ of the natives of the Congo (51).

Measured in terms of dollars and cents, Leopold’s system was a success, at least in the short run. The value of ivory exported increased from 2.8 million francs in 1891 to 5.3 millions a bare ten years later; that of rubber increased from 0.3 million francs to no less than 39.9 millions. From the Crown domain alone Leopold made a *net* profit of £3,197,120 in ten years. His concessionaire companies did no worse. The Abir Concessionaire Company earned in six years a net profit of £720,000 on a paid up capital of £9,280; each \$20 share received some \$1,575 in dividends. A company working in Kasai earned in four years a net profit of £736,680 on a paid up capital of £140. What matter if the population of the Congo fell from, according to the most reliable figures, from twenty to thirty millions to a maximum of eight millions in 1911, what matter if cities were devastated and laid bare; what matter if hundreds of natives were mutilated and untold misery inflicted as long as the coffers

(51) Morel, *op. cit.*, 117-119.

of the European adventures were filled? The British Aborigines Protection Society published vigorous protests as early as 1893 against the horrible mistreatment; but it was not till Leopold's officials murdered an English trader a few years later that the protest movement gained momentum.

Before the century had come to an end the "crime of the Congo" was on everybody's lips, and powerful denunciations rolled in from every corner of the globe. Captain Hinde's sensational revelation that Leopold's armed auxiliaries were fed with human flesh stirred public opinion in Britain and the United States (52); the diary of an American missionary, published in the *Century Magazine*, and the detailed book by the Swedish missionary Sjoblom made the world acquainted with the bestial cruelties and punishments inflicted in the Congo. A Reform Association sprang up in Great Britain and one in France; humanitarian Americans formed an American Congo Association; a French League for the Defense of Congo Natives was formed and a Swiss League. The furore developed in mounting crescendo; innumerable questions were asked in the House of Commons and the British government was driven to publish a long series of Consular Reports (53); dozens of missionaries and travellers added their eye-witness accounts; E. D. Morel came forthwith a series of devastating factual studies; last but not least, Mark Twain penned a mighty denunciation which, if slightly exaggerated, did much to mobilize public opinion throughout the world.

The reform movement was not to limit itself to the Congo. The conscience of Europe thus awakened, it was not long before travellers and missionaries began to show that conditions in other colonial possessions were not basically different from those in Leopold's private preserve. The British Aborigines Protection Society became more active than it had been; imperial governments were driven to send commissions to study conditions in their colonies. Public opinion and embarrassing questions in the Chamber forced the French Government to send De Brazza, one of France's most distinguished colonial administrators and explorers, to investigate conditions in French Congo. Great difficulties were placed in De Brazza's path by the French

(52) Hinde, *The Fall of the Congo Arabs*.

(53) See the list in Morel, *op. cit.*, 126.

authorities ; information was repeatedly denied to him ; but he succeeded in collecting a volume of facts which proved conclusively that conditions in French Congo were only slightly, if at all better, than in the Belgian Part. A debate in the French Chamber in February, 1906, revealed conditions which were described as "monstrous", "unbelievable", "scandalous" ; a few French newspapers, notably *L'Humanité* and *Courrier Européen*, kept alive agitation—alas! with little results. A committee to study the conditions of South African native races was formed even in South Africa. The committee published a highly illuminating study of the economic and social conditions of the natives, and suggested many fundamental reforms (54).

The reform movement swept over other colonial empires. Thanks to the humanitarian and wholly unselfish efforts of a number of British traders and cocoa manufacturers led by the Cadbury brothers, a commission to inquire into labor conditions in the Cocoa Islands was forced upon a reluctant Portuguese government. The commission found such "shocking", "brutal", "savage" conditions that a number of British firms agreed to boycott entirely San Thome cocoa—a measure in which, one must regretfully mention, American firms refused to co-operate. Henry W. Nevinson, called by Morel the "preux chevalier of modern journalism", travelled in Angola on behalf of Harper's Monthly Magazine ; his book, *A Modern Slavery*, did much to arouse public opinion in Britain no less than in the United States. Later the spotlight shifted to Morocco, Tunis, Tripoli, and to the Asiatic possessions of the Great Powers. A long series of books appeared during those years on India which placed British rule in a very different light from that thrown by Seeley in his famous lectures on the Expansion of England.

During the middle of the first decade of the century the spotlight shifted to the German colonies in Africa. A revolt of the Hereros in 1906, which was put down in the worst Prussian manner, during which more than half of the tribe perished, drew Europe's attention to this part of the colonial world. Missionaries and travellers came forth to supply details of

(54) *The Natives of South Africa: Their Economic and Social Condition*, edited by the South African Native Races Committee.

atrocious German cruelties, mismanagement and downright robbery of natives. Social Democratic papers in Berlin took up the cry ; commissions of inquiry were formed, which produced a great deal of damaging material ; the Reichstag devoted long debates to the situation, during which the Imperial Colonial Minister made many damaging admissions. It is worthy to point out that during the World War I the Allies made sample use of those revelations to incite world public opinion against enemy (55). No doubt, the propaganda was not without effect in bringing home to the West the evils of the old type of imperialism.

The same years witnessed a marked expansion in the social and humanitarian activities of missionaries (56). Eager to win converts, the various missionary organizations began to vie with one another in the extension of schooling facilities, health centers, and other civilizing agencies. The missionaries, especially the British ones, did much to acquaint Europe with the real conditions in the colonies, and their presence probably exercised a deterrent influence on political officers and, to an even greater extent, on private traders. Native complaints often received publicity in the metropolitan press through letters by missionaries ; they appeared before commissions of inquiry ; missionary organizations were in the forefront of those championing native rights. No less an authority than Lord Lugard has borne eloquent testimony to the beneficial work of the Christian missions, whose number and spheres of activity increased manifold between 1900 and second World War. "It is to the devoted work of the missionary that the educated African owes his existence, for their schools preceeded by many decades the comparatively recent government educational establishments (57). In British colonies especially the natives soon learned that the Methodist or Baptist missionary was their friend, and that he would be most ready to protect them against the insatiable

(55) *Great Britain, Official Peace Handbook*, No. 113. "Colonization consists in the utilization of the soil, its products, and its men for the economic profits of the colonizing nation" (p. 40).

(56) Lugard, *op. cit.*, 393 ff.

(57) *Ibid.*, 443.

material appetites of the other white men. The greater social interests of the missionaries were no doubt part of the wider humanitarian and reform movement which swept across the world.

Public Opinion in all civilized countries was fully prepared for fundamental reforms ; indeed, the demand for reforms had grown rapidly and had assumed formidable proportions before 1914. Labor organizations and the socialist parties especially made far-reaching colonial reform—in some cases, even downright anti-imperialism—fundamental planks in their programs. The Liberal party in Britain had for many decades championed the rights of colored peoples. Above all, during the four years of war, Liberal and leftwing writers, who traced the origin of the wars to imperialist rivalries did much to mobilize public opinion in all allied countries against the evil consequences of imperialism.

The ideals which took root during the two decades before outbreak of the World War II can be summarized in a few simple principles. First, the reformers demanded thoroughgoing social improvements. They wanted better and more universal education ; they demanded improvements in health and housing conditions ; modernization of native agriculture, development of industry in colonial areas to increase the native standard of living, more progressive taxation—all these figures on the reformers' lists. Second, there was a widespread demand for amelioration of the status of labor. The low wages, long hours and scandalous working conditions, lack of progressive labor legislation which often produced a state of virtual slavery were everywhere the butt of liberal and labor attacks. Finally, the autocratic administration of white officials was subjected to heavy criticism, and the demand for greater native self-government made itself heard. Reformers wanted to be associated in the process of government, and that colonial governments should make good their promises of training their colonies for self-government. Self-determination emerged as a basic ideal in western thought.

Dr. ABDEL HAMID KHALED.

CARL SCHMITT ⁽¹⁾

Théoricien du Décisionisme

par

CAMILLE ALMULY

Maitre de Conférences à la Faculté des Lettres d'Alexandrie

Le nom de Carl Schmitt est indissolublement lié au terme de crise. Ce n'est que pendant les crises que l'on entend sa voix et la crise dure depuis trente-cinq ans environ ; elle s'est installée à demeure ; elle s'éternise ; la situation normale a, pour ainsi dire, déserté pour longtemps la scène du monde. Et la voix de ce professeur de droit d'Outre-Rhin retentit constamment.

Cette voix, semblable aux cris des oiseaux annonciateurs, accompagnateurs des houles et témoins des naufrages a été accueillie diversement. Ce sont à la fois des flots d'invectives et des éloges ; et, disons-le bien sincèrement, Carl Schmitt a été bien plus souvent hué et honni que louangé et porté aux nues.

Et pourtant, imperturbable, Carl Schmitt continue à parler. Ecoutez plutôt ce concert alterné de sifflets et d'opinions flatteuses recueillis dans la presse allemande. "Carl Schmitt ! mais c'est une caricature de la science du droit !" "On perd la respiration, on s'essouffle à le suivre dans la succession rapide des points de vue qu'il adopte !" dit un autre.

Puis d'autres avis encore : "C'est un esprit dialectique, diabolique." "Un talent, certes, mais pas un caractère." "Carl Schmitt, c'est l'opportunisme sans bornes." "C'est le caméléon du droit public allemand".

(1) Conférence prononcée le 29 Janvier 1954 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

Et ce jugement plus sévère, plus irrité encore : "Tant que le dernier disciple de Carl Schmitt n'aura pas disparu, il n'y aura pas de droit public allemand".

Mais pour être équitables, prêtons aussi l'oreille aux autres sons de cloche qui, eux, s'adressent aux mérites intellectuels de Carl Schmitt : "C'est, de tous les esprits que j'ai connus, celui qui sait le mieux définir."

"Il est superflu de dire que Schmitt est notre théoricien politique le plus spirituel et le subtil."

"Ses analyses, dépourvues d'affectivité, sont sans pitié."

Mon propos, aujourd'hui, n'est pas de départager ces opinions contradictoires si passionnées, ni de faire le procès de Carl Schmitt, mais simplement d'exposer sa doctrine.

Toujours est-il qu'une société savante de Dusseldorf a tenu à célébrer en Juillet de l'année dernière les soixante-cinq ans de ce juriste tant discuté et qu'elle publie actuellement en son honneur un livre d'hommages. Et dans un essai de bibliographie, elle s'efforce d'établir la liste impressionnante de ses écrits qui s'échelonnent sur quarante années, de 1910 à 1950, et qui ne contient pas moins de 400 numéros ; 400 numéros, entendons-nous bien, dans lesquels sont inclus les traductions, livres et articles suscités par ses oeuvres en Allemagne et dans d'autres pays, où elles ont éveillé des échos : en Angleterre, en France, en Italie, en Roumanie, en Espagne, au Japon.

Si nous examinons cette liste de plus près, que voyons-nous ? Tout d'abord un certain nombre d'ouvrages fondamentaux, de nature dogmatique et scientifique, si insolites dans la science actuelle du droit, véritables boulets, chargés de matière explosive, tels que le *Romantisme politique*, *Légalité et légitimité*, la *Théorie de la Constitution*, *Le gardien de la Constitution*, dans lesquels le lecteur peut trouver les constantes, les lignes maîtresses de la pensée de ce juriste. Ensuite une infinité d'articles et d'opuscules, projectiles de moindre calibre, répondant chacun à un problème posé par l'actualité et dont chacun a fait sensation. Toute cette "artillerie juridique" nous montre que nous avons affaire à un juriste rempli d'ardeur combative, bref à un polémiste.

Une production si abondante, de tels honneurs synchroniques, de telles avanies ne peuvent que piquer notre curiosité et méritent que l'on prenne l'oeuvre de Carl Schmitt en considération, ne serait-ce que pour sa valeur de symptôme, en tant que signe d'une orientation nouvelle des esprits.

Pour mieux saisir les diverses manifestations de cette intelligence si mobile, si souple, en apparence si "caméléonesque", comme le prétendait tout-à-l'heure un de ses adversaires, appliquons-lui pendant quelques instants pour la commodité de l'exposé, des étiquettes ; logeons-le provisoirement sous quelques rubriques qui seront pour lui autant de prisons.

Nous connaissons déjà le polémiste. Nous allons voir le réaliste et le décisioniste. *Polémiste — réaliste — décisioniste*, trois attitudes qui s'enchaînent naturellement, trois aspects qui découlent l'un de l'autre.

Réaliste ? Oui, en tant qu'il décrit le réel juridique, tel qu'il est, tel qu'il se présente à ses yeux. Il l'analyse, le dissèque, et, en le décrivant, le dévoile. Il n'a cure du permanent, du durable ni des règles abstraites. Son domaine est le particulier, l'historique, le sociologue changeant, irréductible et rebelle à toute classification. Bref, Carl Schmitt est enfoncé, engoncé dans le concret immédiat et le droit qui l'intéresse c'est toujours celui qui se dégage de la situation du moment. C'est un photographe producteur d'instantanés juridiques.

La description du réel auquel il semble aveuglément soumis, quel qu'il soit, qu'il peint avec une lucidité accentuée par le pressentiment du danger a la valeur d'un diagnostic.

Dirai-je que ce qu'il voit dans la masse des faits est un réel sélectionné ? Il n'en retient que les tensions, les situations-limites, exceptionnelles, les paroxysmes, les crises parvenues à leur point extrême de maturation. Tous les arguments qu'il nous présente sont appuyés sur des faits irréfutables. Et en cela Carl Schmitt est imbattable. Comment ne le serait-il pas puisque sa doctrine est, pour ainsi dire, un calque juridique d'une situation déterminée, localisée dans le temps ?

Mais, dans ce diagnostic — comme ce mot si souvent répété fait songer à un malade ! — est inclus le pronostic. D'une institution, par exemple, Carl Schmitt nous en montre les

fares, les points faibles, les fêlures qui s'élargiront tôt ou tard en lézardes. Cependant, notez-le bien, Carl Schmitt ne s'arroge point le rôle d'un prophète, ni même celui de Cassandre. Il n'a garde de vaticiner. Il ne se départit jamais, prétend-il, de la rigueur et de l'objectivité scientifiques.

Et si le réel change — et il change — Carl Schmitt, tout en restant fidèle à lui-même, changera la direction de sa caméra. Cette caméra, qui, un jour avait souligné les charmes du libéralisme, se tournera plus tard vers un panorama moins attrayant. S'il y a quelque chose de "caméléonesque" c'est bien la réalité et non Carl Schmitt !

Mais attention, le tort de ce juriste, ce qui a suscité les invectives que vous connaissez, c'est de ne pas faire précéder toutes ses observations de ces quelques mots : "Je regrette infiniment, je déplore suprêmement qu'il en soit ainsi, mais je suis obligé de constater que la réalité est telle : jugez-en vous-mêmes." Et c'est ce que Carl Schmitt sous couleur d'impartialité, d'impersonnalité, a omis de faire. Et le lecteur se méprend, s'imagine que Carl Schmitt fait corps avec les terrifiantes vérités qu'il nous révèle, qu'il les appelle de ses vœux, qu'il les élève même à la hauteur de principes, de règles de conduite ! Son caractère combatif, son réalisme clairvoyant, ce n'est pas cela seul qui fait l'originalité de Carl Schmitt. On lui trouverait en cela d'illustres devanciers, Machiavel, Hobbes, par exemple.

Ce qui le distingue, ce qui lui fait une place à part parmi les philosophes du droit c'est son *décisionisme*, terme qu'il a mis en vogue, dont il a la paternité, doctrine dont il est le théoricien et qui découle de son réalisme.

Nous avons vu que la pente de son esprit le porte à ne se mouvoir que dans les crises. Rendons-lui cette justice qu'en fait de situations tragiques il a été comblé. Il a assisté à la désagrégation et à l'écroulement de l'Empire allemand, à la défaite de l'armée allemande, à l'instauration de la République allemande, à celle de la Constitution de Weimar, à leur chute. Il a été témoin de l'inflation et de la débâcle économique qu'elle entraînait. Il a assisté à la prolifération des partis politiques, à la montée du nazisme, à la seconde guerre mondiale, à la

seconde défaite... Avidé de situations chaotiques, Carl Schmitt pouvait puiser à pleines mains !

Comment porter remède à ces crises successives ? On ne pouvait faire appel à la loi, à la norme devenue impuissante. "L'oscillation du navire a été si forte, dit Valéry dans sa *Crise de l'Esprit*, que les lampes les mieux suspendues se sont à la fin renversées."

Alors intervient Carl Schmitt. En présence de ces situations bouleversées que nulle loi n'avait prévues et n'était capable de maîtriser, Carl Schmitt rompait le fétichisme de la loi, A la loi, mesure générale, antérieure aux faits — anonyme, abstraite, planant à mille coudées au-dessus du réel concret — Carl Schmitt substituait la *décision* salvatrice, postérieure au fait, collant au fait, solution d'urgence, adéquate à la situation, émanant d'un homme concret, en chair et en os, détenteur de la suprême autorité, de la souveraineté.

Cette décision chargée de substance autoritaire sera, à la différence de la loi générale, une mesure particulière, un commandement, un ordre, une injonction s'appliquant à tel cas bien déterminé. Décision, qui, peut-être, ferait abstraction, table rase du droit antérieur, serait même en contradiction avec lui, écarterait le droit en vigueur pour le rétablir ensuite. Peu importe donc le contenu de cette décision : qu'il soit en harmonie ou non avec la morale, l'équité, la justice ! Il suffit qu'elle soit ! "Autorité, non vérité". Voilà ce qui importe aux yeux de Carl Schmitt. Lorsque le bâtiment craque et que tout menace de s'écrouler, la décision rétablira l'ordre, le calme et la sécurité dangereusement compromis.

Nous connaissons maintenant le juriste militant, le milicien du non-droit, bref le polémiste.

Nous connaissons le réaliste déchirant tous les voiles, aveugle pour le normal mais toujours en quête de paroxysmes.

Nous connaissons le décisioniste négateur de la loi.

Ces trois aspects nous les retrouvons intimement mêlés dans chacun de ses écrits, il est vrai à chaque fois à des dosages différents. Et gardons-nous de lui lancer l'anathème, car malgré l'effroi que nous inspirent ces doctrines, il y a double secret qui est à leur racine et que je vous révélerai bientôt... secrets

qui ne les justifient pas le moins du monde mais qui expliquent l'attitude troublante de ce juriste contempteur de la loi.

Les théories qu'il professe sont le fruit d'une intime conviction et d'une longue expérience. Et si nous en doutons, lisons cette déclaration pénétrée de sincérité qui se trouve au seuil de son dernier ouvrage : *Der Nomos der Erde*.

"Ce livre, dit-il, enfant sans défense, né de dures expériences, je le dépose sur l'autel de la science du droit, science que j'ai servie pendant plus de quarante ans. Je ne puis prévoir qui s'emparera de mon offrande. Sera-ce un penseur ? Sera-ce un homme de sens pratique qui en fera son profit ? Ou bien un destructeur, un briseur d'images profanateur de cet asile ? Les destins d'un livre ne résident pas dans les mains de son auteur, pas plus que le destin personnel de ce dernier n'est attaché à celui de son livre."

J'ai choisi dans l'oeuvre abondante de Carl Schmitt trois ouvrages significatifs qui reflèteront à des degrés différents chacun des trois aspects mentionnés de ce juriste du droit problématique.

Le premier : *Les fondements spirituels du Parlementarisme moderne*, 1922, (*Die Geistigen Grundlagen des heutigen Parlamentarismus*), où l'auteur se révèle diagnostiqueur brillant et s'attaque à l'institution parlementaire, produit authentique du libéralisme.

Le second : *Le Concept du Politique* (*der Begriff des Politischen*), 1932, qui est, pour ainsi dire, l'application, le bréviaire troublant du décisionisme.

Le troisième : *Le Léviathan, ou les vicissitudes d'un symbole*, testament doctrinal de Carl Schmitt, où celui-ci se révèle un dévot de l'Etat absolu incarné dans ce monstre biblique qui est abattu finalement par les forces de l'Esprit.

Pour bien comprendre ces trois oeuvres et les apprécier à leur juste valeur, il faut avoir présentes à l'esprit les circonstances dans lesquelles elles ont été conçues. Elles plongent dans la réalité politique allemande, dans le climat de crise qui a prévalu en Allemagne entre 1923 et 1939. Elles baignent littéralement dans cette atmosphère de catastrophe. Le style dans lequel elles ont été rédigées ne doit plus nous faire illusion. Nous

savons désormais ce qui se dissimule sous cette impassibilité, sous cette objectivité scientifique.

I. — Les bases spirituelles du Parlementarisme actuel.

Dans cet ouvrage Carl Schmitt s'attaque au Parlementarisme dont il dévoile les tares. Cette institution ne répond plus à ses données premières. Privée de ses fondements spirituels le jour n'est pas loin où elle s'écroulera comme un château de cartes.

Qu'est-ce donc, aux yeux de Carl Schmitt, qui constitue l'essence du Parlementarisme ? Ce n'est ni la participation du peuple au gouvernement, ni le contrôle du peuple sur le gouvernement.

Ses véritables bases spirituelles sont :

1. — La discussion.
2. — La publicité.

Telle serait donc la devise du parlementarisme : discussion et publicité.

Ces idées-bases Carl Schmitt ne les a pas tirées de son propre cru. C'est chez l'apôtre du parlementarisme français, Guizot, qu'il est allé les quérir. Il cite ses paroles mêmes. "Le pouvoir représentatif, dit le célèbre ministre de Louis-Philippe doit garantir :

1. — La discussion, qui oblige les pouvoirs à chercher en commun la vérité ;
2. — La publicité qui met les pouvoirs occupés de cette recherche sous les yeux des citoyens".

Et c'est sur ce texte du parlementaire français que Carl Schmitt va étayer toute son argumentation.

Qu'étaient devenus en Allemagne, à l'époque où il écrivait ce livre, ces deux principes ?

La discussion d'idées s'était transformée en une négociation, en un marchandage, un maquignonage d'intérêts.

La publicité, celle des affaires importantes, du moins, avait disparu. Tout se passait dans le secret des commissions.

Écoutons parler Carl Schmitt lui-même répondant à un adversaire, lui rétorquant que le Parlement actuel ne repose plus sur des notions aussi désuètes, aussi poussiéreuses que

celles de la publicité et de la discussion : "Que la croyance en la publicité et la discussion soit considérée comme démodée, c'est bien aussi ce que je crains. Mais je ne vois pas, ces deux principes disparus, ce qui pourrait fournir une nouvelle base spirituelle au Parlementarisme et justifierait son existence et son maintien."

Toute grande institution repose sur une idée-force qui la caractérise indubitablement, la soutient et la fait mouvoir.

"Pour la monarchie, disait Montesquieu, c'est l'honneur, auquel aucun autre concept ne peut se substituer." Pour le Parlementarisme c'est la discussion et la publicité.

Y en aurait-il d'autre ? La sélection d'une élite politique ? Peut-être. Procédé très sûr pour éliminer les dilettantes du pouvoir et pour amener à la conduite de l'Etat les éléments les meilleurs et les plus capables. Mais ceci est un idéal inaccessible. Car ce que les nombreux parlements européens ont produit jusqu'à présent comme élite ne justifie pas un grand optimisme. Bien au contraire dans plus d'un Etat les affaires publiques se sont transformées en objets de proie et de compromis des partis et de leurs coteries. Bien loin d'être devenues la chose d'une élite, elles sont le négoce passablement méprisé d'une catégorie d'individus également méprisables.

On n'est en présence d'un véritable Parlement que lorsque la discussion publique est prise au sérieux et réalisée.

Le terme de *discussion* prend un sens tout particulier et n'est pas synonyme de pourparlers, de débats, de délibérations, de transactions.

La discussion proprement dite est un *échange d'idées* dont le but est de persuader, de convaincre l'adversaire par des arguments rationnels, de la vérité, de la justesse d'une opinion, ou bien de se laisser convaincre.

C'est ainsi que les lois naissent d'une lutte des opinions et non d'une lutte d'intérêts.

La discussion bien entendue suppose des convictions communes, une bonne volonté de se laisser convaincre, l'indépendance à l'égard de toute obligation de parti, le détachement d'intérêts égoïstes.

Personne d'ailleurs ne croit plus aujourd'hui à un pareil désintéressement. Ce scepticisme lui-même contribue aussi pour sa part à aggraver la crise du parlementarisme.

Toutes les prescriptions parlementaires prouvent clairement qu'elles supposent cette conception particulière de la discussion. Exemple : le député n'est pas le représentant d'un parti mais de la nation entière. Formellement condamné par la loi, le mandat impératif en fait, s'installe de plus en plus dans les moeurs.

Les garanties de la liberté de parole et les dispositions concernant la publicité des séances ne reçoivent leur plein sens que lorsqu'on donne au mot de discussion sa véritable signification. Discussion qui n'a rien de commun avec les transactions entre deux négociants qui aboutissent à un compromis d'affaires. Des négociations et des compromis il y en a toujours eu dans le monde. Et l'on sait bien que le plus souvent il est plus avantageux de s'entendre que de se quereller et qu'un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès !

Cela est exact sans aucun doute — mais ce n'est certes pas là qu'il faut chercher le principe d'une forme d'Etat ou de gouvernement d'une complexion particulière.

Si la situation du Parlementarisme est aujourd'hui si critique, c'est parce que l'évolution de la démocratie des masses a fait de la discussion rationnelle, publique, une formalité vide de sens.

Certaines règles du droit parlementaire, notamment celles qui concernent l'indépendance des députés et la publicité des séances, font actuellement l'effet de décors superflus, inutiles, pénibles même.

C'est comme si quelqu'un avait peint de flammes de couleur rouge vif les radiateurs d'une installation moderne de chauffage central pour produire l'illusion d'un feu flamboyant.

Les partis (d'ailleurs inexistants dans le texte de la constitution) ne s'affrontent plus comme des adversaires d'opinion mais comme des entités autoritaires qui supputent, calculent leurs intérêts réciproques et leurs possibilités d'accéder au pouvoir. L'argument proprement dit, caractéristique de la discussion disparaît. Il ne s'agit donc plus de convaincre l'adver-

saire d'une vérité, mais de gagner la majorité afin de parvenir au pouvoir.

"Ce qui, selon Cavour — ajoute Carl Schmitt — distingue l'absolutisme d'un régime constitutionnel, c'est que le ministre absolutiste *commande*, tandis que le ministre constitutionnel *convainc* celui qui doit obéir." C'est aussi ce qui lui faisait dire : "La plus mauvaise des Chambres est encore préférable à la meilleure des antichambres". De nos jours, remarque Carl Schmitt, le Parlement semble être devenu lui-même une gigantesque antichambre devant les bureaux ou commissions où règnent des potentats invisibles.

Qui croit aujourd'hui encore à cette publicité ? Qui croit en un Parlement comme grande tribune ?

Le mot de Bentham si souvent cité fait aujourd'hui l'effet d'une satire. "Au Parlement le contact des idées fait jaillir des étincelles et conduit à l'évidence".

Tout ce qui, dans ces dernières années a été présenté comme justification nouvelle du Parlement ne dit toujours qu'une seule et même chose ! Ce Parlement est un instrument indispensable de technique sociale et politique ; qu'il fonctionne bien ou du moins à peu près bien.

Ce sera la fin de la Monarchie, lorsque l'Honneur, son principe, sera écarté, lorsque des rois bourgeois mettront en avant l'utilité de la royauté. L'appareil extérieur des institutions monarchiques peut cependant, pendant longtemps encore rester debout. La dernière heure de la Monarchie n'en aura pas moins sonné.

Il en ira de même avec les institutions de caractère social et technique du Parlement. Qu'un autre système, qu'un procédé quelconque prouvent qu'il peut fonctionner autrement, et c'en sera fait de lui. Un souffle, un rien peut désormais le renverser. Un mythe, une devise, un slogan, d'une toute autre efficience se substitueront à lui.

Le Parlement, au point où il en est arrivé, est l'institution des éternelles discussions qui paralysent le pouvoir. Dans un tel régime les responsabilités s'émiettent. Les syndicats, l'église, bref ce que l'on peut appeler les "corps intermédiaires modernes" prétendent à une action politique mais en esquivent les

responsabilités. Le Parlement, dont les principes ont été altérés, ne peut désormais qu'entraver le pouvoir dans ses résolutions rapides ; comment, alors se préserver de l'ennemi intérieur ou extérieur ? Comment maintenir le calme et la sécurité menacés dans les situations critiques ? Car c'est en cela-même que réside en dernière analyse la fonction proprement politique de l'Etat, celle de désigner l'ennemi, de décider *quel* est l'ennemi.

C'est ainsi que nous passons à la seconde oeuvre de Carl Schmitt, intitulée *Le Concept du Politique* (*Der Begriff des Politischen*).

II. — Le concept du Politique.

On peut dire que ce livre, cet opusculé plutôt, d'une matière si dense est le fruit le plus âcre du réalisme de Carl Schmitt. Ce publiciste sans illusion dissipe à jamais de nos esprits le rêve persistant d'une paix universelle.

Tant qu'il y aura au monde des unités organisées appelées Etats, dotées par définition du sens politique, il y aura toujours des conflits armés, des guerres.

Etat = Politique = Guerre. Dans cette équation sinistre l'accent porte sur le second terme : *Politique*. Supprimez le Politique et vous supprimerez du même coup et l'Etat et la guerre.

Par quelle argumentation Carl Schmitt parvient-il à une telle conclusion ? Son livre commence par cette froide constatation, ce théorème qui formera la base de tout son livre, qui en constituera le constant "leit-motiv".

"La distinction politique proprement dite est la distinction entre l'Ami et l'Ennemi". En d'autres termes faire oeuvre politique c'est distinguer l'ennemi. Dépister, discerner, désigner l'ennemi. Telle est la tâche, la mission exclusive du Politique. En somme à qui prononce le mot "Politique", se présente immanquablement et tyranniquement à l'esprit le couple anti-thétique *Ami — Ennemi*.

"Le Politique, poursuit Carl Schmitt, a un domaine autonome. C'est dire qu'il ne peut interférer avec d'autres domaines, celui de la morale, de l'esthétique, de l'économique, par exemple. Le domaine du politique est un domaine parfaitement

étanche et échappe par ce fait même aux qualifications morales de "bon" ou de "mauvais", aux qualifications esthétiques de "beau" ou de "laid", aux critères économiques d' "utile" ou de "nuisible". Constatation, si l'on y réfléchit bien, aux conséquences incalculables : le politique ne serait donc pas entravé par des considérations éthiques.

Qu'est-ce donc aux yeux de Carl Schmitt que l'ennemi ? L'ennemi politique, s'entend ! Point n'est besoin qu'il soit moralement ou esthétiquement un monstre. Non, l'ennemi peut être même doté des meilleures qualités du monde. C'est quelqu'un qui, en cas de conflit grave, peut mettre votre existence en jeu. L'ennemi est un autre, un étranger. C'est le négateur de notre propre façon de vivre et non pas l'ennemi personnel qu'on hait à cause d'une antipathie.

A vrai dire l'ennemi au sens politique est un ensemble d'hommes luttant pour leur existence, qui éventuellement se heurtent à un autre ensemble d'hommes luttant également pour leur existence. L'ennemi politique c'est donc l'ennemi public. Il n'a rien à voir avec l'ennemi privé. "Aimez vos ennemis," dit l'Evangile ! "Mais, remarque Carl Schmitt, il s'agit en l'occurrence d'ennemis privés, non publics, 'inimicos' et non 'hostes'."

Qui dit ennemi, doit, dans le cas extrême, envisager l'éventualité d'une guerre — la guerre qui est un combat armé entre des unités politiques organisées — ainsi que l'éventualité d'une guerre civile, combat armé à l'intérieur d'une unité politique organisée.

...La guerre découle de l'hostilité, car l'hostilité, l'inimitié est la négation de l'être d'un autre. La guerre est la réalisation extrême de l'inimitié.

...Le politique ne réside pas dans le combat lui-même, mais dans la tâche de bien distinguer l'ennemi. Ce n'est pas le soldat qui désigne l'ennemi, mais bien le politicien. Ce dernier est mieux exercé au combat que le soldat. L'homme politique combat toute sa vie, le soldat exceptionnellement.

L'unité politique est totale et souveraine : *Totale* — parce que tout domaine peut prendre une coloration politique et

provoquer les groupements d'ami et ennemi. *Souveraine* parce qu'elle saisit l'homme en entier : entièrement et dans son existence même. La politique c'est le destin, "notre destin," disait Napoléon, elle forge, elle modifie notre destin..

Et c'est à l'Etat, unité essentiellement politique qu'appartient le "jus belli", c'est-à-dire la possibilité réelle dans un cas donné de décider de lui-même quel est l'ennemi et de le combattre.

Etat = Politique = Guerre.

L'Etat concentre donc en lui-même une redoutable compétence : la possibilité de faire la guerre et par ce fait de disposer ouvertement de la vie d'être humains.

Faire la guerre, tant à l'ennemi extérieur qu'intérieur. Tel serait le terrible monopole de l'Etat ; telle serait l'essence, la quintessence de son activité : distinguer l'ennemi.

Nul ne peut échapper au politique. Ce serait une erreur de croire qu'un peuple pourrait peut-être par une déclaration d'amitié adressée au monde entier supprimer en ce qui le concerne la distinction d'ami et d'ennemi. Le politique ne disparaîtrait pas pour cela. Ce serait tout simplement un peuple faible qui disparaîtrait de la surface du monde.

L'unité politique suppose la possibilité réelle d'un ennemi et par conséquent la coexistence d'une autre unité politique. C'est pourquoi tant qu'il existera un état sur la terre il y aura toujours plusieurs autres états. Il ne pourra donc exister un état mondial embrassant toute la terre et toute l'humanité. Car le monde politique est un "plurivers" et non un "univers".

Et si même une telle union mondiale existait, un monde unifié, dépolitisé, à qui en pourrait échoir la souveraineté, souveraineté qui serait liée à une centralisation économique et technique, embrassant tout le globe ?

Il ne suffit pas de répondre que cela marcherait tout seul, que les choses s'administreraient d'elles-mêmes, que le gouvernement des hommes par les hommes serait désormais superflu, vu que les hommes seraient parvenus à une liberté complète.

Et l'on se demande précisément : "Quel usage feraient-ils de cette liberté ?"

La réponse dépend de l'opinion que l'on se fait des hommes. Tout aboutit à une profession de foi sur la nature humaine.

"On pourrait, poursuit Carl Schmitt, classer toutes les sciences et doctrines politiques d'après leur appréciation des êtres humains. L'homme est-il un être dangereux ou un être inoffensif ? Est-il bon ou mauvais de nature ?

Et d'ailleurs, qu'entend-on par "méchanceté" ? Corruption, faiblesse, lâcheté, bêtise ? Est-elle synonyme de barbarie, de prédominance de l'instinct, de vitalité, d'irrationalité ? Et la bonté ? Peut-elle être interprétée comme sagesse, bon sens, perfectibilité, docilité, éducatibilité ?

Il est instructif de constater que la plupart des fables de La Fontaine peuvent se référer à des situations politiques concrètes. Le problème de l'agression dans *Le Loup et l'Agneau*. La question de la responsabilité dans *Les Animaux malades de la Peste*, responsabilité qui frappe l'âne naturellement.

Carl Schmitt en arrive à cette constatation que toutes les théories essentiellement politiques considèrent l'homme comme mauvais, dangereux. Et il cite comme exemples Machiavel, Hobbes, Bossuet, Fichte, De Maistre, Donoso Cortes, Taine ; parce qu'ils ont toujours présente à la vue l'existence d'un ennemi éventuel, ils professent un réalisme propre à épouvanter les âmes avides de sécurité. Et dans les époques calmes, les broyeurs de noir, les défaitistes, disons le mot, ne jouissent d'aucune faveur.

Et ce qui caractérise ces penseurs politiques c'est qu'ils se tiennent toujours sur la défensive. L'esprit de Machiavel était sur la défensive au même titre que sa patrie. L'Italie du seizième siècle n'était-elle pas exposée aux invasions des Allemands, des Français, des Espagnols et des Turcs ? La défensive ! Voilà ce qui explique l'attitude intellectuelle de notre auteur lui-même. Toujours en état d'alerte, toujours l'arme au pied, telle une sentinelle avancée prêtant l'ouïe aux moindres mouvements de l'ennemi.

"Bref, conclut l'auteur du *Concept du Politique*, qui répugne à faire la distinction de l'Ami et de l'Ennemi est bien proche de son déclin".

En Russie, avant la Révolution, les classes supérieures de la société ne s'étaient-elles pas forgé une image romantique du paysan russe? Ne voyaient-elles pas en lui le bon, le brave Moujik, tout pénétré de sentiments chrétiens?

De même à la veille de la Révolution française l'aristocratie, la société noble ne s'était-elle pas engouée de l'homme du peuple si bon, si vertueux! Avec quelle inconscience du danger ces privilégiés ne parlaient-ils pas de la douceur, de l'innocence du peuple, alors que bientôt devait sévir la Terreur. "Spectacle ridicule et terrible", s'exclamait Alexis de Tocqueville dans ses *Souvenirs sur l'Ancien Régime*.

Voilà où conduit, selon Carl Schmitt la carence de sens politique. Qui veut s'y soustraire succombe.

Fascination du Politique, hantise de l'Ennemi, Obsession de la Guerre tout court et de la guerre civile, voilà ce que signifie le trinôme :

Etat = Politique = Guerre.

Telles sont les notions que Carl Schmitt aspire à mettre en relief dans son livre.

Nous savons que la décision, la décision par excellence, celle qui désigne l'ennemi et déclenche la guerre, est le monopole exclusif de l'Etat. Seul un Etat puissant à l'intérieur et au dehors pourra la manier, l'Etat absolu représenté par l'Etre mythique, l'animal fabuleux de la Bible, ce monstre auquel aucune puissance sur terre ne peut être comparée.

Et c'est ainsi que nous passons au troisième livre de Carl Schmitt.

III. — Le "Leviathan" ou les vicissitudes d'un symbole.

Ce livre est de l'aveu de l'auteur même son testament spirituel. C'est dire que le *Léviathan* est une véritable somme schmittienne où se trouvent condensées en une impressionnante synthèse toutes ses doctrines. Tous les aspects de son idéologie politique défilent devant nous sous une forme décantée à l'occasion d'un mythe : le Léviathan, ce monstre marin des Ecritures. Hobbes, l'illustre philosophe anglais du dix-septième siècle, l'a

tiré de la Bible pour en faire un symbole, ou plutôt le symbole, le totem de l'unité politique. Il est curieux de constater que le titre de ce traité fameux a dépassé en survie le contenu du livre lui-même, dans lequel d'ailleurs le monstre n'est cité que de rares fois.

Semblable aux esprits déchainés par l'apprenti sorcier, cher à Goethe, le Léviathan échappe désormais à son auteur. Il est devenu un mythe, un être de légende, le mythe de la suprême autorité de l'Etat.

Le Léviathan, qui, dans la Bible représentait un énorme poisson, est vu différemment par Hobbes. En effet on voit au frontispice de son livre une image : celle d'un homme gigantesque figurant à mi-corps et dont la tête porte couronne (signe de la souveraineté) ayant aux lèvres un étrange sourire, un sourire à peine perceptible. Son buste et ses bras sont composés de milliers de petits individus agglomérés (les hommes qui se sont constitués en société). Ce géant tient dans sa main droite une crosse épiscopale (symbole du pouvoir ecclésiastique) et dans sa main gauche un glaive (le pouvoir civil). Le buste du géant émerge d'une ville ou plus précisément surplombe le panorama d'une ville paisible, disons pacifiée, policée. Et au-dessus de cette curieuse gravure on peut lire cette légende tirée du Livre de Job : "Nulle puissance sur la terre ne peut lui être comparée."

Eh bien, Carl Schmitt s'est emparé de cet être légendaire, l'a détaché, pour ainsi dire, du livre de Hobbes et c'est là son originalité, pour le faire vivre d'une vie indépendante. Il donnera à ce mythe patiné par le temps un nouvel éclat. Il nous retracera la courbe, la trajectoire de ce météore politique : son surgissement, son apogée, son déclin.

A mesure que la structure, que la conception de l'Etat se transforme, se transforme aussi l'image du Léviathan qui est son portrait sublimé. A l'origine de toutes les constructions politiques de Hobbes il y a l'angoisse, l'horreur de l'état de nature. A leur terme, à leur aboutissement : la sécurité de l'Etat civil.

Dans l'état de nature chacun peut tuer l'autre. Cette menace pèse également sur chacun des hommes. "Dans ce sens, remarque sarcastiquement Carl Schmitt, cela aussi c'est de la

démocratie. Chacun y est ennemi de l'autre. Dans l'état civil, policé, par contre, tous les citoyens sont assurés de leur existence physique. L'ordre, le calme et la sécurité règnent.

L'épouvante inspirée par l'état de nature fait que les individus apeurés s'assemblent. Leur frayeur a atteint son point culminant. Tout à coup un éclair de la raison a jailli. Et voilà que se dresse devant nous le nouveau Dieu, l'Etat — le *Léviathan*.

Cet être fabuleux dont la puissance terrifiante contraint les hommes à la paix, est l'image de la plus haute autorité. Il est à la fois Dieu, homme et machine.

C'est un Dieu, un Dieu terrestre, parce qu'il est le lieutenant de Dieu sur la terre, et par conséquent un Dieu mortel.

Un homme, un homme artificiel, parce qu'il a été fait par des hommes, qu'il se compose d'hommes et qu'il a l'âme d'un homme.

Une machine, enfin, un mécanisme de commandement, qui émet des ordres, un ensemble de rouages représentant l'aspect technique de l'Etat.

Cette idée de l'Etat atteint sa plus parfaite réalisation dans la royauté absolue du dix-huitième siècle : les règnes de Frédéric de Prusse, et de Louis XV en sont les accomplissements.

On aurait pu le croire le Léviathan éternel. Mais il portait en lui des germes de mort. Ce Dieu mortel qui apporte aux hommes la sécurité et la paix, qui, de loups les a transformés en citoyens, exige en retour une obéissance inconditionnée. Contre lui ne vaut aucun droit de résistance. Qu'on se garde d'en appeler à un droit supérieur ou à la religion. Lui seul châtie et récompense. Lui seul décide en matière de dogme, pour couper court à toute discussion qui minerait son autorité et dans le but d'entraver les discussions religieuses. Lui seul décide de ce qui est miracle ou de ce qui ne l'est pas. Qu'on se rappelle cette inscription impérative que Louis XIV fit apposer à l'entrée du cimetière de Saint-Médard, à Paris, dans l'intention de mettre fin aux excès provoqués par les miracles qui s'y produisaient :

De par le Roi défense à Dieu.

De faire des miracles en ce lieu

Encore une fois dans l'Etat absolu ce n'est pas la vérité qui importe, c'est l'autorité.

Mais l'Etat absolu — et c'est là que git le défaut de la cuirasse — exigeait seulement le conformisme extérieur : il ne pouvait pénétrer dans le sanctuaire des âmes. Et c'est cet écart entre la croyance exigée et le for intérieur, cet abîme de plus en plus béant entre l'attitude extérieure et le sentiment intime, qui a fini par terrasser le monstre Léviathan.

Qu'est-il resté de cette fameuse puissance à laquelle nulle autre ne peut être comparé ? Le squelette, la machine.

Cette machine qui naguère émettait des ordres, des décisions, émettra désormais des lois. Ce sera l'Etat légal du dix-neuvième et vingtième siècle, l'ère du Positivisme juridique, l'Etat basé sur le droit qui périra lui-même sous les attaques des puissances indirectes, des syndicats, des diverses organisations sociales, de l'Eglise.

Ces puissances qui entendent bien exercer une action politique, en tirer tous les avantages, se déroberont cependant aux responsabilités. Bien qu'ennemies entre elles, elles s'uniront et finiront par abattre et étripper ce grand corps. Et c'est ainsi que le Dieu mortel aura succombé pour la seconde fois.

Tel est le tragique destin de ce mythe de l'autorité politique.

Dans un âge tel que le nôtre, dominé par la technique, quelle valeur de symbole pourrait encore acquérir l'image d'un animal tirée de l'Ancien Testament ? Elle n'inspirerait d'ailleurs plus aucune frayeur. Ce monstre qui fut autrefois la plus haute puissance sur terre, deviendrait tout au plus un objet de curiosité pour les visiteurs d'un jardin zoologique.

Parvenus au terme de l'analyse de ces trois oeuvres, le moment est venu d'en faire la synthèse, de faire balte des arguments de Carl Schmitt et de discerner clairement le lien subtil mais sûr qui les unit.

Le Parlementarisme, altéré, est devenu l'institution de l'éternelle discussion ; discussion qui inhibe l'Etat dans ses décisions et mine son autorité. Et la décision par excellence, celle qui désigne l'ennemi du dedans et du dehors est sa compétence exclusive. Il faut donc qu'il soit nanti d'une

puissance extraordinaire, supraterrrestre même, nanti de la puissance "du plus froid des monstres" selon l'expression de Nietzsche, celle d'un Léviathan.

Et dans quel but, demanderez-vous, cet effroyable déploiement d'autorité ?

C'est ainsi que nous arrivons au premier secret de Carl Schmitt : secret, parce qu'il n'est jamais clairement dévoilé dans ses oeuvres, et qui cependant en constitue le soubassement. Secret qui est devenu comme une nature seconde, un état permanent dont notre auteur ne paraît plus avoir conscience, un état de défensive, d'alerte spirituelle, mais que nous, ses lecteurs, percevons distinctement.

Cet état c'est l'angoisse, non pas une angoisse métaphysique, mais l'angoisse inspirée par les hommes, la prescience du danger qu'un jour, qu'à tout instant même, ces derniers pourraient retomber dans l'état de nature. Un état de chaos et d'anarchie aggravé, si j'ose dire par les acquisitions concentrationnaires et nucléaires.

C'est l'angoisse par trop justifiée de la guerre, de la guerre civile surtout, qui préfigure le mieux aux yeux de Carl Schmitt cet état d'anarchie et de chaos. Et ce que notre penseur demande à l'Etat, au Léviathan, c'est, selon ses propres termes, uniquement la garantie de son existence physique.

Ainsi, ce désir d'autorité foudroyante, cette nostalgie d'absolutisme, tout cet appareil de doctrines, tout cela n'aboutit qu'à une seule chose : faire échec à la malignité humaine ; faire régner la paix et la sécurité.

Mais d'autre part ce terme d'angoisse, cette propension à ne considérer que le réel, et sous ses aspects les plus sombres, ne nous rappellent-ils rien ?

Le fait que Carl Schmitt s'éloigne de l'essence du droit pour plonger plus profondément dans l'existence, dans le tumulte vital, cette méthode descriptive même, ne nous suggèrent-ils rien encore ?

C'est ici que nous abordons le second secret de l'auteur du *Léviathan*, secret qui est un prolongement, une amplification du premier et qui le présuppose. L'angoisse n'est-elle pas la pièce maîtresse de la philosophie existentialiste ? Carl Schmitt

est donc un existencieliste qui s'ignore. Il est curieux de constater que son *Concept du Politique*, 1927, est contemporain de *Sein und Zeit* (*L'Etre et le Temps*) de Heidegger, sans que l'on puisse découvrir la moindre trace d'influence entre ces deux esprits. Les doctrines de Carl Schmitt représenteraient donc la face juridique de l'existencielisme.

Angoisse des hommes — étreinte de l'existence — telles sont les clés de l'oeuvre de Carl Schmitt — sentiments jamais formulés, mais toujours diffus dans ses écrits et qui leur donnent cette tonalité si particulière.

Et maintenant, en présence de cette production si abondante, aux aspects aussi changeants que ceux de la réalité, n'y aurait-il pas quelque présomption à porter sur elle un jugement définitif?

Nous pouvons au moins nous poser à nous-mêmes ces questions :

Quelle est la valeur des doctrines de Carl Schmitt ?

Dans quelle mesure sa critique peut-elle nous être profitable?

Que penser enfin de son décisionisme ?

La pensée de Carl Schmitt, nous avons pu nous en rendre compte, n'est rien moins que constructive ; bien au contraire, elle sape, elle mine, elle désagrège. Elle pourrait donc nous paraître stérile.

Il n'en est rien.

Les théories de Carl Schmitt sont utiles par le *raidissement* qu'elles provoquent en nous, par la volonté de redressement et de réforme qu'elles suscitent irrésistiblement. Par tout ce qu'elles mobilisent en nous de forces, de raisonnements antagonistes.

Dans un tout autre ordre d'idées, la critique de Luther n'avait-elle pas déclenché une Contre-Réforme destinée à corriger les abus reprochés à l'Eglise ? Eh bien. L'oeuvre de Carl Schmitt est une de celles qu'il faut lire contre leur courant, à *contre-pente*.

Le Parlementarisme n'est plus qu'une façade, parce que devenu infidèle à ses premiers principes ? Il faudra alors faire en sorte que discussion et publicité brillent d'un nouvel éclat.

Le Concept du Politique consiste dans le dépistage de l'Ennemi ? Pourquoi ne pas porter l'accent sur l'Ami ? L'Etat, un monstre ? Un Léviathan imposant la paix par la terreur ? Repoussons de toutes nos forces ce spectre si indigne de notre époque !

Et enfin que dire du décisionisme dont il est le créateur et le théoricien malgré lui. Écoutons Carl Schmitt s'en défendre ; "Mon décisionisme n'est pas un programme, pas plus qu'il n'est un idéal. C'est le diagnostic exact d'un monde sans autorité reconnue, du moins privé d'autorité spirituelle. Ce monde, c'est celui qui s'offre à ma vue. C'est celui du dix-neuvième et du vingtième siècle. Je ne l'ai pas inventé ; je ne l'ai pas choisi."

Il ne l'a pas choisi, certes. Mais il ne s'est pas insurgé contre lui non plus. Il s'est contenté d'en être le spectateur, par ailleurs si intelligent, si clairvoyant. Et ce qu'il nous a rapporté de ce spectacle est, hélas, bien véridique, mais non pas vrai. Car "véridique" à mon sens s'applique aux détails, aux accidents, aux situations exceptionnelles, aux crises, tandis que ce qui est "vrai" vaut pour le durable, le permanent, l'éternel.

Montesquieu, lorsqu'il écrivait son *Esprit des Lois*, affirmait qu'il pliait les faits à ses idées. C'est dire qu'il dominait les faits.

Carl Schmitt, par contre, ainsi que tous les tenants du réalisme et de l'existencialisme, plient leurs idées aux faits. Ils sont à la remorque des faits, ils sont donc leurs esclaves.

En dernière analyse, tout le débat oscille et culmine entre ces deux pôles :

le normal ou l'exception ?

la loi ou la décision ?

Sans avoir la fatuité d'apporter une solution à ce débat qui restera toujours ouvert, je répondrai :

A la mystique du fait, opposons le culte de la loi, et c'est le propre de l'homme que de ne pas se laisser entraîner, tel un navire désemparé, par la houle des événements.

C'est le propre de l'esprit de l'homme que de discipliner la masse des faits et de leur imprimer sa marque.

C. ALMULY.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

REPORT OF THE PHYSICS DEPARTMENT
FOR THE YEAR 1900-1901

CHICAGO, ILL., 1901

PRINTED BY THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

DU SILENCE

SOURCE D'OBLIGATIONS

par

MAURICE JEHIÉL.

Avocat

J'ai imprudemment pris en charge de vous entretenir aujourd'hui du *Silence*, source d'obligations.

Le sujet m'avait beaucoup séduit au moment où il nous a été proposé. Je me suis heurté à pas mal d'embûches lorsque, me mettant à l'oeuvre, je me suis référé aux auteurs.

En ma qualité d'avocat, c'est un cas d'espèce que l'on me soumet pour examen ; hanté par ce cas d'espèce, je me cantonne dans mes recherches juridiques, aux cas d'espèce similaires et comme tels susceptibles de faire triompher la thèse que je soutiens.

S'agissant aujourd'hui d'un exposé "ex cathedra" j'ai subi, si j'ose dire, de nombreux égarements.

C'est que les gens sont beaucoup moins bavards qu'on ne le croirait et que le législateur a dû au cours de ces dernières années fréquemment intervenir pour leur délier la langue, — pour rompre leur silence.

Qu'est-ce que le *Silence* avant tout.

Je me garderai d'en donner une définition ; je vous dirai plutôt qu'il évoque, de prime abord, en moi une idée d'abstention. Deux exemples préliminaires vous en expliqueront la raison.

Premier Exemple. — Je me promène sur le pont de Kasr El-Nil, tard dans la nuit. Une auto survient et s'arrête à l'entrée du pont. J'en vois le numéro, un numéro facile que je retiens

immédiatement. Un individu sort de cette auto, subtilise le sac d'une dame qui passe et il repart. J'ai tout vu, j'ai retenu le numéro de l'auto, je m'en vais négligemment, je ne dis rien, je m'abstiens de communiquer le numéro de la plaque d'auto, je garde le silence.

Deuxième Exemple. — Je reçois une lettre accompagnée d'un exemplaire d'une nouvelle revue qui vient de paraître. La lettre énonce que faute par moi de restituer le numéro de la revue, je serai considéré comme l'ayant accepté et comme étant abonné. Je déchire la lettre, je garde le numéro de la revue et ne réponds pas. Je m'abstiens de le faire et garde le silence.

Vous voyez, au moyen de ces deux exemples, que l'on pourrait multiplier à souhait (la vie quotidienne en fournissant un nombre incalculable), pourquoi le silence évoque en moi une idée d'abstention.

Quelles en sont les conséquences, nous aurons tout le loisir de le développer, mais j'aimerais à ce point ouvrir une parenthèse pour vous mettre en garde contre une confusion que j'avais commise à l'époque déjà lointaine où je préparais ma licence en droit.

*
**

Ma confusion avait gravité autour de l'abstention et du consentement tacite, un consentement des plus silencieux comme son nom même l'indique.

Et ici encore, procédons par un exemple :

Un éditeur envoie à un libraire un bouquin à tirage limité nouvellement édité et il lui communique qu'il vaut 4000 francs. Il s'abstient de répondre, — il garde le silence.

Voilà qu'un bibliophile avide d'éditions à petit tirage s'adresse au libraire et il lui demande s'il possède ce nouvel ouvrage : le libraire le lui présente, le client en paie le prix et part avec. Ce marchand de livres, — disions-nous, — s'était abstenu de répondre à l'éditeur, il avait gardé le silence.

Mais en disposant de l'ouvrage comme chose acquise, — en procédant en tant que marchand de livres à sa revente, il avait consenti tacitement à son achat au prix auquel il lui avait

été offert. En l'espèce, il y a eu bel et bien consentement, manifestation de la volonté d'accepter l'offre, — puisque le livre a été déjà revendu, — mais ce consentement a été jusqu'ici tacite puisque le libraire n'avait pas répondu à l'offre de l'éditeur, sauf à lui envoyer selon les usages commerciaux le montant de l'ouvrage.

Dans l'examen du "*Silence*" auquel nous nous livrons, il n'est donc pas question de consentement tacite mais de véritable abstention de répondre, l'ouvrage demeurant donc en librairie et pouvant à tout moment être restitué à l'éditeur.

**

Ce silence, — cette abstention, — sont-ils source d'obligations ?

L'examen s'impose aussi bien sous l'angle quasi délictuel que sous l'angle contractuel. Si j'aborde les quasi-délits avant les contrats, si je mets la charrue devant les boeufs, c'est qu'en matière quasi-délictuelle nous sommes arrivés, ces derniers temps, — grâce à une législation qui ne semble pas vouloir s'en tenir là, — à de nombreuses solutions positives bien plus nombreuses, bien plus précises qu'en matière contractuelle.

Une première remarque qui saute à l'esprit c'est que l'homme ne vit pas seul, isolé de son prochain. Bien au contraire, se trouvant en société il est pris dans son engrenage, il devient le maillon d'une longue chaîne, et comme tel, chacun de ses actes, chacun de ses comportements ou attitudes peuvent avoir une répercussion sur le prochain.

Etant de principe que l'homme ne doit pas nuire à son semblable, il y a là une limitation à ses actes. Mais nous sommes ici dans l'élément positif empêchant l'accomplissement d'un acte susceptible de nuire.

L'intensification de la vie, l'accroissement des rapports sociaux a créé des situations dans lesquelles l'acte négatif d'abstention, pure et simple, peut devenir cause d'un dommage. Aussi, prenant en considération cet élément d'omission nocive, le législateur de 1804 édictait déjà en l'art. 1383 du C.C. ce qui suit :

“Chacun est responsable du dommage qu'il a causé
“non seulement par son fait (l'acte positif) mais encore par
“sa négligence (l'acte négatif, d'abstention ou d'omission)
“ou par son imprudence.”

Et Planiol, dans son *Traité Élémentaire de droit civil*, T. II, p. 278, commentant cet article du Code, enseigne que l'on est aussi bien responsable d'une faute positive ou par commission que d'une faute négative ou par omission ou par abstention.

Mazeaud, dans son *Traité de la responsabilité civile*, T. I, Nos. 534 et ss. poussant l'analyse de l'omission ou de l'abstention va jusqu'à lui contester le caractère d'acte négatif et en fait un véritable acte positif générateur de faute.

L'analyse de telles nuances serait fort intéressante mais elle dépasserait le cadre d'une étude forcément sommaire à raison du temps concédé.

Mazeaud, s'appuyant sur le nouvel article 63 du Code Pénal, — celui de l'obligation d'assistance à une personne en péril — étend considérablement celle-ci, non sans rencontrer un certain frein de la part de nombreux auteurs.

Sourdat, dans son ouvrage *De la responsabilité*, 6ème éd., No. 442, enseigne que :

“C'est donc seulement lorsqu'il y a un devoir pour une
“personne d'empêcher le fait nuisible commis par un
“tiers, c'est-à-dire, quand l'obligation lui est imposée par
“une loi ou par un contrat qu'il y a de sa part faute d'omis-
“sion et responsabilité du fait dommageable.”

Colin et Capitant, *Traité élémentaire de droit civil*, T. II, No. 191 recherche dans l'abstention génératrice de responsabilité, un lien de cause à effet. La cause, hantise de Capitant.

Et Beudant ajoute que,

“Le manquement à la loi morale constitue une faute
“mais cette faute ne peut engager la responsabilité, le lien
“de cause à effet, faisant défaut.

Pour ma part, de la lecture des auteurs il me vient en premier lieu à l'idée que l'abstention par elle-même ne serait pas génératrice de responsabilité, à tel point que dans certains

cas déterminés, le législateur a dû intervenir d'une manière expresse pour obliger la partie à agir, faisant de son abstention une source d'obligations.

Exemple, l'assistance à une personne en péril.

Autre *exemple*, celui du médecin qui, à la suite du décret du 27 juin 1947 portant code de déontologie médicale impose au médecin, quelle que soit sa fonction ou spécialisation, de porter secours.

Lalou, dans son *Traité de la responsabilité*, No. 622 bis p. 447, nous donne de nombreux exemples d'abstention de *Silence* générateur de responsabilité ; je lis :

“Quelques décisions ont considéré comme *fautif* le
“silence alors qu'aucun texte ni aucune convention ne
“faisait à celui qui s'est tu l'obligation de parler. Tel un
“bailleur qui s'est abstenu d'aviser un cédant de bail, tenu
“solidairement avec le cessionnaire, que celui-ci était resté
“plusieurs années sans payer son loyer (Trib. Civ. Seine,
“11 Mai 1935, Gaz. Trib. 11 Octobre 1935), ou telle encore
“la personne qui, sachant qu'un animal est mort de fièvre
“charbonneuse, s'abstient d'en aviser le boucher venu pour
“dépêcer l'animal et assiste sans protester à l'assertion du
“propriétaire de l'animal que cette bête est morte d'une
“piqûre de vipère (Poitiers, 12 nov. 1935 D.P. 1936.2.35, et
“la dissertation de M. Sallé de la Marnière). Il semble que
“ces décisions aient confondu l'obligation morale et l'obli-
“gation civile. S'il n'est pas douteux que dans les deux
“espèces rapportées, il y avait devoir moral de parler, on
“peut se demander quel est le texte ou le principe qui
“érige ce devoir moral en obligation civile. Il a fallu des
“textes formels pour sanctionner un silence coupable, comme
“l'art. 727 C. civ. qui déclare indigne l'héritier qui, connais-
“sant le meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé ou
“comme les arts. 103 à 108 C. pén. (décret-loi du 29 juill.
“1939) sur la non-dénonciation des crimes contre la sécurité
“de l'Etat, ou encore comme le nouvel art. 63 C. pén. modi-
“fié par l'ordonn. du 25 juin 1945 qui édicte des peines
“contre celui qui “connaissant la preuve de l'innocence
“d'une personne incarcérée préventivement ou jugée pour

“crime ou délit s'abstient volontairement d'en apporter
“aussitôt le témoignage aux autorités de justice ou police”,
“réserve étant faite d'un témoignage tardif spontané et
“d'une exception en faveur des co-auteurs, complices,
“parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement.

“C'est ainsi que n'a pas été considéré comme fautif le
“fait de n'avoir pas révélé, lors des pourparlers d'un
“mariage, qu'une fiancée était enfant adultérine (Req.
“12 déc. 1854 D.P. 55.1.54).

A l'heure actuelle, cette obligation de rompre le silence, cette obligation positive de parler, a déjà été considérablement étendue législativement.

Les avocats et autres personnes tenues jusqu'ici au silence, — en vertu du secret professionnel, — en sont libérées et impérativement tenues dans certains cas de parler.

Les médecins également ne peuvent plus se retrancher derrière le secret professionnel tenus désormais dans certains cas de maladie contagieuses à des déclarations expresses.

Evolution dans le même sens en matière d'intervention chirurgicale, et beaucoup plus impérative en matière de chirurgie esthétique.

Et aujourd'hui encore, le récent décret-loi de septembre 1953 en matière de location-gérance de fonds de commerce, qui astreint les parties, sous peine de sanctions, à parler, c'est-à-dire, à donner à leur contrat une publicité.

Autant d'espèces, glanées à vol d'oiseau, autant de situations dont chacune à elle seule mériterait le temps concédé à toute une causerie.

Etranglé par les aiguilles de la montre, je ne saurais aller au delà du simple énoncé.

D'autres tribunaux plus audacieux pourront étendre ces obligations à des situations qui se présenteront devant eux pour la première fois, jusqu'à faire intervenir le législateur pour qu'il édicte de nouvelles lois pour de nouveaux cas d'espèce qui se seront dans l'entretemps généralisés.

Et ainsi, cette notion d'omission, de silence si fragile au début prend une forme de plus en plus précise multipliant les cas de responsabilité et de réparation.

Nous avons jusqu'ici examiné l'abstention sous l'angle quasi délictuel pour des situations dans lesquelles l'intéressé, spectateur involontaire ou professionnellement appelé à porter secours, n'a pas agi, — s'est abtenu de faire quoi que ce soit.

Le problème du *Silence* doit maintenant être abordé sous l'angle contractuel dans les rapports des parties interpellées directement et qui s'abstiennent de répondre à cette interpellation.

★★

Dès notre plus tendre enfance, l'on nous a enseigné que la plus élémentaire des politesses imposait de répondre à une manifestation émanant de l'un de nos semblables.

Quelqu'un nous salue, en chemin, il serait discourtois de ne pas répondre.

Nous recevons une invitation, ce serait manquer à la bienséance que de ne pas répondre, soit en acceptant, soit en s'excusant.

Envoi d'une gerbe de fleurs à une dame, son silence serait sujet à critique.

Il s'agit là d'exemples de la vie mondaine.

Ces exemples sont aussi nombreux, sinon plus dans la vie des affaires.

Vous recevez une offre, ce serait manquer aux règles de la morale que de ne pas répondre par oui ou par non.

Nous nous trouvons jusqu'ici dans le domaine de l'éducation : il s'agit d'une règle de morale.

D'aucuns demeureraient indifférents si l'on disait d'eux qu'ils ne savent pas vivre, d'autres, à cheval sur les convenances feraient une maladie de la moindre incartade involontaire.

Ces considérations, sous l'angle de la morale, nous amènent naturellement à l'examen des conséquences possibles de

pareilles abstentions, de pareille désinvolture, dans le domaine contractuel.

Aubry et Rau, *Droit Civil français*, T. IV, p. 484, par. 343, v^e édition, enseignent que :

“Le seul silence de la personne à laquelle une offre a été faite, ne saurait, en *principe*, être considéré comme emportant acceptation de sa part.”

Aubry et Rau disent bien “en principe”.

C'est en déduire, par voie de conséquence, qu'il pourrait exister encore des entorses au principe.

Il ne semble pas que cette généralisation ait été étendue dans les mêmes proportions en matière contractuelle, qu'en matière quasi délictuelle.

Certains cas de silence sont, il est vrai, réglementés par la loi.

L'art. 1400 du C.C. précise qu'à défaut de contrat, c'est-à-dire en cas de silence, les époux sont censés mariés sous le régime de la communauté et soumis à ces règles.

L'art. 960 du C.C. renferme une clause résolutoire tacite, de plein droit, d'une donation en cas de survenance d'un enfant au donateur.

A ces cas précis déjà réglés par le législateur, s'en ajoutent d'autres dont la jurisprudence a eu à s'occuper et qu'elle a tranchés dans chaque cas selon les circonstances de fait qui entouraient l'affaire.

Nous ne saurions à cet égard mieux faire que de nous référer à l'ouvrage de Demogue : *Traité des Obligations en général*, Vol. II, p. 172, par. 555 où la question est entièrement développée avec de nombreux exemples ; je vais lire Demogue :

“Lorsqu'une offre a été reçue et que le destinataire garde le silence, en principe, il n'y a pas contrat, car le seul silence n'oblige pas, ne vaut pas déclaration de volonté s'il n'y a pas un devoir spécial de répondre.

“En droit, le silence de celui qu'on prétend obligé ne peut suffire en l'absence de toute autre circonstance pour faire preuve contre lui de l'obligation alléguée. En conséquence, un banquier chargé de placer des actions ayant

“écrit à une personne qu’il l’inscrivait comme souscripteur
“et le débitait du premier versement, il n’y a pas souscrip-
“tion. Inversement, si on a déclaré souscrire à des actions,
“le simple visa mis par le gérant sur l’écrit ne suffit pas. Cela
“a même été admis avec une très grande sévérité dans le
“cas où le souscripteur avait été inscrit sur les registres, dans
“celui où les statuts disaient que le visa suffirait, au cas
“où une circulaire d’acceptation avait été préparée.

“De même, le fait d’adresser une circulaire ne peut
“obliger les destinataires quand rien n’établit qu’ils l’ont
“acceptée.

“La même solution a été donnée :

“soit pour les commerçants qui, voulant forcer la vente,
“expédient des marchandises à domicile. Le fait de signer
“le reçu de la poste et d’ouvrir le paquet ne vaut pas accep-
“tation pas plus que le fait de garder longtemps la mar-
“chandise,

“soit pour les éditeurs de journaux qui ont envoyé un
“journal qui n’a pas été refusé et prétendent qu’il y a abon-
“nement. Et il en est ainsi, même si la bande du journal
“porte que la réception vaudra abonnement.

“En conséquence, ces décisions ont admis que l’on
“n’avait pas à réexpédier les marchandises. Toutefois, on
“a jugé qu’il y avait lieu à une légère indemnité pour avoir
“profité de l’abonnement. Cela est assez raisonnable, car on
“peut bien exiger le simple fait de refuser le journal quand
“il est présenté par la poste. Dans la vie sociale, on n’est
“pas pleinement indépendant. On peut se voir imposer des
“obligations minimales comme celle-ci. Ces solutions ont été
“même exagérées jusqu’à dire qu’un journal indiquant que
“l’abonnement continue sauf avis contraire, il n’y a pas re-
“nouvellement si on accepte de nouveaux numéros. De mê-
“me, le reçu d’un compte sans protestation n’emporte pas
“approbation et ne peut équivaloir à l’acceptation d’offres
“réelles”.

Nous arrêtons là notre lecture de Demogue pour ne pas
dépasser le temps accordé.

Comme on le voit, la jurisprudence a été constamment conforme au principe, à savoir que le silence n'est pas générateur d'obligations.

A propos d'abonnements aux revues l'on m'a cité deux décisions italiennes inédites, survenues à certaines personnes que j'ai pu connaître ou rencontrer en voyage et qui en sont demeurées à des décisions du premier degré peut-être à raison du taux.

Première espèce. — Un éditeur expédie une revue mensuelle avec la bande portant que la réception vaudra abonnement. Il y a eu un envoi de onze numéros, successivement expédiés au destinataire. L'éditeur envoie encaisser le prix de l'abonnement : refus de payer.

L'éditeur adresse une lettre demandant restitution des onze numéros expédiés : impossibilité de la part du destinataire qui après lecture les avait jetés au panier.

Assignation en paiement et condamnation au paiement de l'entier abonnement, retenant du fait de la disposition des numéros qu'il y avait eu consentement tacite.

Deuxième espèce. — Un autre éditeur envoie à un autre destinataire une revue mensuelle avec la bande portant que la réception vaudra abonnement : il y a envoi de 3 numéros. Présentation de la quittance d'abonnement, refus de payer, réclamation des numéros expédiés, impossibilité de restitution.

Le Tribunal, saisi de la demande en paiement, a condamné le destinataire au paiement des 3 numéros seulement, pour le préjudice occasionné à l'éditeur alors qu'il eût été si simple au destinataire de mentionner sur la bande "refusé" et de le réexpédier sans déboursier un centime.

Cette seconde décision me paraît plus juridique que la première. Quant à l'exemple du renouvellement d'abonnement donné plus haut, il me semble que la jurisprudence a été beaucoup plus loin.

A la critique que fait Demogue de cette jurisprudence vient s'ajouter le sursaut de MM. Aubry et Rau.

Je voudrais maintenant vous citer un cas d'espèce qui m'est venu à l'idée et dont je n'ai pas trouvé d'exemples, vraisemblablement parce que mes recherches bibliographiques auront été

superficielles, car en principe, il s'agit d'un cas absolument banal, et qui se présente presque quotidiennement.

Une société de bienfaisance organise une soirée théâtrale ; elle m'envoie deux billets. Je ne réponds pas. Les deux billets demeurent par devers moi ; bien entendu, je ne vais pas à la soirée théâtrale sans quoi l'on retomberait dans le cas du consentement tacite.

Mon silence est-il une source d'obligations ?

Je ferai ici intervenir la notion du préjudice que mon silence aura pu occasionner à la société de bienfaisance.

Si la salle est à moitié vide, il ne saurait y avoir de préjudice pour la société ; le fait que les billets soient demeurés chez moi, que je ne les aie pas retournés n'a rien changé à rien, puisqu'elle avait encore à sa disposition tout un paquet de billets non placés. Et dans cette éventualité tout en étant sujet à critique pour mon comportement il ne me semble pas que mon silence soit générateur d'obligations.

Si, par contre, il y avait salle comble et que ces deux fauteuils sont demeurés vides à la suite de mon silence, il y aurait là un préjudice certain occasionné à la société de bienfaisance par mon silence, par ma négligence et m'appuyant sur les dispositions de l'art. 1383 je suis enclin à retenir que mon silence devient générateur d'obligations.

Signalons encore d'autres situations qui viennent à être créées par le silence.

Premier exemple. — Je me rends chez un marchand de chevaux et lui demande expressément un cheval de selle pour un enfant de 8 ans. Je vois une bête que je choisis.

Le marchand ne me dit pas qu'il s'agit d'une bête nerveuse difficile à mâter : il garde le silence.

Deuxième exemple. — Je demande à un garagiste une auto pour un rallye, devant couvrir un parcours de 200 kms. sans arrêt et sans possibilité de ravitaillement en essence en cours de route.

J'en choisis une ; le garagiste ne me dit pas que le réservoir est petit et ne peut contenir l'essence nécessaire à un rallye de 200 kms. : il garde le silence.

Troisième exemple. — Je me rends chez un marchand de vases et lui demande un vase chinois ancien.

J'en choisis un : le marchand ne me dit pas qu'il s'agit d'un vase moderne : il garde le silence.

Je l'apprends après coup.

Quid du silence dans ces trois espèces signalées en passant ?

A mon avis, il serait malaisé de parler de dol, puisque le dol exige une "manoeuvre" acte positif alors qu'en l'occurrence il s'agit "d'abstention" acte négatif.

Il serait, ça me semble, moins malaisé de parler d'erreur qui a vicié le consentement et de demander ainsi la résiliation de ces trois contrats à raison du silence du contractant.

Encore une matière dans laquelle le silence que l'on appelle cette fois "réticence" entraîne des sanctions, c'est la matière d'assurance.

Si la réticence est connue avant la réalisation du risque, l'assureur peut opter soit pour la résiliation du contrat, soit pour l'augmentation du montant de la prime.

Si par contre le risque s'est, dans l'entretemps, réalisé, ce qui arrive le plus fréquemment, l'assureur peut échapper au paiement du montant assuré sauf à démontrer que si ce qui lui a été caché lui avait été révélé avant la conclusion du contrat il n'aurait pas alors donné son consentement.

Signalons enfin, pour mémoire, les contrats d'adhésion, dont les clauses imprimées sont soumises à l'adhérant qui ne peut que les accepter silencieusement.

Ces clauses lui sont-elles toutes opposables ? Quelles sont celles réputées clauses de style, quelles sont les autres ? Et dans quelles mesures ces dernières, si elles peuvent toucher aux assises de la société, sont inopposables à l'adhérant ?

Autant de questions, autant de procès, autant de solutions possibles.

Nous en avons trop dit à cet égard.

Posant ainsi le problème avec la diversité et la multitude des cas, j'en arrive à considérer que si le silence, dans le droit

civil, n'est pas en principe générateur d'obligations, lorsque ce silence est nocif, réparation est due pour le préjudice causé.

Les anciens Tribunaux Mixtes avaient été fréquemment appelés à interpréter le silence des parties et à décider s'il était générateur d'obligations ou non.

Les anciens Tribunaux Mixtes ont souvent trouvé l'échappatoire du consentement tacite (29 juin 1915 Bull. 27 p. 444) et rarement admis le principe de la réparation pour un préjudice à son prochain.

Cette incursion n'est fournie que comme simple indication.

Les nouveaux Codes Egyptiens de 1948 ont abordé le problème du silence en des termes exprès.

Le législateur n'a pas voulu que l'on en restât aux hésitations possibles de la jurisprudence en la matière, c'est pourquoi, il a énoncé, à l'art. 98 du C. civ. ég. par. 2 ce qui suit :

«... L'absence de réponse vaut acceptation lorsque l'offre
«se rapporte à des relations d'affaires existantes entre les
«parties, ou lorsqu'elle est purement dans l'intérêt de son
«destinataire.

Le législateur aurait-il voulu imposer à des personnes ayant déjà des relations d'affaires entre elles, la courtoisie, en créant une sanction dans le silence en faisant de celui-ci une source d'obligations ?

Si sous l'angle de la règle morale dans les obligations une telle opinion pourrait être avancée en l'occurrence il ne me semble pas que tel ait pu être le motif déterminant du législateur égyptien.

Les travaux préparatoires du code civil ne semblent pas nous éclairer au point où nous nous voyons amenés à raisonner de la manière suivante :

Les relations d'affaires entraînent les parties à mieux se connaître et à mieux savoir l'une l'autre ce qu'elles veulent ; une offre n'est faite que pour autant qu'elle paraît susceptible d'être agréée. Le silence vaut dans ce cas agrément, alors que si l'offre ne convient pas à la contre-partie, celle-ci signifierait immédiatement son refus.

Là où je comprends moins cet article 98, en cela, au surplus, conforme à la doctrine et à la jurisprudence française (V^e Demogue, ouvrage précité), c'est l'affirmation du silence générateur d'obligation lorsque l'offre est dans l'intérêt du destinataire.

Des deux choses l'une, ou bien l'offre est avantageuse, et à moins d'être un "minus habens" l'on ne saurait invoquer le silence pour la refuser, ou bien elle est désavantageuse et l'on remonterait au principe général à savoir que le silence n'est pas générateur d'obligations.

Ceci mis à part, aujourd'hui, aux termes de l'art. 98 nous connaissons en principe les cas dans lesquels il est porté une entorse au principe.

Qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas entre parties relations d'affaires antérieures, — qu'il faille pour qu'il y ait relations d'affaires, une ou deux ou plusieurs affaires antérieurement conclues, nous retombons dans les cas d'espèce que les Tribunaux auront à trancher en appréciant tous les éléments de la cause, je veux dire du procès, sous ce nouvel angle.

El Sanhoury, dans sa *Théorie des Obligations*, éd. 1952, p. 222 et ss., No. 112/113, a magistralement étudié la question du silence générateur d'obligations postérieurement à la promulgation des nouveaux codes égyptiens. Voici une traduction littérale de l'opinion de cet auteur :

"Le silence ne peut jamais tenir lieu d'offres, on peut même dire qu'en règle générale, le silence ne peut pas être l'expression d'une volonté, car celle-ci est quelque chose de positif tandis que le silence est négatif.

"C'est pour cela que les auteurs musulmans disent : "On ne peut prêter une parole à un silencieux".

"Il faut ici distinguer le silence de la volonté tacite. Cette dernière se présume de nombreuses circonstances positives tandis que le silence est le néant, le négatif. C'est une raison de plus pour le considérer plus comme un refus que comme une acceptation.

La Note Explicative du nouveau Code civil dit à ce sujet :
“... la volonté tacite est quelque chose de positif, de concret,
— le silence, au contraire, est négatif.”

Cependant, le principe énoncé n'est pas absolu. Doctrine et jurisprudence sont d'accord pour lui trouver quelques exceptions. L'Art. 98 du nouveau Code civil a suivi cette tendance. Si les circonstances environnantes font présumer une acceptation, le silence peut être considéré comme tel.

“a) *La coutume commerciale.* — Elle peut considérer
“le silence comme une acceptation, par exemple : la banque
“quand elle envoie les comptes à une personne qui ne répond
“rien : c'est une acceptation.

C'est contraire à la doctrine et à la jurisprudence françaises pré-rappelées, mais il y a un nouveau texte de loi.

“b) *Les rapports commerciaux précédents.* — Si un
“commerçant a l'habitude d'envoyer une liste de ce qu'il
“veut à un importateur, il pourra attribuer le silence de ce
“dernier à une acceptation.

“c) *L'offre avantageuse.* — Le silence vaut une accep-
“tation lorsque l'offre est franchement avantageuse. Si, par
“exemple, dans une donation, le légataire observe le silence,
“cela signifie qu'il a accepté.

Ces trois exceptions ne sont pas seules, tout silence circonstancié équivaut à une acceptation.

Remarquons que les auteurs musulmans ont écrit : “Le silence devant une offre avantageuse vaut la parole.”

Nous est-il permis de déduire une idée générale d'ensemble de cette promenade en coup de vent à travers auteurs et arrêts ?

S'il fallait émettre une opinion, je serais enclin à penser qu'au principe initial que le silence ne peut être générateur d'obligations, la jurisprudence et après elle le législateur sont tour à tour venus apporter de nombreux correctifs, peut-être plus nombreux en matière quasi délictuelle qu'en matière contractuelle, étendant ainsi au fur et à mesure des nécessités

de la vie quotidienne les cas où le silence devient générateur de responsabilité.

L'évolution semble, à l'heure actuelle, extensive en ce sens et l'on pourrait en guise de point final être amené à se dire que s'il est vrai que le silence est d'or il coûte fréquemment, de nos jours, beaucoup d'argent.

M. JEHIEL.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

WILLIAM COOPER.—*History of Egypt* (1382-1469 A.D.). Université de Californie, 2 vols., 1954.

La liste des ouvrages de philologie sémitique de l'Université de Californie, qui comptait déjà onze volumes, vient de s'enrichir de deux autres. Ces derniers sont consacrés à l'histoire de l'Égypte et plus précisément aux règnes des Sultans El Malek El Zaher Barqouq (1382-1399) et El Malek El Nassir Farag, son fils (1399-1411), les deux premiers souverains de la dynastie circassienne qui a régné sur l'Égypte pendant 88 années environ.

L'auteur de cet ouvrage M. William Cooper nous donne une traduction littérale et fidèle d'une partie des annales de l'histoire de l'Égypte redigés par le célèbre historien et membre illustre de la gent militaire des Mamelouks, Youssef Aboul Mahasin ibn Taguiri Birdi.

L'oeuvre de ce dernier se rapporte à la période allant de la conquête de l'Égypte par les Arabes en 641, jusqu'à l'année 1469, précédant de peu le décès de l'auteur.

La traduction entreprise sous les auspices de l'Université couvrira une période de 88 années seulement, se terminant en 1459,, c'est-à-dire la période des Mamelouks.

L'histoire du règne des deux souverains prénommés met en lumière l'instabilité et le caractère arbitraire du régime en vigueur à l'époque. Mais elle inscrit aussi à l'actif, tout au moins du Sultan Barqouq, plusieurs heureuses entreprises militaires et des initiatives non moins heureuses dans les domaines des travaux publics d'art, agricole et social. En ce qui concerne le Sultan Barqouq, El Birdi, tout comme Makrizi, reconnaît ses qualités supérieures d'homme d'état, de soldat et d'administrateur et il exalte son oeuvre constructive sans pour autant cacher ses défaillances, qui étaient d'ailleurs communes à presque tous les chefs d'Etat de l'époque.

Le sultan Farag, suivant la recommandation de son père exprimée sur son lit de mort, fut proclamé sultan à l'âge de 14 ans en 1399 et régna 12 années environ jusqu'en 1412 où il fut déposé et assassiné.

Bien que d'un caractère généreux et viril, El Farag fut par son inexpérience et la malveillance de son entourage, entraîné à des actes qui ont soulevé la réprobation et l'hostilité de ses contemporains au point de lui refuser une sépulture décente.

Aboul Mahasin Ibn Taguiri El Birdi, l'auteur des annales naquit en 1409. Il n'avait donc pas vécu les événements qu'il relate. Mais, grâce à sa naissance, il put avoir des rapports suivis avec les mamelouks survivants de son père qui fut une des personnalités les plus marquantes de l'époque et grâce aussi à son activité multiforme il a pu recueillir aux sources les plus sûres la matière de son oeuvre classée parmi les meilleures de son genre.

Aussi la contribution de l'Université de Californie à la documentation en langue anglaise sur l'histoire de l'Egypte est très appréciable.

Dr. I. G. L.

FRANK MEISSNER. — *Aspects Economiques de la Réforme Agraire en Suède*, "Rivista di Economia Agraria", Juin 1954.

Afin d'assurer à l'agriculteur une rémunération adéquate, les prix de vente de certains produits agricoles notamment, sont dans plusieurs pays, maintenus à un niveau plus élevé que celui résultant du jeu du libre commerce.

Cette politique a un effet inflationniste sur le coût de la vie que l'on voudrait par contre voir baisser et provoque par ricochet, une hausse des salaires.

La Suède, qui a dû agir de même à un moment donné, a promulgué en 1947 une loi qui a pour objectif d'assurer au fermier un revenu égal à celui des autres activités à la condition que sa production soit efficiente.

La *Rivista di Economia agraria*, organe de l'Institut Italien d'Economie agraire, a publié dans son fascicule de Juin 1954,

sous la signature du Prof. Frank Meissner de l'Université de Californie, une analyse très intéressante de certains aspects de la dite loi.

Celle-ci se distingue des autres lois analogues parce qu'elle a pour objectif essentiel d'abaisser le coût de production des produits alimentaires agricoles essentiels, moyennant la rationalisation des entreprises.

Plusieurs mesures ont été mises en oeuvre à cet effet.

Recomposition de la propriété foncière afin de pallier aux graves inconvénients du morcellement excessif des propriétés, qui sont aussi importants que leur concentration excessive.

Droit de priorité de l'Etat dans l'achat des terres mises en vente afin de les répartir, si nécessaire, entre les domaines limitrophes.

Rationalisation de l'exploitation moyennant bonification, mécanisation, sélection, conseil d'experts, financement, etc.

Quels sont les résultats obtenus à ce jour ?

La récomposition procède nécessairement avec une grande lenteur. Par contre dans le domaine de la rationalisation on est parvenu à des résultats très appréciables. La mécanisation, notamment se développe à un rythme révolutionnaire. On estime qu'en 1951 le coût de la production alimentaire a diminué de 500 millions de couronnes.

Les résultats économiques obtenus font que l'expérience suédoise mérite d'être sérieusement étudiée par notre pays, qui souffre d'un très préjudiciable morcellement progressif de la propriété foncière.

Grâce à sa politique la Suède s'est notamment affranchie d'une grande partie de sa dépendance de l'étranger pour son approvisionnement en produits alimentaires.

Dr. I. G. L.

Dr. ALBERT C. HUNOLD. — *Le développement industriel de la Suisse.*

Sous les auspices de la National Bank of Egypt, M. le Dr. Albert C. Hunold de l'Institut Suisse d'Etudes Internationales, a donné au cours de la session 1953-54 de notre Société, une série

de quatre conférences (1) sur le développement industriel de la Suisse en particulier, et sur le problème de l'industrialisation qui hante l'esprit de tous les hommes d'état des pays dits insuffisamment développés.

L'histoire du développement de l'industrie en Suisse qui, dans l'espace de 150 années, est passé de l'état de pauvreté extrême à l'opulence, met en lumière les facteurs de ce merveilleux redressement.

La Suisse a pu créer et faire prospérer une riche gamme d'industries, bien que la consommation locale de leurs produits soit tout à fait négligeable, c'est-à-dire des industries essentiellement d'exportation. Il faut rechercher l'origine de ce miracle dans la puissante contribution de facteurs humains et culturels dus à l'efficacité du système d'enseignement créé par le célèbre pédagogue et philosophe Pestalozzi, animateur de l'Institut Fédéral de Technologie de réputation mondiale, fondé il y a cent ans.

Les principes du professeur Pestalozzi, dont les pédagogues modernes se sont inspirés, sont les suivants : il faut s'abstenir de bourrer le crâne des élèves d'une foule de connaissances hétéroclites et s'appliquer à développer et former l'esprit des élèves de façon à ce que l'initiative émane d'eux. L'instituteur n'est qu'un guide : il ne doit pousser l'élève ni le conduire. Il doit commencer par les choses concrètes facilement assimilables, empruntées à l'ambiance de l'élève. Cette méthode crée un jugement solide, dirige l'attention vers ce qui se passe autour de lui, développe le bon sens et le sentiment d'une connaissance solide de la vie réelle. Elle développe surtout l'esprit d'initiative sans quoi, dit le conférencier, il n'y a guère d'espoir de réaliser une industrialisation efficace.

On peut peut-être, dit-il, créer par des Comités de Planification des manufactures d'armes et de munitions, mais non pas des industries produisant pour le marché avec succès. Il répudie la théorie de Keynes du *National self sufficiency* (autarchie). La Suisse s'est puissamment industrialisée sans nullement songer

(1) Le texte intégral de ces conférences a été publié par les soins de la National Bank of Egypt.

à se suffire. Le conférencier a tracé un tableau très instructif du développement de l'industrie sans nullement prétendre le donner comme modèle. Très instructif fut le rapprochement qu'il fit entre la situation géographique de l'Egypte et celle de la Suisse dont l'isolement créé par l'enceinte montagneuse de l'une et les déserts de l'autre, a été éliminé par l'ouverture de voies d'accès terrestres ou maritimes vers les pays environnants.

Bien que seul un tiers à peu près de son territoire soit fertile et que ses richesses minières soient pauvres, la Suisse jouit d'un standard de vie élevé. Son commerce extérieur par tête d'habitant est le plus haut du monde, ce qui est dû surtout à sa production de qualité qui s'impose sur les marchés mondiaux nonobstant les restrictions douanières et autres. Seul un cinquième de sa population se consacre à l'agriculture. Un des aspects remarquables de l'industrie suisse est sa décentralisation. En 1950, seulement cinq villes avaient une population de plus de 100.000 habitants et seule la ville de Zurich atteint le chiffre de 400.000. Cette décentralisation présente d'importants avantages d'ordre social et sanitaire.

**

Le sujet de la deuxième conférence était l'industrie suisse du coton. La Suisse est le plus grand consommateur de coton par tête d'habitant. Elle occupait en 1953 la troisième place parmi les importateurs de coton égyptien et ses citoyens établis en Egypte ont largement contribué et contribuent encore au commerce intérieur et extérieur de ce textile.

L'industrie de la filature et du tissage du coton occupait au XVIIIème siècle la première place dans l'industrie suisse. Son histoire est des plus instructives. L'expansion du protectionnisme vers la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle, porta un sérieux coup à cette industrie qui dut son salut et sa prospérité actuelle à l'esprit de coopération et de solidarité très développé de sa population. La crise occasionnée par la politique protectionniste des principaux pays acheteurs de leurs produits poussèrent les industriels suisses à se spécialiser dans la fabrication des produits fins et à modifier radicalement leur organisation.

Il s'établit une très étroite et ingénieuse coopération entre les fournisseurs de matières premières, les banques et les industries d'une part et les agents de distribution d'autre part. Une fois de plus l'initiative privée a témoigné de sa force d'adaptation aux oscillations du marché et de son aptitude à pallier aux effets des crises.

Une des caractéristiques essentielles du point de vue économique et social est la grande décentralisation de la production. Chaque communauté rurale possède sa petite fabrique actionnée par les femmes et les enfants, les hommes se consacrant aux travaux ruraux. L'achat des matières premières, de même que la vente des produits finis aussi bien que pour les industries de la soie, des rubans, des dentelles et tulles très prospères est organisé sur la base d'une coopération étroite et loyale entre commerçants, banquiers et artisans sans la moindre intervention de l'Etat.

La prohibition d'exporter des machines de tissage, imposée par la Grande-Bretagne, donna naissance à la plus grande des industries suisses ; celle des constructions mécaniques. Ce développement, joint aux restrictions douanières et autres de certains pays, poussa d'autre part les capitalistes et industriels suisses de tous les secteurs à fonder des usines à l'étranger et à vendre les brevets et la licence de leur utilisation.

La troisième industrie suisse par ordre d'importance est l'horlogerie qui compte 2000 ateliers. Elle offre le meilleur exemple de la spécialisation et de la division du travail. Sur les 2000 fabriques, 500 seulement construisent les montres entières en plus de certaines pièces. Toutes les autres ne produisent qu'une ou deux pièces chacune. Cette organisation a accru et perfectionné la production, mais elle a presque supprimé la classe des horlogers réparateurs de montres et autres instruments de précision, car la fabrication des montres et autres machines est la "fille des sciences physiques et mathématiques" dont la connaissance ne s'impose pas à l'ouvrier moderne des fabriques.

Au cours de la dernière conférence, M. Hunold s'est appliqué à mettre en évidence les conséquences directes et indirectes de la politique économique libérale suisse : balance des paiements équilibrée bien que la balance du commerce soit régulièrement

déficitaire, richesse considérable en capitaux, due à l'esprit d'épargne et à la confiance extérieure, porte ouverte aux influences et peuples étrangers, etc.

Abordant le problème de l'industrialisation, le conférencier critique sévèrement la politique d'industrialisation des pays insuffisamment développés, représentée par le fameux Point IV du programme de M. Truman. Les méthodes que comporte ce point peuvent, dit-il, facilement mener à de grands désastres. Si nous essayons de guérir le paupérisme par la seule industrie, nous risquons de créer de la sorte des millions de prolétaires déracinés. "Je crains, dit-il que cela introduirait le germe du communisme dans ces pays et désintégrerait de la sorte leur structure."

C'est ce qui s'est produit en Argentine et en Yougoslavie notamment où l'industrialisation a eu pour résultat la baisse de l'agriculture. Aussi, met-il en garde les pays insuffisamment développés contre le dogme de l'industrialisation encouragé par l'appui financier étranger.

Le développement économique est subordonné à trois facteurs essentiels : l'ordre social, politique et économique. Du point de vue social, le progrès économique exige une série de qualifications individuelles dont les principales sont le sens de la responsabilité, la loyauté, l'économie, le sens de la continuité et de la tradition, l'amour du travail bien fait.

Du point de vue politique, le conférencier a fait l'apologie de la structure fédérale de la Suisse qui comporte une décentralisation politique à caractère strictement démocratique.

Quant à l'ordre économique, il se distingue en Suisse par son caractère strictement libéral favorable à l'entreprise privée et hostile à la planification qui nécessite fatalement l'établissement d'un fort pouvoir central s'ingérant dans la vie des entreprises.

Dr. I. G. L.

Facteurs de progrès économique. — "Bulletin International des Sciences Sociales", No. 2, 1954.

L'"Association Internationale des Sciences Economiques", patronnée par l'UNESCO, tint du 28 août au 3 septembre 1953 à Santa Margherita, Italie, sa quatrième conférence. Y ont pris part soixante économistes venus de vingt pays de toutes les parties du monde. L'objet de la conférence était d'étudier le problème du développement économique à long terme.

Le Bulletin International des Sciences Sociales édité par l'UNESCO, reproduit les différentes communications présentées à cette conférence suivies d'un résumé de la discussion à laquelle chacune d'elles donna lieu. Bien que toutes soient dignes d'être signalées, nous nous contenterons de donner un bref aperçu des débats sur les progrès économiques dans les régions insuffisamment développées.

Trois éminents économistes ont fait des communications sur ce sujet : MM. C. N. Vakil, P. R. Brahmanand et Hans W. Singer. Les deux premiers ont traité de la *connaissance technique et aptitude à la direction comme facteurs limitant le développement industriel des pays insuffisamment développés*. Leur communication reflète particulièrement la situation dans leur pays, l'Inde, dont les faiblesses qu'ils signalent et les remèdes qu'ils suggèrent intéressent bien d'autres pays (dont l'Egypte, bien que dans une plus faible mesure) à savoir : spécialisation insuffisante, pénurie de main d'oeuvre qualifiée, faible organisation des recherches, enseignement technique inadéquat, surpeuplement, faiblesse de l'épargne, etc.

La première mesure pertinemment préconisée par les conférenciers est de créer des centres de formation professionnelle. Mais, disent-ils, la réalisation de cette mesure se heurte à la pénurie des moyens financiers, au préjugé des industriels qui préfèrent les sujets formés à l'étranger ou à leurs usines. Tout en s'élevant contre ce préjugé, les auteurs de la communication admettent que l'enseignement des écoles techniques qui sont dépourvues d'ateliers est inefficace. Il en résulte une pénurie de cadres, aggravée par l'attraction qu'exerce la fonction publique sur les meilleurs sujets disponibles.

Les auteurs se rapportant à la situation démographique, sociale et économique des pays insuffisamment développés — définition qui est loin de réunir l'approbation unanime des participants au congrès — suggèrent les formes de progrès technique qui conviennent à ces pays, à savoir : celles qui exigent une rapide application, ne demandent que peu de capital, et emploient le plus de main d'oeuvre et moins de ressources rares. En somme les auteurs redoutent une industrialisation trop rapide pour des raisons d'ordre social et économique. Ils n'écartent pas pour autant la nécessité de la création de grandes entreprises industrielles propres à augmenter la fabrication de biens de production et d'énergie, installées de préférence dans les régions agricoles afin d'éviter l'exode vers les centres urbains. Ils appuient enfin sur la nécessité de développer les aptitudes organisationnelles et de gestion rationnelle, facteurs essentiels de progrès agricole et industriel.

M. Hans W. Singer traite ensuite des *problèmes de l'industrialisation des pays insuffisamment développés*. Il pose d'abord la question de savoir si les pays insuffisamment développés sont nécessairement insuffisamment industrialisés et si les pays développés sont toujours industrialisés. Il y a, dit-il, deux voies principales vers le développement économique : ou on améliore la structure existante à prédominance agricole de façon à augmenter la productivité, ou on entreprend un changement de structure en augmentant le revenu national par des déplacements d'activité hors de l'agriculture. La voie à choisir est la moins coûteuse ; et le coût relatif dépend, dit-il, dans chaque cas spécifique, de plusieurs facteurs. Là où il y a surpopulation le développement agricole, soutient-il, est plus coûteux que l'industrialisation. Lorsque la population est clairsemée, le développement des matières premières est relativement meilleur marché que l'industrialisation. Mais en définitive le choix entre l'amélioration agricole et l'industrialisation est principalement une affaire de répartition dans le temps et de structure.

D'après M. Singer, une technique avancée n'est pas, d'une manière générale, appropriée aux pays insuffisamment développés où le capital est rare et la main d'oeuvre abondante et non qualifiée. Là où la pression démographique est très forte il faut

modifier la structure de l'emploi interne en déplaçant l'excès de population du secteur agricole en le transférant vers des occupations non sujettes au rendement décroissant comme l'agriculture. La pression démographique ne s'oppose pas au développement économique et à l'industrialisation. Elle peut même stimuler le progrès technique dans le but d'accroître la productivité en provoquant une meilleure utilisation du capital existant sans pour autant exclure le recours au capital étranger lorsque l'épargne locale est épuisée.

Au cours de la très intéressante discussion qui suivit les deux communications on a relevé qu'il n'y avait pas de réponse simple à la question de savoir si les régions arriérées doivent développer leur agriculture ou s'industrialiser. En tout cas, a-t-on signalé, il est nécessaire que les régions surpeuplées veillent à ce que le rendement agricole s'élève au maximum économiquement avantageux. On a longuement débattu la question de savoir quel est le type de technique à adopter dans ces pays et l'équilibre qu'il convient d'établir entre l'agriculture et l'industrie.

Plusieurs orateurs ont d'autre part souligné l'importance des facteurs institutionnels dans le développement économique. M. Rueff se déclare frappé par le "dogme de l'industrialisation" en vigueur dans les pays insuffisamment développés et émet l'avis que l'abondance de capital et de main d'oeuvre n'est pas suffisante pour en déduire que l'industrialisation mènera toujours au progrès. Il importe de distinguer entre les pays surpeuplés et ceux dont les ressources naturelles sont inutilisées.

M. Vakil préconise des recherches tant à l'étranger qu'en Inde pour établir des méthodes techniques appropriées aux pays arriérés.

Pour M. James il y a deux types principaux de pays insuffisamment développés : ceux "vides", c'est-à-dire dont la plus grande partie des ressources naturelles est inutilisée ou inconnue et les pays surpeuplés. Les problèmes qu'ils posent ne sont pas les mêmes. M. James signale le fait connu par tous ceux qui ont voulu créer des industries dans les dits pays et qui mérite d'être médité sérieusement, savoir, qu'il est plus difficile de former une importante masse de main d'oeuvre à l'utilisation

de meilleures techniques qu'introduire des techniques étrangères utilisées par une main d'oeuvre importée.

Pour M. Colin Clark les problèmes que soulève la surpopulation sont nombreux et réagissent l'un sur l'autre, de sorte que la solution doit être recherchée dans une "attaque violente et concertée sur leur ensemble".

A propos de certaines régions d'Afrique qui semblent surpeuplées, M. Frankel dit qu'elles ont besoin d'un surplus et non pas d'une diminution de population. "Ce qui est nécessaire, dit-il, ce sont des hommes qui pourraient fournir les activités complémentaires à la population existante, des gens mieux formés et entreprenants", remarque pertinente applicable à bien des pays insuffisamment développés.

Dr. I. G. L.

كتب حديثة

سبتمبر — ديسمبر سنة ١٩٥٤

OUVRAGES REÇUS

Quatrième Trimestre 1954.

QUESTIONS SOCIALES —

- J. C. BOUMAN. — Bibliographie sur la filmologie considérée dans ses rapports avec les Sciences Sociales, pp. 42, Unesco, Paris, 1954.
C. EISENMANN. — Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur de droit, pp. 360, UNESCO, Paris, 1954.
S. N. FISCHER. — Evolution in the Middle East: Reform, Revolt and Change, pp. 97, Middle East Inst., Washington, 1953.

اجتماع

- وزارة الشؤون الاجتماعية : البرنامج الاجتماعي الجزء الاول . ص ١٢٥ ، المطبعة الاميرية . القاهرة سنة ١٩٥٤ .
HAMED AMMAR. ... Growing up in an Egyptian village, pp. 16, 316 Routledge, London, 1954.
M. OAKESHOTT. — Social and Political Doctrines of Contemporary Europe, 8th printing, pp. 23, 241, Cambridge University, Paris, N.Y., 1950.

ECONOMIE — اقتصاد

- L. ERHARD. — Germany's come back in world market, pp. 276, Allen and Unwin, London, 1954.
A. C. HANOLD Dr., — The Industrial development of Switzerland, pp. 45, National Bank of Egypt, Cairo, 1954.
C. IVERSEN and OTHERS. — Report on Monetary Policy in Iraq, pp. 331, National Bank of Iraq, (ed.), Copenhagen, 1954.
S. H. LONGRIGG. — Oil in the Middle East, pp. 305, Oxford, Univ. Press, London, 1954.
B. MOORE Jr., — Terror and Progress U.S.R.R. pp. XVII, 261, Harrow Univ. Press., Mass. 1954.
S. A. MORRISON. — Middle East Survey, pp. 198, SCM. Press, London, 1954.
Sir D. H. ROBERTSON. — Britain in the world Economy, pp. 92, Allen and Unwin, London, 1954.
W. W. ROSTON. — The Dynamic of Soviet Society, pp. 264, New American Library, N.Y., 1954.

- أحمد زكي الامام : التعاون الزراعي . ص ١٨٨ ، كوستانسوماس . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
الدكتور البرت عشم عبد الملك : التفاوت في الدخول . ص ٥٢٢ ، دار الفكر العربي . القاهرة . سنة ١٩٥٣ .
الدكتور زكريا أحمد نصر : النظام الاقتصادي . ص ٢٣١ ، مطبعة نهضة مصر . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

- علي الدجاني : محاضرات في اقتصاديات الاردن . ص ١٠٣ ، مطبعة لجنة التأليف والترجمة والنشر . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

- Sir J. RUSSELL. — World Population and World food supply, pp. 513, Allen and Unwin, London, 1954.
L. SCHOKAIRE. — L'épargne et l'investissement dans la Pensée Economique Contemporaine, pp. 482 Imp. Univ. du Caire, Le Caire, 1954.
E. B. SCHUMPETER. — History of Economic Analysis, pp. 25, 1260, Allen, London, 1954.

HISTOIRE — تاريخ

- W. POPPER. — History of Egypt 1382-1469 A.D. 2 vols. University of California. Press, Berkeley, 1954.
A. J. P. TAYLOR. — The Struggle for Mastery in Europe. 1848-1918, pp. 16,

- 638, 2 maps, Claredon Press, Oxford, 1954.

- A. J. Toynbee. — A Study of History, 10 vols, Oxford University Press, London, 1954.

QUESTIONS POLITIQUES — مسائل سياسية

- C. BRINTON. — (The Anatomy of revolution, pp. 324, Prentice Hall Inc., N.Y. 1952.
- L. BROMFIELD. — New pattern for a tired world. 26, 294, Cassell and Co., London, 1954.
- A. W. FORD. — The Anglo American Oil dispute of 1951-1952, pp. 12, 348 University of California, Berkeley, 1954.
- H. L. HOSKINS. — The Middle East, problem area in world politics, pp. 311, McMillan, N.Y., 1954.
- J. C. HUREWITZ. — Middle East Dilemma pp. 14, 273, Harper, N.Y. 1953.
- G. F. KENAN. — Realities of American Foreign policy, pp. 119, Oxford Univ. Press, London, 1954.
- J. MARLOWE. — Anglo Egyptian relations 1800-1953, pp. 440, Cassell Press, London, 1954.
- MIDDLE EAST INST. — Nationalism in the Middle East, pp. 68 M.E.I., Washington, 1952.
- M. OAKESHOLL. — Social and Political Doctrine of Contemporary Europe, 8th Printing, pp. 23, 241, Cambridge Univ. Press., N.Y. 1950.
- هانس كبلسون ترجمة على الحمصاني : الديمقراطية ، طبيعتها وقيمتها ، ص ١٤٠ ، مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٢ .
- نجيب الارمنازي : محاضرات عن سوريا من الاحتلال حتى الجلاء . ص ٢٢٢ ، دار الكتاب العربي ، القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
- R. E. OSGOOD. — Ideals and self interest in American foreign relations, pp. 12, 491, Univ. of Chicago Press, Chicago, 1953.
- N. D. PALMER and H. C. PERKINS. — International Relations, pp. IX, 1270, Stevens, London, 1954.
- Dr. RASHED EL BARRAWY. — The Military Coup in Egypt, Analytical Study, pp. 269, Lib. La Renaissance d'Egypte, Cairo, 1952.
- J. P. ROCKE and M. S. STEDMAN Jr. — The Dynamics of Democratic Government, pp. 7, 445, McGrawhill, London, 1954.
- J. STONE. — Legal Controls of International Conflict, pp. IX, 851, Stevens, London, 1954.

DROIT — قانون

- الدكتور محسن شفيق : القانون التجاري المصري . الاوراق التجارية . ص ١٢٩٩ ، مطبعة المعارف . الاسكندرية . سنة ١٩٥٤ .
- ABDALLA EL ERIAN. — Condominium and related situation in International Law, pp. VI, 163, Imp. Uni. du Caire, Cairo, 1952.
- الدكتور صبحي الحمصاني : محاضرات في القانون اللبناني : ص ٧٩ ، دار مصر للطباعة ، القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
- عبد المؤمن الزهيري : فقه المرافعات الضريبية جزء أول : ص ٤٧٨ ، مطبعة السنة المحمدية ، القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

DIVERS — متنوعات

- J. D. BERNAL. — Science in History, pp. 967, Walls and Co., London, 1954.
- Lord ELTON. — General Gordon, pp. 447, Collins, London, 1954.
- E. FRIEDEL. — Cultural History of Modern Age, 3 vols, Vission Press, N.Y., 1953-1954.
- اوستن ميلار تعريف محمد متولى : علم المناخ القسم الاول ، ص ٢٢١ ، مكتبة الانجلو المصرية ، القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
- OLIVIA MANNING. — The Remarkable expedition "The story of Stanley's Rescue" of Emin Pasha from equatorial Africa, pp. 273, Heinemann, London, 1947.

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES EGYPTIENNES ET ETRANGERES

Quatrième Trimestre 1954.

REVUES EGYPTIENNES

الاقتصاد والحاسبة

العدد ٨٤ - القاهرة - أول نوفمبر ١٩٥٤

- عبد الله فكرى أباطة : بعد فرحة الجلاء .
عرض وتعليق
- عبد الله فكرى أباطة : تنظيم النسل بين
مؤيديه ومعارضيه - الاقتصاد المصرى
والعربى فى الصحف الاجنبية .
- وديع فلسطين : فى السياسة الاقتصادية :
طريق الرخاء بعد توقيع اتفاق الجلاء .
- الدكتور عبد الرزاق محمد حسن : لمحة عن
مشاكل العالم العربى الاقتصادية .
- جورج يعقوب : النهوض بالريف ضرورة لنجاح
التنمية الاقتصادية .
- محمد صديق لهيطة : أزمة النقل النهري
فى مصر .
- م . ك . بولاد : برنامج الانهاض الاقتصادى
لجنوب ايطاليا .
- أحمد فريد حسن : من الصحف العالمية -
مكتبة التاجر - فى ركاب العلم - نشاط
البنك الدولى فى البلاد العربية والشرق -
الاقتصاد العالمى . أخبار وأنباء .
- موسى حقى : اتجاهات حديثة فى المحاسبة .
- ت . ا . : الارباح الصافية الخاضعة للضريبة .
- فؤاد محمد شبل : الاتفاقيات التجارية فى
العالم - تقرير عن القطن المصرى - نجاح
سياسة مصر القطنية : تقرير هام عن القطن
فى مصر والعالم - حذق العامل المصرى
والاستثمار الاجنبى فى مصر .

العدد ٨٥ - القاهرة - أول ديسمبر ١٩٥٤

- عبد الله فكرى أباطة : رب ضارة نافعة -
عرض وتعليق - الاقتصاد المصرى والعربى
فى الصحف الاجنبية .
- فى السياسة الاقتصادية
- وديع فلسطين : الاستخدام السلمى للطاقة
الذرية .
- عباس شوقى : التجارة الداخلية والاسعار .
- الدكتور عبد الرزاق حسن : لمحة عن مشاكل
العالم العربى الاقتصادية .
- اقتصاديات الشرق الاوسط : المملكة العربية
السعودية واتفاقية اونايس .
- فؤاد محمد شبل : السياسة التجارية لدول
الكتلة الشرقية - احتفال نادى التجارة
بتكريم الرئيس جمال وزملائه المجاهدين .
- أحمد فريد حسن : من الصحف العالمية -
ركاب العلم - مكتبة التاجر .
- عبد المؤمن الزهيرى : مصلحة الضرائب فى
محكمة الفقه القانونى .
- موسى حقى : تحديد المصروفات والتكاليف
ورقابتها .
- ت . ا . : الارباح الصافية الخاضعة للضريبة .
- محمد حمدي النشار : كيفية تحديد الارباح
الخاضعة لضريبة المهن الحرة .
- م . ك . بولاد : الاقتصاد الاوروبى .
- عباس شوقى : التقدم الاقتصادى فى الهند -
نصرا اتفاق مصر وأمريكا للمساعدة الفنية -
تقرير عن القطن .

النشرة الاقتصادية

المجلد السابع — العدد الثالث — القاهرة ١٩٥٤

- ملاحظات وتعليقات :
 الانوال والافعال .
 الجفاف والاعاصير في برارى أمريكا .
 مزالق الارقام القياسية .
- المقالات الرئيسية :
 تقديرات الميزانية لعام ١٩٥٤/٥٥ .
 الاتفاقات المالية واتفاقات الدفع في مصر .
 صناعة التبغ والسجائر في مصر .
- الشؤون الاقتصادية :
 في مصر :
 حركة النقود والائتمان .
 النقد الاجنبى .
 الرقابة على النقد .
 الذهب .
 الاوراق المالية .
 غلة الاوراق المالية وقيمتها السوقية .
- في السودان :
 التجارة — النقل — الارقام القياسية لنفقات
 المعيشة — المالية العامة — برامج الانشاء
 والتعمير — القطن — التجارة الخارجية .
- في الخارج :
 اتفاق البترول الايرانى
 التمويل الفردى لتنمية الصناعة في الهند .
 تقرير بنك فرنسا لعام ١٩٥٣ .
 تقرير بنك إنجلترا والاستثمارات البريطانية
 في الخارج .
 التقرير الخامس لصندوق النقد الدولي
 عن قيود الصرف .
 القسم الاحصائى

المجلة المصرية للقانون الدولي

المجلد العاشر — القاهرة — ١٩٥٤

- الدكتور حامد سلطان : اعادة النظر في ميثاق
 الامم المتحدة .
 الدكتور بطرس بطرس غالى : الاتفاقات
 الاقليمية الاسيوية .
 الدكتور عز الدين عبد الله : الاسناد الى قانون
 دولة تتمتع فيها الشرائع .
 الدكتور محمد فؤاد ابراهيم : ميزانية هيئة
 الامم المتحدة — الوثائق .

REVUE EGYPTIENNE DE DROIT INTERNATIONAL

Volume N° 10 — LE CAIRE — 1954.

- ADLY ANDRAOS. — De l'intervention dans les affaires intérieures des Etats souverains.
- BION SMYRNIADIS. — La compétence internationale dans la nouvelle législation égyptienne.
- ABDUL HAMID KHALED. — The Question of Morocco before the United Nations.
- ANDRE COCATRE-ZILIGIEN. — Deux études sur le Fédéralisme : I. Des difficultés du Fédéralisme. — II. Les accords de Bonn et de Paris et la Communauté Européenne de Défense.
- Notes et chroniques.
- Jurisprudence.
- Revue des livres.
- Revue des Revues.
- Documents.

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة الثامنة عشرة - العدد ٢١٧ - الاسكندرية - اكتوبر ١٩٥٤

وزير التجارة والصناعة - السياسة الصناعية - تصريحات للدكتور حسن مرعى وزير التجارة والصناعة - اتفاقية الجلاء وملحقاتها وتباني غرفة الاسكندرية وتجارها - العناية الالهية تحرس جمال عبد الناصر - انباء وقرارات وقوانين ومراسيم مختلفة .

يوسف فهمى الجزارلى : انباء اقتصادية من الشرق والغرب - الاسواق التجارية والمالية في شهر سبتمبر سنة ١٩٥٤ (القطن المصرى ، القطن الأمريكى ، الحبوب ، الاوراق المالية) - حركة التخزين بمخازن الاستيداع في شهر سبتمبر سنة ١٩٥٤ - التبادل التجارى .

تحيات وتبريكات عن غرفة الاسكندرية الى غرفة الكاتب بمناسبة عيدها المائة والخمسين .

فؤاد حسن سراج الدين : بحث في تجارة اتحاد جنوب افريقيا الخارجية وخاصة مع مصر - غرفة الاسكندرية في سوق زغرب الدولية ومعرض سالونيك الدولي - حديث للاستاذ على شكرى خميس مدير الغرفة - سوق الجملة للخضروالفاكهة بالاسكندرية .

يوسف فهمى الجزارلى : ألم يحن الوقت ليكون للاسكندرية معرضها الدولي ؟ - السياسة المالية - تصريحات للدكتور عبد المنعم القيسونى وزير المالية - السياسة التجارية - تصريحات للدكتور حسن مرعى

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

18^{me} Année, N° 217 — ALEXANDRIE — Octobre, 1954.

Greetings and Felicitations from the
Alex. C. of C. to the Cape Town
C. of C.

Le commerce extérieur de l'Union

Sud-Africaine, ses relations avec
l'Egypte.

L'Accord Anglo-Egyptien sur l'évacuation et ses annexes.

السنة الثامنة عشرة - العدد ٢١٩ - الاسكندرية - ديسمبر ١٩٥٤

عدد خاص عن

ادارة وتنظيم شئون العمال

من الناحيتين الفنية والتشريعية

تأليف

دكتور زكى بدوى

مصر الصناعية

السنة ٣٠ - العدد ٧ - القاهرة - نوفمبر ١٩٥٤

المالى في موسمى ١٩٥٣/١٩٥٢ ، ١٩٥٣/١٩٥٤ - السوق الخارجية للسودان - السوق العالمية لورق الصحف - صناعة جديدة - الاتفاق المصرى الانجليزى في

الافتتاحية : الكتاب السنوى لاتحاد الصناعات المصرية (١٩٥٣ - ١٩٥٤) .
شهرات الصناعة : صناعة غزل ونسج القطن - حركة الادخار في مصر - محصول السكر

والرسوم بأثر رجعى (حكم لمحكمة النقض)
- أثباء متنوعة .

احصاءات الصناعة المصرية : صناعة غزل ونسج القطن - صناعة غزل ونسج الحرير - صناعة غزل ونسج الصوف - حركة النقد - حركة الدخان والسجائر - النصوص التشريعية التى تهم الصناعة والتى صدرت من اول يوليو سنة ١٩٥٤ الى ١٥ سبتمبر سنة ١٩٥٤ .

خطاب لرئيس اتحاد الصناعات المصرية - اتحاد الصناعات فى مكتب العمل الدولى - التعاون بين اتحاد الصناعات والبنك الصناعى - مشروع قانون بإنشاء صندوق للتأمين وآخر للإدخار للموظفين والعمال الخاضعين لقانون عقد العمل الفردى .

مسائل العمل : (١) الرعاية الطبية فى فتاوى مجلس الدولة وقرارات هيئة التحكيم - (٢) الطعن فى قرارات لجان التحكيم .
شئون الضرائب : عدم جواز فرض الضرائب

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

30^{me} Année, N° 7 — LE CAIRE — Novembre, 1954.

L'Annuaire 1953-54 de la Fédération Egyptienne de l'Industrie.

CHRONIQUE DE L'INDUSTRIE. —

(1) L'Industrie de la Filature et du Tissage du coton; (2) L'Epargne en Egypte; (3) Une nouvelle industrie: les réfrigérateurs électriques; (4) L'accord anglo-égyptien dans un discours du Président de la Fédération; (5) La F.E.D.I. à l'Organisation Internationale du Travail et à la Banque Industrielle; (6) Le marché Soudanais; (7) Le marché mondial du papier journal.

Le projet de loi pour la création de Caisses d'Assurance et d'Epargne pour les employés et ouvriers.

QUESTIONS DU TRAVAIL. — (1) L'assistance médicale aux travailleurs; (2) La requête civile en matière de sentence arbitrale.

QUESTIONS FISCALES. — Jurisprudence en matière de Taxes Municipales.

A travers la Presse Technique.

Expositions et Foires.

Statistiques de l'Industrie: (1) L'Industrie du Coton; (2) L'Industrie de la laine; (3) l'industrie des Tabacs et Cigarettes.

Les actes législatifs intéressant l'industrie du 1er Juillet au 31 Octobre 1954.

السنة ٣٠ - العدد ٨ - القاهرة - ديسمبر ١٩٥٤

احصاءات الصناعة المصرية :

الانتاج الزراعى : مساحة ومحصول القمح والشعير - التقديرات النهائية لبعض المحاصيل الشتوية .

الانتاج الصناعى : انتاج المحفوظات الغذائية واستهلاكها - انتاج البترول الخام والجازولين - انتاج الكحول والنبذ .

الارقام القياسية لاسعار الجملة وتكاليف المعيشة - تجارة مصر الخارجية - بيان احكام اشهار الافلاس .

حركة تكوين شركات مساهمة .

النصوص التشريعية التى تهم الصناعة والتى صدرت من ١٥ سبتمبر الى آخر أكتوبر سنة ١٩٥٤ .
فهرس السنة الثلاثين .

الافتتاحية : ضريبة الدخل والاستثمارات الجديدة .

شهوريات الصناعة : انتاج الاقمشة الصوفية - تشجيع البحث عن البترول فى مصر - صناعة المشروبات الروحية - الزيوت والمشموم فى مراكش - خفض الضرائب على الاموال المستثمرة فى الانتاج فى بلجيكا - النشاط الاقتصادى فى سوريا فى سنة ١٩٥٣ .

مسائل العمل : من قرارات هيئة التحكيم فى منازعات العمل - ساعات العمل لعمال الملاحة الداخلية - من فتاوى مجلس الدولة - الوجبة الغذائية الواجبة لبعض العمال .
شئون الضرائب : امر ادارى فى تقسيط الضرائب - اسواق ومعارض دولية - المطبوعات الفنية .

30^{me} Année, N° 8 — LE CAIRE — Décembre, 1954.

- EDITORIAL.** — L'impôt sur le revenu et les nouveaux investissements.
- CHRONIQUE DE L'INDUSTRIE.** — La production des lainages. Encouragement de la prospection pétrolière en Egypte. L'industrie des boissons alcooliques. Estimation de la récolte mondiale du sucre. L'industrie des corps gras au Maroc. Réduction des impôts sur les investissements en Belgique.
- L'Economie Syrienne en 1953.**
- QUESTIONS DU TRAVAIL.** — Sentence arbitrale : Heures du travail pour les travailleurs de la navigation intérieure. Avis du Conseil d'Etat : le repos obligatoire pour les travailleurs de certaines industries.
- QUESTIONS FISCALES.** — Instructions de l'Administration sur l'échelonnement des impôts.
- A Travers la Presse Technique.**
- Foires et Expositions.**
- STATISTIQUES DE L'INDUSTRIE.** — La production agricole : Superficie cultivée et rendement du blé et de l'orge. Estimation définitive des récoltes hivernales. La production industrielle : L'industrie de la soie. Les conserves alimentaires. Le pétrole brut et la gasoline. L'alcool et le vin. Indice des prix de gros et du coût de la vie. Le Commerce extérieur de l'Egypte. Jugements déclaratifs de faillite. L'épargne.
- Actes Législatifs intéressant l'industrie du 1er au 30 Novembre 1954.**
- Table des matières de la 30^{ème} Année.**

BRITISH CHAMBER OF COMMERCE OF EGYPT JOURNAL

Vol. XL, N° 10—CAIRO—October, 1954.

- A New Era Begins.
- The Anglo-Egyptian Agreement.
- Britain's Vigorous Economy.
- Notes of the Month:
- International Toy Fair at Harrogate.
- The Investors' Chronicle.
- Packaging for all Climates.
- Middle East Interest in Scottish Industries.
- British Share of World Oil Refining.
- B.O.A.C. Has Successful Year.
- The Commercial Motor Show in London.
- Amendment of Customs Duties.
- London Letter.
- Extracts from the Official Journal:
- Egyptian Income Tax Law—Amendment of Regulations.
- Law relating to Accountants and Auditors.
- Law relating to the Investment of Foreign Capital.
- Transport of Tariffed Goods and Products.
- Tarification of Cotton Knitwear.
- New Companies.
- Statistics.
- Market Reports for September/October.
- Egyptian Government Adjudications.
- Electrification on the Farm.
- Stocks and Shares.
- Officers of the Chamber.

Vol. XL, N° 11—CAIRO—November, 1954.

- Goodwill, Vision and Realism.
- The Strengthening of Anglo-Egyptian Trade Relations.
- Notes of the Month:
- English Translation of the Companies' and other Laws.
- Success of the British Trade Fair in Baghdad.

Skimer's Wool Trade Directory of the World.

Taking of Fingerprints by Government Departments.

Colours for Women's Wear.

The National Men's Trade Fair.

Cheap Atomic Electricity.

The Stationery Trade Fair.

Law Relating to the Practice of the Profession of Accountancy and Auditing.

Statistics.

London Letter.

Extracts from the Official Journal:

Law relating to the Manufacture of and Trade in Control Substances.

Amendment of Income Tax Law.

Amendment of Custom Duties on Motor Vehicles. •

What Oil Means to Egypt?

The 1954 Motor Show in London.

Foreign Trade of Egypt.

New Inventions on Processes.

Sales of British Army Equipment.

Market Reports for October/November.

Egyptian Government Adjudications.

Stocks and Shares.

Officers of the Chamber.

List of Members.

Particulars of Membership.

Vol. XL, N° 12—CAIRO—December, 1954.

Agencies.

Egyptian Gazette—The History of the British Trade Mission—Notice to Members.

Higher Output in U.K.

London Letter.

Anglo-Arab Trade Journal.

Statistics.

Arrivals.

Notes of the Month:

F.B.I. Register 1955.

Third British Plastics Exhibition and Convention.

Year Book of Egyptian Federation of Industry 1953-1954.

New Suez Canal Scheme.

Peak Production in U.K.

Cotton Imports Nearly Doubled.

U.K. Firms for the Canal Base Area.

Cheapest car in the World.

Misr Airways Pilots at Viscount School.

Potato Harvester now has Caterpillar Tracks.

Foreign Trade of Egypt.

Market Reports for Nov./Dec.:

Cotton.

Tea.

Textiles.

New Companies.

Stocks and Shares.

Egyptian Government Adjudications.

Amendments to Laws:

Law relating to the Practice of the Profession of Accountancy and Auditing.

Law relating to the Import of Used Machinery and Tools.

Index for 1954.

Officers of the Chamber.

Particulars of Membership.

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE EN EGYPTE

N° 32 — LE CAIRE — Octobre, 1954.

Chronique de la Chambre.
SUISSE-EGYPTE:

Facilités pour l'importation de certains produits suisses en Egypte.

Protocole additionnel à l'Accord des paiements égypto-suisses.

EGYPTE:

Rapport sur le développement de la situation cotonnière du 1er Juillet au 30 Septembre 1954.

Le renouveau de l'industrie du pétrole en Egypte.

Le commerce extérieur de l'Egypte.

Nombres-indices des prix de gros et du coût de la vie.

Recettes douanières et droits d'accises.

Nouvelles économiques et diverses.

SUISSE:

Aperçu de la situation économique de la Suisse vue par l'U.B.S.

Nouvelles économiques et diverses.

Statistiques économiques suisses.

Cote des changes et billets de banque.

Calendrier des foires et expositions.

Mises en relations.

Liste des publications et revues.

Liste des Membres de la Chambre.

Index des annonceurs.

Membres Fondateurs et Donateurs.

Annonces et Publicité.

BULLETIN DE L'INSTITUT DU DESERT D'EGYPTE

Tome III, N° 1 — HELIOPOLIS — Janvier, 1953.

A. M. MIGAHED et A. A. ABDEL RAHMAN. — Studies in the Water Economy of Egyptian Desert Plants.

I.—Desert Climate and its Relation to Vegetation.

II.—Soil Water Conditions and their Relation to Vegetation.

III.—Observations on the Drought Resistance of Desert Plants.

A. A. ABDEL RAHMAN.—Studies in the Water Economy of Egyptian Desert Plants.

IV.—Establishment and Competition.

M. M. SHUKRI.—The Mineralogy of Egyptian Sediments.

A. SHATA.—New Light on the Structural Developments of the Western Desert of Egypt.

KAMAL WASSIF.—On a Collection of Mammals from Northern Sinai.

W. E. JENNINGS-BRAMLY. — The Bedouins of the Western Desert.

Y. SHOWKI MOUSTAFA.—A preliminary Note on Some Research Problems of the Faun Fossil Vertebrates.

O. M. MYRES.—Improvement of Pasturage in "Semi-Steppe Desert" and "Semi-Desert".

B. HELLSTROM. — Note on the Ground Water Supply of North-Eastern Sinai.

M. METWALLY.—Physiographic Features of the Libyan Desert.

BULLETIN DE LEGISLATION ET DE JURISPRUDENCE EGYPTIENNES

5^{me} Année, N° 8 — ALEXANDRIE — 1954.

C. TALIADOROS. — Le contrôle de la légalité des actes administratifs au moyen de recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat égyptien (suite).

Législation (Juillet 1954).

Cour de Cassation.

Cours d'Appel et autres juridictions.

5^{me} Année, N° 9 — ALEXANDRIE — 1954.

- C. TALIADOROS. — Le contrôle de la légalité des actes administratifs au moyen de recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat égyptien (suite).
Législation (Août 1954).
Cour de Cassation.
Cours d'Appel et autres Juridictions.

5^{me} Année, N° 10 — ALEXANDRIE — 1954.

- C. TALIADOROS. — Le contrôle de la légalité des actes administratifs au moyen de recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat égyptien (suite).
Législation (Septembre 1954).
Cours d'Appel et autres Juridictions.
Conseil d'Etat.

5^{me} Année, N° 11 — ALEXANDRIE — 1954.

- C. TALIADOROS. — Le contrôle de la légalité des actes administratifs du moyen de recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat égyptien (Doctrine).
Législation (Octobre 1954).
Cour de Cassation.
Cours d'Appel et autres juridictions.

5^{me} Année, N° 12 — ALEXANDRIE — 1954.

- Législation, Novembre 1954.
Doctrines.
Table annuelle de la Législation.
Table annuelle des arrêts de la Cour
de Cassation et des Cours d'Appel et des jugements des autres juridictions.
Table annuelle des Arrêts du Conseil d'Etat.

ECONOMIC BULLETIN

Vol. VII, N° 3—CAIRO, 1954.

NOTES AND COMMENTS:

- Words and Deeds.
The Dustbowl has Returned.
On the Pitfalls of Indexing.

LEADING ARTICLES:

- The 1954/1955 Budget Estimates.
Egypt's Financial and Payments Agreements.
The Tobacco and Cigarette Industry of Egypt.

ECONOMIC REVIEW.

Egypt:

- Money and Credit.
Foreign Exchange.
Exchange Control Regulations.
Gold.
Stock Exchange.
Yields and Market Valuations.
Cotton.

Agriculture.

- Foreign Trade January/June 1954.
Investment of Foreign Capital in Egypt.

Sudan:

- Trade. Transport. Cost of Living Indices. Public Finance. Development. Budget. Cotton. Foreign Trade.

Foreign:

- Agreement on Iranian Oil.
Developing Private Finance for Indian Industry.
Banque de France Report, 1953.
Bank of England Report, 1953, and U.K. Overseas Investments, 1952.
I.M.F. Fifth Report on Exchange Restrictions.
Statistical Section.

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

Volume N° 23—ALEXANDRIA—Sept./October, 1954.

- | | |
|--|---|
| Cotton by The Economist Intelligence Unit—London. | The Italian Cotton Industry and Trade with Egypt. |
| C. H. BROWN, B.Sc. — American Cotton in Egypt. | WILHELM F. KOHLER. — The Cotton textile industry of Western Germany. |
| BURT JOHNSON. — The Production and Marketing Division of the National Cotton Council of America. | BASIL G. CHRISTIDIS. — Cotton Production in Greece. |
| R. G. MACWILLIAM. — Caution in Lancashire. | A Delegation of the Liverpool Cotton Association visits Egypt. |
| Barcelona Meeting of the International Committee of Cotton and Allied Textile Industries. | Cotton Banquet. |
| GIORGIO CASONI. — L'Industria Cotoniera Italiana e gli scambi con l'Egitto. | R. DABBOUS. — The Statistical Position of Egyptian Cotton at 31st August 1954 and Prospective Supplies for 1954/1955. |
| | Statistical Tables. |

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

7^{me} Année, N° 49 — ALEXANDRIE — Septembre, 1954.

Jurisprudence Egyptienne.
Législation (mois de Juillet 1954).
Chroniques.

7^{me} Année, N° 50 — ALEXANDRIE — Octobre, 1954.

Doctrines.
Jurisprudence.

Législation.
Chroniques.

REVUES ETRANGERES

APPLIED STATISTICS

Vol. III, N° 3—LONDON—November, 1954.

NORMAN T. J. BAILEY. — Queueing for Medical Care.

CYRIL DEVENPORT HUGHES. — Accuracy in Statistics.

GARETH HORSNELL. — The Determination of Single-Sample Schemes for Percentage Defectives.

ADRIAN GARTH ARBOUS and HERBERT SIMON SICHEL. — The Use of Estimates of Absence-Probabilities for Guiding Executive Action.

CONRAD E. V. LESER. — Production Functions for the British Industrial Economy.

PHILIP LYLE. — The Construction of Monograms for Use in Statistics. Part II.—The Graphical Analysis of the Results of a Factorial Experiment.

Letters to the Editor: The Teaching of Statistics in Schools. The Construction of Price Index Numbers.

Notes and Comments.

Industrial Application, Section of the Royal Statistical Society. List and Reports of Meetings.

Study Section of the Royal Statistical Society: List and Reports of Meetings.

Book Reviews.

THE BANKER

Vol. CIII, N° 345—LONDON—October, 1954.

A Banker's Diary.

How Large a Reserve?

Is Industry Investing Enough?

What Pattern for Money Rates? II.—Anomalies that Impede Flexibility.

Child's Bank, Fleet Street, London.

J. O. N. PERKINS. — Monetary Policy in the Dominions.

MARGARET RIX. — How Important are Large Companies.

J. S. G. WILSON. — Central Banking Control in South Africa.

T. J. SOPHIAN. — Housing Repairs and Rents.

American Review.

International Banking Review.

Appointments and Retirements.

Banking Statistics.

Vol. CIII, N° 346—LONDON—November, 1954.

A Banker's Diary.

Knife-Edge Equilibrium.

Flexible Money and Full Employment.

Britain and a Code for World Trade.

GEORGE SOLOVEYITCHIK. — How Sound is German Recovery?

Barclays Bank, Kew Green.

VICTOR MORGAN. — First Principles on Wages.

J. S. G. WILSON. — Post-War Banking in the Netherlands—I.

D. S. LEES. — Growth of the National Debt Office.

American Review.

International Banking Review.

Appointments and Retirements.

Banking Statistics.

Vol. CIII, N° 347—LONDON—December, 1954.

A Banker's Diary.
Fairer Winds from America.
How Have Personal Savings Risen?
Getting Rid of Endorsements. A
Further Proposal by Mr. Papworth.
GRAHAM HUTTON. — Investing in
Invention.
J. S. G. WILSON. — Post-War Bank-
ing in the Netherlands: II.—The
Central Bank and Credit Control.

Commonwealth Bank of Australia,
Old Jewry.
Highlights of Year's New Books.
International Banking Review.
Publications Received.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.
Index for July-December.

BULLETIN INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES

Vol. VI, N° 3 — PARIS — 1954.

Première Partie

Motivations et Stimulations Economi-
ques dans les pays insuffisamment
développés.

Deuxième Partie

L'organisation dans le domaine des
sciences sociales.

Chroniques et Informations:

- I. — L'organisation dans les scien-
ces sociales.
- II. — Revue des périodiques et
chroniques bibliographiques.
- III. — Informations diverses.
- IV. — Tribune libre.

DROIT SOCIAL

17^{me} Année, N° 8 — PARIS — Septembre, 1954.

Première Partie:

Organisation Professionnelle.

JEAN ILIOVICI. — Où en est la
coordination des services sociaux?
ALFRED SAUVY. — La situation éco-
nomique.

Deuxième Partie: Travail

PAUL DURAND. — Un remarquable
exemple de stabilité de l'emploi: la
Législation Fédérale des Etats-Unis
du Brésil.

Les recours en indemnité contre
l'Etat à l'occasion des arrêtés mi-
nistériels imposant illégalement des
charges sociales aux entreprises.

G. LEVASSEUR. — Chronique de ju-
risprudence en matière sociale.

Jurisprudence récente en matière
sociale.

PIERRE LASSEGUE. — La situation
sociale.

Troisième Partie: Sécurité Sociale et
Prestations Familiales.

ALEXANDRE DIOR. — L'action en
remboursement des prestations par
l'employeur en retard de ses cotisa-
tions.

O. LAMBEAUX. — Les recours con-
tentieux des directeurs régionaux
de la sécurité sociale.

Mme THEVENET. — Le nouveau ré-
gime des allocations de chômage.

La tutelle administrative des orga-
nismes de sécurité sociale.

La mosaïque des régimes spéciaux de
sécurité sociale.

Jurisprudence récente en matière de
sécurité sociale.

De nos lecteurs.

17^{me} Année, N° 10 — PARIS — Novembre, 1954.

Première Partie :

Organisation Professionnelle.

L'exercice du pouvoir disciplinaire de l'ordre à l'égard des médecins qui prêtent leur concours aux Sociétés de secours mutuels.

J. M. — Chronique de Jurisprudence du Conseil d'Etat en matière d'organisation professionnelle.

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

Deuxième Partie : Travail

D. ROSENTHAL. — L'évolution des Bourses du travail.

L'incompétence de la Cour supérieure d'arbitrage à l'égard des décisions de la Commission des litiges des journalistes.

G. LEVASSEUR. — Chronique de jurisprudence en matière sociale.

J. M. — Chronique de jurisprudence du Conseil d'Etat sur les questions du travail.

Jurisprudence récente en matière sociale.

PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

Troisième Partie :

Sécurité Sociale et prestations

Familiales

ANDRE LA PORTE. — Les bureaux d'aide sociale.

A. G. — La loi du 20 mars 1954 et l'assiette des cotisations de sécurité sociale.

A. DE CAMBOURG. — La procédure gracieuse préalable dans les contestations de la sécurité sociale.

J. CHAMARET. — L'action récursoire en remboursement par les employeurs des prestations servies à leurs salariés dans le régime agricole.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

J. M. — Chronique de jurisprudence du Conseil d'Etat en matière de sécurité sociale.

Bibliographie.

17^{me} Année, N° 11 — PARIS — Décembre, 1954.

M. MICHEL MASSENET. — De la relance de l'économie à la réforme des structures.

Première Partie :

Organisation Professionnelle

Le sort des établissements professionnels créés par les comités d'organisation ou par les offices professionnels (Arrêt).

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

Deuxième Partie : Travail

P. J. S. SERRARENS. — La construction sociale de l'Europe.

P. D. — La constitution des comités d'entreprises dans les services publics de caractère industriel ou commercial.

Jurisprudence récente en matière sociale.

Bibliographie.

Troisième Partie :

Sécurité Sociale et Prestations

Familiales

Les honoraires hospitaliers.

La répartition des cotisations et des prestations en fonction des salaires.

G. LEVASSEUR. — Chronique de jurisprudence en matière de sécurité sociale.

La situation des centres d'enseignement ménager au regard de la législation de sécurité sociale (Arrêt).

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

ECONOMETRICA

Vol. 22, N° 4—CHICAGO—October, 1954.

- RAGNAR FRISCH. — Some Basic Principles of Price of Living Measurements (A Survey Article).
- HERMAN CHERNOFF. — Rational Selection of Decision Functions.
- J. A. C. BROWN. — The Consumption of Food in Relation to Household Composition and Income.
- W. DUANE EVANS. — The Effect of Structural Matrix Errors on Inter-industry Relations Estimates.
- KENNETH J. ARROW. — Import Substitution in Leontief Models.
- JOHN F. MUTH. — A Note on Balanced Growth.
- DANIEL B. SUITS. — Dynamic Growth under Diminishing Returns to Scale.
- HANS P. NEISSER. — Balanced Growth under Constant Returns to Scale: Some Comments.
- ROBERT M. SLOW and PAUL A. SAMUELSON. — A Brief Comment.
- RAGNAR FRISCH. — Linear Expenditure Functions (An Expository Article).
- Report on the Kingston Meeting.
- Report of the Washington Meeting.
- Book Reviews.
- Announcements and Notes.

ECONOMIA INTERNAZIONALE

Vol. VII, N° 3 — GENOVA — Agosto, 1954.

- H. W. ARNDT. — A suggestion for simplifying the Theory of International Capital Movements.
- A. GARINO CANINA. — Problèmes monétaires internationaux d'aujourd'hui et de demain.
- S. C. TSIANG. — The Economics of Foreign Exchange Retention Schemes. (I) Partial Devaluation Aspect.
- J. WEMEL SFELDER. — Some Problems Connected with the Establishment of a Common Market in Schuman Europe.
- V. CAO-PINNA. — Le discussioni di Varenna sulla teoria della 'input-output analysis'.
- F. MEISSNER. — L'unione doganale scandinava.
- W. ROBERTSON. — L'area della sterlina e l'Unione Europea dei Pagamenti.
- Bollettino Bibliografico ed Emerografico di Economia Internazionale.
- Segnalazioni Bibliografiche.
- Segnalazioni Emerografiche.
- Regesti Emerografici.

Vol. VII, N° 4 — GENOVA — Novembre, 1954.

- E. LINDAHL. — Sul sistema economico del Keynes.
- A. SERPIERI. — La riforma agraria in Italia.
- G. L. S. SHACKLE. — The Complex Nature of Time as a Concept in Economics.
- P. SYLOS-LABINI. — Monopoli, ristagno economico e politica keynesiana.
- S. C. TSIANG. — The Economics of Foreign Exchange Retention Schemes. (II) Broken Gross Rates Aspect and the Induced Commodity Arbitrage.
- V. TRAVAGLINI. — L'insegnamento delle discipline economiche nelle Facoltà di Economia e Commercio.
- MERCATOR. — East-West Trade: Prospects and Limitations.
- Bollettino Bibliografico ed Emerografico di Economia Internazionale.
- Segnalazioni Bibliografiche.
- Segnalazioni Emerografiche.
- Regesti Emerografici.

THE ECONOMIC JOURNAL

Vol. LXIV, N° 256—LONDON—December, 1954.

- Sir DENNIS ROBERTSON. — Utility and all what ?
- D. K. BURDETT. — Social Accounting in Relation to Economic Theory.
- M. FREIDMAN. — The reduction of fluctuations in the Incomes of primary producers: A Critical Comment.
- P. T. BAUER and F. W. PAISH. — The reduction of fluctuations in the Incomes of Primary producers further considered.
- B. M. NICULESCU. — Fluctuations in incomes of primary producers: Further Comment.
- R. NURKSE. — The problem of International investment today in the light of nineteenth-Century experience.
- R. L. MARRIS. — The position of Economics and Economists in the Government Machine.
- M. R. FISHER. — Statistical Interference in Dynamic Models.
- Reviews.
- Notes and Memoranda.
- Recent Periodicals and New Books.

ECONOMICA

34th Year, Vol. XXI, N° 84—LONDON—November, 1954.

- F. W. PAISH and A. T. PEACOCK. — Economics of Dependence (1952-82).
- RALPH TURVEY. — Consistency and Consolidation in the Theory of Interest.
- A. MADDISON. — Industrial Productivity Growth in Europe and in the U.S.
- G. S. L. TUCKER. — The Origin of Ricardo's Theory of Profits.
- E. VICTOR MORGAN and G. L. REES. — Non-Traded Goods and International Factor Price Equalisation.
- Book Reviews.

ECONOMIE APPLIQUEE

Tome VII, N° 3 — PARIS — Juillet-Septembre, 1954.

- RAGNAR FRISCH. — La théorie de l'avantage collectif et les régions de Pareto
- CH. P. KINDLEBERGER. — Anciens et nouveaux produits en commerce international.
- MAURICE DOBB. — Note sur "le degré d'intensité capitaliste" des investissements dans les pays sous-développés.
- D. B. J. SCHOUTEN et J. LIPS. — La comptabilité sociale et les modèles de politique.
- EMILE KUNG. — Qu'appelle-t-on convertibilité.

ETUDES ET CONJONCTURE

9^{me} Année, N° 10 — PARIS — Octobre, 1954.

- Les traits généraux de la conjoncture Mondiale au cours du premier semestre 1954.
- Le niveau de vie en France et dans le monde: Quelques éléments de comparaison.
- Evaluation des recettes de l'Agriculture en France pour la Campagne 1953-1954.
- L'Evolution des revenus agricoles en France depuis l'Avant-Guerre.

La structure du Vignoble des Bouches-du-Rhône.

Le crédit à la consommation au Royaume-Uni.

9^{me} Année, N° 11 — PARIS — Novembre, 1954.

Quelques aspects de l'évolution des populations actives dans les pays d'Europe Occidentale.

ce avec l'étranger et remarques sur cette évolution de 1949 à 1953.

Les moyens d'observer l'évolution des prix dans les Echanges de la France

Le Commerce Extérieur du Canada en 1933 et de 1951 à 1953.

9^{me} Année, N° 12 — PARIS — Décembre, 1954.

Le revenu de l'Agriculture en France en 1953-1954.

(d'après les enquêtes auprès des hôteliers).

L'Accélération du Rythme de la Construction de Logements et son Incidence sur les principaux Facteurs de production.

Résultats Statistiques sur le Tourisme Etranger en 1953.

Quelques Aspects de l'Activité Touristique en France.

Tourisme Français et Etranger en France pendant l'année 1953.

Le mouvement des affaires dans l'hôtellerie au cours de l'été 1954 et Perspectives pour la saison d'hiver

Vues sur l'Economie des Zones du Vietnam.

Le Crédit à la Consommation au Canada.

Table des Matières des articles parus en 1954.

FOREIGN AFFAIRS

Vol. 33, N° 1—NEW YORK—October, 1954.

Sir ROGER MAKINS. — The World Since the War: The Third Phase.

C. M. CHANG. — Five Years of Communist Rule in China.

HAMILTON FISH ARMSTRONG : Postscript to E.D.C.

FRANÇOIS GOGUEL. — Political Instability in France.

HENRY M. WRISTON. — Young Men and the Foreign Service.

Lord COLERAIN. — Britain and America: The Need for Compromise.

Air Marshal Sir JOHN SLESSOR : Air Power and World Strategy.

Don PERETZ. — The Arab Refugee Dilemma.

CHESTER BOWLES. — A Fresh Look at Free Asia

RUSSEL H. FIFIELD. — The Challenge to Magsaysay.

EDWIN F. STANTON. — Spotlight on Thailand.

HENRY L. ROBERTS. — Recent Books on International Relations.

RUTH FISCHER. — Ho Chi Minh: Disciplined Communist.

RUTH SAVORD. — Source Material.

INTERNATIONAL CONCILIATION

N° 500 — NEW YORK — November, 1954.

GUY WINT. — South Asia: Unity and disunity.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION

Vol. 49, N° 267—WASHINGTON—September, 1954.

HAROLD BARGER and LAWRENCE KLEIN. — A quarterly Model for the U.S. Economy.

STUART A. RICE. — Coordinating the U.S. Statistical System.

G. WARREN NUTTER. — Growth by Merger.

HERBERT A. SIMON. — Spurious Correlation: A Causal Interpretation.

HELEN R. WHITE. — Empirical Study on the Accuracy of Selected Methods of Projecting State Populations.

ROBERT J. MYRES. — Interpreting Mortality after Retirement.

S. S. ZARKOVIC. — Sampling Control of Literacy Data.

LESLIE KISH and JOHN B. LANSING — Response Errors in Estimating Value of Homes.

A. R. SEN, R. L. ANDERSON and A. L. FINKNER. — Comparison of Stratified Two-stage Sampling Systems.

ALLAN BIRNBAUM. — Combining Independent Tests of Significance.

A. M. FREUDENTHAL and J. GUMBEL. — Minimum Life in Fatigue.

CLIFFORD HILDRETH. — Point Estimates of Ordinates of Concave Functions.

MAURICE H. BELZ and ROBERT HOOKE. — Approximate Distribution of the Range in the Neighborhood of Low percentage points.

E. P. KING. — Optimum Grouping in One-criterion Variance Components Analysis.

Statistical Abstracts.

Book Reviews.

Publications Received.

Random Digits.

Vol. 49, N° 268—WASHINGTON—December, 1954.

WALTER F. WILLCOX. — Methods of Apportioning Seats in the House of Representatives.

DOROTHY S. BRADY. — The Kinsey Report on Females.

JOHN W. TUKEY. — Unsolved Problems of Experimental Statistics.

LEO A. GOODMAN and WILLIAM H. KRUSKAL. — Measures of Association for Gross Classifications.

T. W. ANDERSON and D. A. DARLING. — A Test of Goodness of Fit.

DAVID S. STOLLER. — Univariate Two-Population Distribution-Free Discrimination.

HERMAN CHERNOFF and GERALD J. LIBERMAN. — Use of Normal Probability Paper.

PAUL MEIER. ... Analysis of Simple Lattice Designs with Unequal Sets of Replications.

W. EDWARDS DEMING. — On the Presentation of the Results of Sample Surveys as Legal Evidence.

ROBERT J. MYERS. — Accuracy of Age Reporting in the 1950 United States Census.

NEDRA B. BELLOC. — Validation of Morbidity Survey Data by Comparison with Hospital Records.

K. S. LOMAX. — Business Failures: Another Example of the Analysis of Failure Data.

LLOYD SAVILLE. — Cyclical Fluctuations in Foundry Activity.

WALTER L. DEEMER, Jr. — Cargo Loss in Ferrying Operations.

EDWIN G. OLDS. — The Experimental Approach in the Teaching of Statistics.

IRVING W. BURR. — Use of Experiments in Teaching Engineering Statistics.

Errata.

Statistical Abstracts.

Book Reviews.

Random Digits.

Index to Volume 49, 1954.

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

Vol. LXII, N° 5—CHICAGO—October, 1954.

- KLAUS KNORR. — Market Instability and United States Policy.
 LLOYD SAVILLE. — Earnings of Skilled and Unskilled workers in New England and the South.
 JOSEPH J. SPENGLER. — Richard Cantillon: First of the Moderns, II.
 IRWIN L. HERNSTADT. — The Reaction of Three Local Unions to Economic Adversity.
 WARREN L. SMITH. — Professor Gurley on Fiscal Policy in a Growing Economy.
 JOHN G. GURLEY. — A Reply.
 Book Reviews.
 Books Received.

Vol. LXII, N° 6—CHICAGO—December, 1954.

- EMILE GRUNBERG and FRANCO MODIGLIANI. — The Predictability of Social Events.
 EDWARD MARCUS. — Countercyclical Weapons for the Open Economy.
 EARL O. HEADY and SCHALK DU TOIT. — Marginal Resource Productivity for Agriculture in Selected Areas of South Africa and the United States.
 EUGENE M. LERNER. — The Monetary and Fiscal Programs of the Confederate Government, 1861-65.
 STEFAN VALAVANIS-VAIL. — Leontief's Scarce Factor Paradox.
 A. W. COATS. — The Influence of Veblen's Methodology.
 LAZAR VOLIN. — Correction.
 Book Reviews.
 Books Received.

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

Vol. 117, Part 4—LONDON—1954.

- J. DURBIN and A. STUART. — Call-backs and Clustering in sample Surveys: An Experimental Study.
 H. SILCOCK. — The Phenomenon of Labour Turnover.
 P. H. KARMEI. — The Relations Between Chained Indexes of Input: Gross Output and Net Output.
 H. M. FINUCAN. — The Mode of a Grouped Distribution.
 First International Conference of National Committees on Vital and Health Statistics.
 Annual Report of the Council.
 Proceedings of the One Hundred and Twentieth Annual General Meeting.
 Reviews of Books.
 OBITUARY: Sir Henry Clay. A. M. Southall.
 Statistical and Current Notes. Additions to Library, Periodical Returns.

THE MIDDLE EAST JOURNAL

Vol. 8, N° 4—WASHINGTON—Autumn, 1954.

- NIAZI BERKES. — Ziya Gokalp: His Contribution to Turkish Nationalism.
 JENNY NASMYTH. — Israel's Distorted Economy.
 DON PERETZ. — Problems of Arab Refugee Compensation.
 F. S. VIDAL. — Date Culture in the Oasis of al-Hasa.
 JOHN J. HONIGMAN. — Relocation of a Punjab Pakistan Community.

Developments of the Quarter: Comment and Chronology.
 Document: Anglo-Egyptian Agreement Regarding the Suez Canal Base (July 27, 1954).

Book Reviews.
 Bibliography of Periodical Literature.
 Reader's Commentary.
 Index to Volume VIII.

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

Vol. LXVIII, N° 4—CAMBRIDGE (Massachusetts)

November, 1954.

LOUIS BAUDIN. — Irrationality in Economics.
 NICHOLAS GEORGESCU-ROEGEN. — Choice, Expectations and Measurability.
 CLARK KERR. — The Trade Union Movement and the Redistribution of Power in Postwar Germany.
 ALEXANDER HENDERSON. — The Theory of Duopoly.
 JAMES BASTER. — Recent Literature on the Economic Development of Backward Areas.

T. M. WHITIN and M. H. PESTON. — Random Variations, Risk, Ignorance and Indeterminacy.

Notes and Discussions:

D. HAMBERG. — Full Capacity Vs. Full Employment Growth: Some Further Remarks.

THOMAS NIXON CARVER. — A Synthetic Theory of Interest.

Recent Publications.

REVUE CRITIQUE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

XLIII, N° 2 — PARIS — Avril-Juin, 1954.

PIERRE LAMPUE. — Les conflits de lois interrégionaux et interpersonnels dans le système juridique français.
 PH. FRANCESCAKIS. — Le divorce d'époux de nationalité différente. Après l'arrêt Rivière.

Jurisprudence.

Documentation.

Bibliographie.

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

64^{em} Année, N° 6 — PARIS — Novembre-Décembre, 1954.

D. J. DELIVANIS. — Les buts de la politique monétaire depuis la suspension de l'étalon-or.
 DANIEL VILLEY. — L'économie de marché devant la pensée catholique.
 JEAN MOULY. — De la firme et de ses comportements.
 CH. RIST. — Nécrologie: Paul Reboud 1864 à 1954).

RENE BERTRAND. — A propos de la comptabilité nationale: le principe de la conservation des flux est-il incontestable?

PIERRE MAILLET. — La conservation des flux, validité comptable et signification économique.

Revue des livres.

Table des matières (année 1954).

REVUE ECONOMIQUE

Vol. V, N° 6 — PARIS — Novembre, 1954.

Avant propos.

JEAN LHOMME. — Matériaux pour une théorie de la structure économique et sociale.

JOHAN AKERMAN. — L'aspect structurel.

MANLIO RESTA. — Sur la théorie de la structure économique.

ANDRE MARCHAL. — Prise de conscience, structure et concept de période.

MAURICE FLAMANT. — Structure économique et périodes longues.

L. A. VINCENT. — La situation économique.

HENRI BARTOLI. — Chronique de la pensée économique en Italie.

Notes bibliographiques.

Liste des ouvrages reçus.

Table générale de 1954.

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Vol. IV, N° 4 — PARIS — Octobre-Décembre, 1954.

Le travail Parlementaire en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Suisse.

FRANÇOIS GOGUEL. — Les méthodes du travail parlementaire.

P. H. COEYTAUX. — L'organisation et les méthodes du travail parlementaire en Suisse.

M. S. STEDMAN Jr. — Le travail du Congrès.

DOROTHY PICKLES. — Le travail parlementaire en Grande-Bretagne.

GEORGES GALICHON. — Aspects de la procédure législative en France.

FRANÇOIS GOGUEL. — La procédure italienne de vote des lois par les commissions.

Compte rendu de la Table Ronde sur le travail parlementaire.

PAUL MARIE GAUDEMET. — En marge de la réforme de la Fonction publique.

LOUIS R. FRANCK. — Le capitalisme américain vu par le professeur Galbraith.

Notes Bibliographiques.

Informations Bibliographiques.

Bibliographie internationale de science politique.

REVUE GENERALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

58^{me} Année, N° 3 — PARIS — Juillet-Septembre, 1954.

CH. ROUSSEAU. — Les frontières de la France.

ELI NATHAN. — Le traité Israélo-allemand du 10 septembre 1952.

J. ROCHE. — La souveraineté dans les territoires sous tutelle.

P. A. LALIVE. — L'affaire de l'or monétaire albanais.

Revue des Revues.

Bibliographie.

Prix institués par James Brown Scott.

Dotation Carnégie pour la paix internationale.

REVUE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

Vol. 21, N° 3 — LA HAYE — 1953.

S. A. RICE. — The Twenty-eighth session, Rome, September 6-12, 1953.

M. G. KENDAL and R. M. SUND-RUM. — Distribution-free methods and order properties.

L. HENRY. — Fondements théoriques des mesures de la fécondité naturelle.

Communications sur l'organisation et l'administration Statistiques.

Bibliographie statistique internationale.

Sociétés de Statistique.

Nouvelles statistiques.

Avis aux membres.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

6^{me} Année, N° 3 — PARIS — Juillet-Septembre, 1954.

LOUIS MILLOT. — La pensée juridique de l'Islam.

ANIBAL LUIS BARBAGELATA. — Caractéristiques générales de l'organisation constitutionnelle de l'Uruguay.

SAMUEL C. COLEMAN. — L'organisation judiciaire des Etats-Unis d'Amérique et plus particulièrement la juridiction de la Cour Suprême des Etats-Unis d'Amérique.

IMRE ZAJTAY. — Le droit du mariage dans le Nouveau Code hongrois de la famille.

L. NEVILLE BROWN. — La réforme de la dévolution légale en droit anglais.

Actualités et informations.

Bulletin de la Société de Législation Comparée.

Bibliographie.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. LXX, N° 2 — GENEVE — Août, 1954.

JOHN LLOYD. — L'édification d'un Etat social en Birmanie.

H. G. NIPPERDEY. — L'évolution du droit du travail dans la République fédérale d'Allemagne depuis 1945. II.

M. THUDICHUM. — Les stagiaires ouvriers: Une forme de l'assistance technique.

Rapports et Enquêtes

Le chômage dans le monde.

L'évolution récente des prix à la consommation.

Bibliographie

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Erratum.

Vol. LXX, N°s 3-4 — GENEVE — Septembre-Octobre, 1954.

Léon Jouhaux, 1879-1954.

La trente-Septième session de la Conférence Internationale du travail, Genève, 1954.

L'amélioration des rapports humains dans l'entreprise.

ATTILIO OBLATH. — Le problème des excédents de main-d'oeuvre en Europe.

V. L. GOSWAMI. — L'œuvre de la Fondation Ford dans l'Inde.

Rapports et Enquêtes

GREGOIRE FRUMKIN. — L'enseignement professionnel des Juifs. exemple d'assistance technique privée.

L'enquête du Commonwealth et des Etats sur l'apprentissage en Australie.

Bibliographie

Publications du B.I.T.

Autres publications.

Erratum.

Vol. LXX, N° 5 — GENEVE — Novembre, 1954.

J. A. HALLSWORTH. — La liberté syndicale et les relations professionnelles dans les pays du Proche et du Moyen-Orient.

JAMES A. MORRIS. — La régularisation de l'emploi dans la sidérurgie. L'évolution des industries chimiques et la qualification de leur personnel.

que et les niveaux de vie. Réponses à l'article de M. S. Chandrasekhar.

S. DE LESTAPIS. — I. La population, les niveaux de vie et l'avènement de la responsabilité.

ALBERT NEVETT. — II. Accroissement démographique et niveaux de vie.

Rapports et Enquêtes

La deuxième session de la Commission d'experts pour le travail des autochtones.

L'accroissement démographique, le développement social et économique

Bibliographie

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations inter-gouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXX, N° 6 — GENEVE — Décembre, 1954.

JEFF RENS. — Choses et gens de la mine.

La composition du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

J. A. HALLSWORTH. — La liberté syndicale et les relations professionnelles dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. II.

Rapports et Enquêtes

Conditions du travail de la main-d'œuvre féminine en Asie.

Bibliographie

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations Intergouvernementales.

Autres publications.

Volume LXX: Table des matières.

جداول إحصائية

STATISTICAL TABLES

ايرادات الدولة ومصروفاتها الفعلية

BUDGETARY REVENUE AND EXPENDITURE

(L.E. 000's)

(بالآلاف الجنيهات)

FINANCIAL YEAR*	الإيرادات REVENUE	المصروفات EXPEN- DITURE	الفائض + أو العجز - SURPLUS + DEFICIT -	السنة المالية (*)
1938-1939	44207	47889	- 3682	١٩٣٩ - ١٩٣٨
1939-1940	46080	48639	- 2559	١٩٤٠ - ١٩٣٩
1940-1941	43677	42559	+ 1118	١٩٤١ - ١٩٤٠
1941-1942	56336	46062	+ 10274	١٩٤٢ - ١٩٤١
1942-1943	67141	56553	+ 10588	١٩٤٣ - ١٩٤٢
1943-1944	77774	71938	+ 5836	١٩٤٤ - ١٩٤٣
1944-1945	87731	82097	+ 5634	١٩٤٥ - ١٩٤٤
1945-1946	103500	95304	+ 8196	١٩٤٦ - ١٩٤٥
1946-1947	112793	102492	+ 10301	١٩٤٧ - ١٩٤٦
1947-1948	101495	94548	+ 6948	١٩٤٨ - ١٩٤٧
1948-1949	170476	157695	+ 12781	١٩٤٩ - ١٩٤٨
1949-1950	173593	163809	+ 9784	١٩٥٠ - ١٩٤٩
1950-1951	191806	190184	+ 1622	١٩٥١ - ١٩٥٠
1951 March/June	63922	60820	+ 3102	١٩٥١ : مارس/يونيو
1951-1952	194075	232850	- 38775	١٩٥٢ - ١٩٥١
1952/1953 July/Sept.	38151	32028	+ 6123	١٩٥٣/١٩٥٢ يوليو/سبتمبر
Oct./Dec.	50060	44023	+ 6037	أكتوبر/ديسمبر

*From 1st May to 30th April
until 1946-1947.

From 1st May to 29th February
for 1947-1948.

From 1st March to 28th Fe-
bruary untiel 1950-1951.

From 1st March to 30th June
1951 owing to change of finan-
cial year thereafter to 1st July.

(*) من أول مايو الى ٣٠ ابريل حتى سنة
١٩٤٧/١٩٤٦

ومن أول مايو الى ٢٩ فبراير عن
سنة ١٩٤٨/١٩٤٧

ومن أول مارس الى ٢٨ فبراير حتى
سنة ١٩٥١/١٩٥٠

ومن أول مارس الى ٣٠ يونيو سنة
١٩٥١ لاعتبار بدء السنة المالية من
أول يوليو بعد ذلك التاريخ .

(L.E. 000's) **BANK DEPOSITS AND SAVINGS - ودائع البنوك وصناديق التوفير - ودائع الجنيهات**

END OF	الودائع بالبنوك التجارية (١) DEPOSITS WITH COMMERCIAL BANKS (1)					ل آخر				
	حسابات جارية SIGHT DEPOSITS		ودائع لاجل للأفراد TIME DEPOSITS PRIVATE	ودائع التوفير SAVINGS DEPOSITS	المجملة TOTAL					
	للحكومة GOVERN- MENT	للأفراد PRIVATE								
December	1939	31611	3399	5566	2678	42354	ديسمبر			
"	1945	206108	61741	12795	8626	289270	"			
"	1946	188277	80499	11876	8707	289359	"			
"	1947	173967	87624	13886	8426	283904	"			
"	1948	194472	52322	14819	7823	269436	"			
"	1949	183753	72211	20492	8212	284668	"			
"	1950	180150	58013	26735	8354	273252	"			
"	1951	173751	33854	24146	8561	240312	"			
"	1952	160025	3061	26115	9783	198984	"			
"	1953	162183	13874	26031	11236	213324	"			
August	1954	167331	7286	29577	11939	216133	أغسطس			
September	"	167673	9610	30241	12012	219536	سبتمبر			
October	"	172453	11808	30369	12036	226666	أكتوبر			
November	"	181669	12481	30755	12166	237071	نوفمبر			
							ديسمبر			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
							"			
						</				

وسائل الشراء

PURCHASING MEDIA

(L.E. 000's)

(بالآلاف الجنيهات)

END OF	بنكوت البنك الاهل القصرى N.B.E. NOTES		المعملة المساعدة (الفرعية والمعدنية) SUBSIDIARY NOTES AND COINS		مجموع المعاملة للتداول Total Net Currency Circulation		التداول النقدي TOTAL PURCHASING MEDIA		فى آخر
	الاصدار Issue	جوازات البنوك الاجرى Held by N.B.E. and other Banks	شاهى التداول Net Note Circulation	المعملة المساعدة (الفرعية والمعدنية) SUBSIDIARY NOTES AND COINS	مجموع المعاملة للتداول Total Net Currency Circulation	التداول النقدي TOTAL PURCHASING MEDIA			
1939	28	1.6	26.4	0.05	16.5	69.8	١٩٣٩		
1945	148.0	7.3	40.7	1.9	142.6	436.8	١٩٤٥		
1946	145.0	7.8	37.2	2.1	139.3	428.7	١٩٤٦		
1947	143.0	12.9	132.1	9.0	141.1	428.8	١٩٤٧		
1948	164.0	13.3	160.7	9.1	154.8	429.0	١٩٤٨		
1949	174.0	13.3	160.7	9.6	170.3	458.8	١٩٤٩		
1950	191.0	12.6	178.4	10.3	188.7	463.3	١٩٥٠		
1951	211.0	17.2	193.8	10.4	204.1	456.3	١٩٥١		
1952	209.0	14.3	194.7	12.1	206.8	424.7	١٩٥٢		
1953	194	15.4	178.5	11.9	190.4	420.2	١٩٥٣		
1954	178	16.1	161.9	12.0	173.9	405.0	١٩٥٤		
"	178	21.8	156.2	11.9	168.1	402.4	»		
"	188	22.0	166.0	12.0	178.0	415.5	»		
"	203	26.4	176.6	11.9	188.5	433.0	»		

*Banking money include current A/c's., time deposits for individuals, Government and the Sudan Government and Savings.

أموال البنوك تشمل الحسابات الجارية والودائع لاجال للأفراد والحكومة وودائع حكومة السودان وصناديق التوفير

Reserves	2925	2925	2925	2925	3000	3000	3000	3000	الاحتياطيات
Government Deposits	4836	45584	72720	61376	1935	8017	15650	15650	ودائع حكومية
Egyptian Govt. Treasury Bills	—	35000(1)	40000(1)	600000(1)	80000(2)	70000(2)	55000(2)	55000(2)	حساب الحكومة المصرية (الخاص بأذون الخزانة)
Special a/c.	17205	100894	88478	88866	66995	63379	71897	52596	حسابات جارية وودائع لأجل
Current and Time Deposits	608	42859	24049	31287	51487	38158	38825	33519	البنوك
Bankers	2269	18465	14293	22583	35558	40453	30761	29448	حسابات أخرى
Other Accounts	30768	248652	245390	269962	280155	219925	210500	192212	اصول
Assets:	1794	10164	7834	7098	10083	8483	9826	12605	فى الخزانة : بنكوت البنك الاهلى المصرى
Cash : N.E.E. Notes	655	186	149	158	144	206	119	100	عملات معدنية وورقية أخرى
Other Notes & Coins	2449	10350	7983	7256	10227	8689	9945	12705	البنوك بالخارج والمبالغ المقرضة تحت الطلب
Foreign Bankers and Money at Call	—	35898	57015	50324	30015	19557	18068	19592	محفظة الاوراق المالية
Investments	14478	176600	149420	153169	676552	131768	139435	129639	قروض
Advances	8259	8165	17296	31918	78999	27287	17091	20922	كبيبات مخصومة
Bills Discounted	1903	150	278	487	307	884	152	1396	حسابات أخرى متنوعة
Other Accounts	3679	17489	13398	36808	34055	31740	25809	7958	
	30768	248652	245390	269962	280155	219925	210500	192212	

Source: National Bank of Egypt: Reports of the Ordinary General Meeting, Weekly Position.

(1) Treasury Bills Law No. 119 of 1948.

(2) Treasury Bills Art. 14 of Law No. 57 of 1951.

المصدر : البنك الاهلى المصرى ، تقارير الجمعيات العمومية العادية ، والميزانيات الاسبوعية
(1) أذون خزانة ، مصلدة بمقتضى القانون رقم ١١٩ لسنة ١٩٤٨
(٢) مصلدة بمقتضى المادة ١٤ من قانون رقم ٥٧ لسنة ١٩٥١

الميزانية الموحدة للبنوك — **آلاف الجنيهات** (فى آخر الفترة)

CONSOLIDATED BALANCE SHEET OF BANKS (1) — **END OF PERIOD**

(L.E. 000's)

	ديسمبر DEC. 1938	ديسمبر DEC. 1948	ديسمبر DEC. 1949	ديسمبر DEC. 1950	ديسمبر DEC. 1951	ديسمبر DEC. 1952	ديسمبر DEC. 1953	سبتمبر SEPT. 1954	
Liabilities									
Capital... ..	2578	3250	3250	3250	3600	3687	4112	4112	لخصوم
Reserves	1296	5183	7702	5854	6515	6295	7783	8283	رأس المال
Current, Deposit and other Accounts ...	30899	140572	139654	138309	148410	140929	144070	143828	الإحتياطيات
Govt. Accounts ...	1047	4464	2412	2473	3463	3265	4574	3574	الحسابات الجارية
Bankers Accounts ...	1796	5020	6546	20178	24613	8907	8929	7173	وحسابات الودائع وغيرها
Acceptances, etc. ...	2764	7808	7253	9591	9768	7718	8175	10674	حسابات الحكومة
Sundry Accounts (2) ...	4084	10333	9609	11505	7663	9152	9185	8889	حسابات البنوك
Total... ..	44464	176630	176426	191160	204032	180593	186825	186533	أوراق مقبولة الخ
									حسابات أخرى متنوعة (٢)
Assets									الجملة
Investments	4336	14304	14372	9748	11130	17096	17060	16780	الاصول
Advances	14545	69377	92397	102973	104312	91640	82249	65893	استثمارات
Bills Discounted ...	2638	4347	3273	4771	6798	7133	9109	11775	سلفيات
Building, Furniture ...	735	718	715	769	1127	1309	1497	1725	حوالات مخصصة
Debit Accounts (3) ...	12885	26287	23630	22078	16448	14117	25840	24993	مبان ، وأثاث الخ
Clients Liability for acceptances, etc. ...	2764	7808	7253	9591	9768	7718	8175	10674	حسابات مدينة (٣)
Cash at Banks and in hand	4316	51346	32913	39375	52873	39905	41031	52503	تعمدات مقابل أوراق مقبولة
Sundry Accounts ...	3145	2443	1873	1855	1576	1675	1867	2190	التقودف والمخازن ولدى البنوك
Total... ..	44464	176630	176426	191160	204032	180593	186825	186533	حسابات أخرى متنوعة

- (1) Aggregate of 13 balance sheets of banks, excluding National Bank of Egypt.
- (2) Include Profit & Loss A/c's.
- (3) Include bankers A/c's.
- (١) تشمل المجموع الإجمالي لميزانيات ١٣ بنكاً لا يخلص
ضمنها البنك الأعلى المصرى
(٢) تشمل حسابات الأرباح والخسائر
(٣) تشمل حسابات البنوك

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES - الرقم القياسي لاسعار الجملة -
(June-August 1939 = 100) (يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

MONTHS	المواد الغذائية FOODSTUFFS							المواد الصناعية INDUSTRIAL PRODUCTS AND MATERIALS										الشهور	
	CEREALS	منتجات الألبان DAIRY/PRODUCE	زيت الكاوي OILS	اللحم والأسماك MEAT & FISH	السكر والشاي والقهوة SUGAR, TEA & COFFEE	أخرى OTHERS	بقية المواد الغذائية TOTAL	الوقود FUEL	مصابين ومواد كيميائية SOAP & CHEMICALS	الورق PAPER	مواد البناء Building Materials	الأسمدة FERTILIZERS	المعادن METALS	النسوجات النظيفة والصوفية TEXTILES	المواد الكيميائية HIDES & TANNING MATERIALS	المطابق الطبية PHARMACEUTICS	بقية المواد الصناعية TOTAL		المصار العامة GENERAL
December 1940	113	132	166	121	136	152	—	204	162	251	221	161	234	143	159	125	—	142.5	ديسمبر ١٩٤٠
" 1943	231	335	319	283	240	351	—	258	320	1704	319	326	460	266	311	180	—	292.7	" ١٩٤٣
" 1945	283	424	343	294	241	389	—	252	378	1221	628	310	393	305	438	300	—	333.4	" ١٩٤٥
" 1946	269	434	406	308	239	458	—	243	386	461	370	298	340	277	348	300	—	316	" ١٩٤٦
" 1947	248	386	408	302	241	352	297.1	248	381	443	418	239	373	318	340	300	327	311	" ١٩٤٧
" 1948	251	380	369	317	233	278	298.8	259	395	410	403	341	375	343	330	290	354.8	324.3	" ١٩٤٨
" 1949	238	389	345	325	289	341	291.4	272	362	351	347	366	358	358	329	280	360.8	322	" ١٩٤٩
" 1950	273	440	390	339	278	413	334.6	268	374	703	364	366	466	431	358	310	428.5	376.1	" ١٩٥٠
" 1951	274	463	437	366	327	410	350.1	269	406	647	446	366	526	460	372	310	430.9	386.2	" ١٩٥١
" 1952	247	387	351	301	331	380	306.8	301	370	533	460	366	447	467	347	310	388.2	342.6	" ١٩٥٢
" 1953	307	378	369	296	375	353	334.6	311	347	525	431	366	402	438	347	310	376.7	353.5	" ١٩٥٣
August 1954	308	373	337	308	391	289	324.3	320	328	478	416	375	388	449	356	310	362.8	341.1	أغسطس ١٩٥٤
September "	294	386	334	305	393	295	320.3	320	327	473	420	373	386	452	359	310	363.1	338.8	" سبتمبر
October "	288	395	329	310	396	309	317.6	321	328	470	422	371	383	456	364	310	374.4	342.9	" أكتوبر
November "	383	398	324	307	413	313	314.7	320	322	464	423	367	375	456	353	310	372.7	340.4	" نوفمبر

احصاءات عن القطن المصرى

المساحة المزروعة ، متوسط محصول الغدان
المخزون ، المحصول ، المستهلك ، والصادر

EGYPTIAN COTTON STATISTICS CULTIVATED AREA, YIELD PER FEDDAN, STOCK, CROP, CONSUMPTION AND EXPORTS

السنوات (١) YEARS (1)	المساحة المزروعة (بالآلاف الأقدان) CULTIVATED AREA (FEDDANS 000's)	متوسط محصول الغدان (بالقتنار) YIELD PER FEDDAN (CANTARS)	المخزون (أول سبتمبر) (بالآلاف القناطير) STOCK (SEPT. 1st) (CANTARS 000's)	المحصول (بالآلاف القناطير) CROP (CANTARS 000's)	المستهلك (بالآلاف القناطير) (٢) CONSUMPTION (2) (CANTARS 000's)	الصادرات (بالآلاف القناطير) EXPORTS (CANTARS 000's)
1937-1938	1978	5.57	517	11009	511	8919
1938-1939	1784	4.67	1970	8340	570	8434
1939-1940	1625	5.35	1010	8692	653	7504
1940-1941	1685	5.44	1560	9170	753	4118
1941-1942	1644	5.09	5757	8374	843	4609
1942-1943	706	6.00	8678	4233	891	2070
1943-1944	713	5.01	9808	3569	876	3610
1944-1945	853	5.44	8892	4640	1066	4228
1945-1946	982	5.31	8237	5221	1072	4413
1946-1947	1212	5.01	7824	6066	1099	6955
1947-1948	1254	5.08	5880	6370	1182	7798
1948-1949	1441	6.17	3256	8900	1444	7883
1949-1950	1692	5.14	2226	8704	1286	8848
1950-1951	1975	4.30	911	8500	1335	6426
1951-1952	1972	4.18	1648	8076	1456	5821
1952-1953	1967	4.79	2180	9922	1526	7100
1953-1954	1324	5.35	3443	7082	1629	7223
1954-1955	1579	4.48	1671	7285	642 ⁽²⁾	1697 ⁽²⁾

(1) Cotton season begins on 1st September and ends on 31st August.

(2) Up to the week ending 21 January 1955.

(١) يبدأ موسم القطن من أول سبتمبر وينتهى فى آخر أغسطس

(٢) الأرقام لنهاية الأسبوع المنتهى فى ٢١ يناير ١٩٥٥

الميزان التجارى

BALANCE OF TRADE

(Value in L.E. 000's)

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

YEARS	الواردات (١) IMPORTS (1)	الصادرات (٢) EXPORTS (2)	الزيادة فى الواردات (-) الصادرات (+) EXCESS OF IMPORTS - EXPORTS +	السنوات
1938	36954	30125	- 6829	١٩٣٨
1939	34091	34832	+ 741	١٩٣٩
1940	31378	28320	- 3058	١٩٤٠
1941	33127	22611	- 10516	١٩٤١
1942	55512	19285	- 36227	١٩٤٢
1943	39196	26579	- 12617	١٩٤٣
1944	51007	30001	- 21006	١٩٤٤
1945	60476	45159	- 15317	١٩٤٥
1946	83248	68993	- 14255	١٩٤٦
1947	102464	89837	- 12627	١٩٤٧
1948	172877	143101	- 29776	١٩٤٨
1949	178230	138002	- 40228	١٩٤٩
1950	212682	175428	- 37254	١٩٥٠
1951	241977	203080	- 38897	١٩٥١
1952	216464	145116	- 71348	١٩٥٢
1953	175222	137345	- 37877	١٩٥٣
1954	159786	138274	- 21512	١٩٥٤

(1) Excluding the value of imports of monetary gold.

(١) لاتشمل الواردات من الذهب للاغراض النقدية

(2) Including produce and manufactures of Egypt and exports of imported merchandise.

(٢) الارقام تشمل صادرات البضائيم الوطنية والاجنبية

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في إجمالي قيمة واردات مصر (1)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF EXPORTS OF EGYPT (1)
Value in L.E. 000's

القيمة بالآلاف الجنيهات

	1938		1951		1952		1953		1954	
	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo
Middle East (2) ...	1362	50	20486	85	14647	68	11393	65	11821	74
Africa ...	33	2	8565	35	2700	12	2301	13	15014	94
Asia ...	4290	116	16441	68	14465	67	12023	69	15014	94
Europe ...	20633	724	141700	586	121810	563	105522	602	107533	673
The Americas ...	3353	102	35831	148	61046	282	42937	246	23265	146
Oceania ...	209	6	18870	78	1695	8	987	5	503	3
Others (3) ...	4	0	84	0	101	0	59	0	39	0
TOTAL... ..	36945	1000	241977	1000	216464	1000	175222	1000	159786	1000
Belgium ...	2069	56	5589	23	6148	28	3538	20	4997	31
France ...	1956	53	20282	84	14065	65	15440	88	15980	100
Germany ...	3753	102	9799	40	12244	57	18381	105	18265	114
Italy ...	3004	81	15665	65	12236	57	12509	71	12485	78
Sweden ...	531	14	6265	26	4420	20	4327	25	4948	31
Switzerland ...	597	16	2811	12	3282	15	4892	28	4814	30
United Kingdom ...	8497	230	41927	173	29492	136	17380	99	20078	126
Japan ...	955	26	1208	5	1018	5	908	5	1975	13
India ...	876	27	6695	28	4432	20	3644	21	3956	25
United States ...	2456	66	27529	114	33533	155	27668	158	17783	111
Other Countries	12260	329	104207	430	95594	442	66535	380	54505	341
TOTAL... ..	36945	1000	241977	1000	216464	1000	175222	1000	159786	1000

(٢) الشرق الأوسط

... أفريقيا ...

... آسيا ...

... أوروبا ...

... الأمريكتان ...

... الأوقيانوسية ...

... أخرى (٣) ...

... الجمة ...

... بلجيكا ...

... فرنسا ...

... ألمانيا ...

... إيطاليا ...

... السويد ...

... سويسرا ...

... المملكة المتحدة ...

... اليابان ...

... الهند ...

... الولايات المتحدة ...

... دول أخرى ...

... الجمة ...

(1) Excluding the value of imports of monetary gold.

(2) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa. (3) From ships.

(١) لا تشمل الواردات من الذهب للأغراض النقدية .

(٢) الشرق الأوسط يشمل قبرص والعراق وسوريا ولبنان وتركيا وإيران وفلسطين والأردن والمملكة العربية السعودية والسودان وأثيوبيا وليبيا وأفريقيا الشرقية البريطانية . (٣) من السفن .

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في إجمالي قيمة صادرات مصر

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF IMPORTS OF EGYPT (1)
Value in L.E. 000's

القيمة بالآلاف الجنيهات

	1938		1951		1952		1953		1954	
	القيمة Value	o/co	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo	القيمة Value	o/oo
Middle East (1) ..	1334	44	5894	29	3826	26	4076	30	7184	52
Africa	109	4	910	4	398	3	684	5	808	6
Asia	3785	125	49482	245	27591	190	31296	223	32245	233
Europe	25666	785	121602	593	93078	641	89308	650	87598	634
The Americas	958	33	20680	102	17796	595	9813	71	8957	65
Oceania	54	2	2012	10	595	4	1081	8	310	2
Others (3)	219	7	2500	12	1832	225	1087	8	1172	8
TOTAL... ..	30125	1000	203080	1000	145116	1000	137345	1000	138274	1000
Belgium	501	17	1682	8	934	6	2264	16	2469	18
France	2467	82	20041	99	18443	127	18095	132	15924	115
Germany	3389	113	8614	42	11649	80	10140	74	12252	89
Italy	1813	60	16197	80	15655	108	10291	75	10515	76
Sweden	253	8	1227	6	935	6	1470	11	475	3
Switzerland	1085	36	—	—	4185	29	5547	40	4262	31
United Kingdom	9935	330	38167	190	6597	45	14926	109	14491	105
Japan	1843	61	14679	72	6208	43	8005	58	6814	49
India	1543	51	29901	147	13526	93	15946	116	18255	132
United States	716	24	19599	97	16880	117	5739	42	6595	48
Other Countries	6580	218	49527	244	50104	346	44922	327	46222	334
TOTAL... ..	30125	1000	203080	1000	145116	1000	137345	1000	138274	1000

(1) الشرق الاوسط
... .. أفريقيا
... .. آسيا
... .. أوروبا
... .. الأمريكتان
... .. الأوقيانوسية
... .. أخرى (3)
... .. الجيلة

بلجيكا
فرنسا
ألمانيا
إيطاليا
السويد
سويسرا
المملكة المتحدة
اليابان
النمسا
الولايات المتحدة
دول أخرى

الجملة

(1) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Iraq, Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa. (3) Bunkers, foreign ships.

اهم الواردات

PRINCIPAL ARTICLES IMPORTED

Value in 000's L.E., Quantity in Tons.

القيمة بالآلاف الجنيهات ، المقدار بالاطنان

ARTICLES	1938		1952		1953		1954		الاصناف
	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	
Wheat	808	6	710442	32597	486950	22235	9590	254	قمح
Maize	3633	46	42706	1870	9020	271	5	6	ذرة
Tea	7833	831	16231	6481	20159	7724	16298	8126	شاي
Kerosene	308875	1136	476053	6620	495028	7000	532780	7676	كيروزين
Oil, Diesel, Mazout & Solar	229	649	593174	5472	462878	4144	754138	5317	زيتون ديزل ومازوت وغاز وصول
Coal	1548	2007	205143	1464	78710	485	142630	893	فحم - فحمي
Paper, news print	10373	111	13543	1034	17746	927	23224	1294	ورق - ورقه ومجلات
Tobacco	5893	605	11976	4856	10996	4709	11110	4688	تبغ (دخان)
Fertilizers	514	2936	629015	13734	526181	11451	520865	11237	اسمدة
Cotton	16955	2828	1782	2161	1729	2060	623	1007	قطنية
Textiles	1646	861	1201	3638	819	2073	587	1794	منسوجات
Woollen	388	211	529	1267	280	771	171	477	صوفية
Artificial silk	230	1220	152117	5263	206280	6447	226240	7110	حرير صناعي
Wood for building	74709	699	54786	2525	78347	2879	58284	1996	اخشاب للبناء
Bars, iron or steel	918	73	3534	794	1078	272	4855	825	اسياخ من حديد أو فولاذ
Tractors	8790	1052	12894	5992	5994	2538	8545	3780	جرارات
Motor-cars, buses, lorries	—	21663	1167609	123098	981228	99236	1613060	103326	سيارات امبيوس وركوب ونقل
Other articles	—	—	—	—	—	—	—	—	اصناف اخرى
TOTAL	—	36934	4092735	218866	3383423	175222	3943005	159786	جملة

The values of Imports are C.I.F. The values expressed in the currencies of the countries of export are converted into Egyptian currency at exchange rates on the day of clearing. Custom duties are excluded.

قيمة الواردات (سي إف) أى قيمة البضاعة فى مكان الارسال مضافا اليها تكاليف النقل والتأمين من ذلك المكان الى الحدود المصرية بعد تحويل العملات الاجنبية الى العملة المصرية بسعر المبادلة يوم التخليص عليها . ولا تشمل القربية المصرية .

اهم صادرات المنتجات والمصنوعات المصرية

PRINCIPAL EXPORTS OF PRODUCE AND MANUFACTURES OF EGYPT

Value in 000's L.E., Quantity in Tons.

القيمة بالآلاف الجنيهات ، المقدار بالطنان

ARTICLES	1938		1952		1953		1954		الاصناف
	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	
Cotton, raw	356594	21190	270393	126414	346453	116348	287722	113102	قطن خام
Cotton yarn	—	—	6622	3453	5395	1971	11180	4397	غزل قطن
Cake of cotton seed	250163	914	2635	161	83805	1334	2046	33	كسب بذرة قطن
Wool, raw	1378	90	357	180	235	100	263	92	صوف خام
Phosphate of lime	403	307	422805	1139	379115	1057	395079	1118	فوسفات الجير
Oils, diesel, mazout and solar	54	135	211450	1448	130461	812	130483	770	زيوت ديزل وغازوت وصورل
Salt, common	284948	103	80471	96	273096	260	330770	260	ملح الطعام
Rice, bleached	42217	480	13840	769	360	14	46392	2608	ارز مببيض
Onions	143619	929	90164	2304	122582	3647	169550	2040	بصل
Molasses	23800	52	29790	320	52476	329	74872	485	عسل السكر
Tobacco and cigarettes... ..	316	184	84	103	105	121	100	109	تبغ (دخان) وسجاير
Furniture, wood	—	3	482	117	463	115	520	165	اثاث خشب
Hides and Skins, tanned	492	68	181	121	248	172	302	205	جلود مدبوغة
Other articles	—	4887	320663	—	494866	9583	532901	11325	مواد أخرى
TOTAL... ..	—	29342	1449942	142855	1889665	135863	1982180	136709	جملة

The values of Exports are F.o.B. i.e. the values free on board or free on rail or road vehicle at the frontiers of Egypt, including custom duties.

قيمة الصادرات (فوب) أى خالصة الصادرات للسفينة أو للسكة الحديد أو لعمربة النقل عند الحدود المصرية مضاعفاً إليها الضريبة المصرية

GOLD & FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS (1)(2) **الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة (١) (٢)**
(Millions of U.S. dollars) (بلايين الدولارات)

END OF PERIOD	EGYPT (3)		IRAQ		IRAN		TURKEY		Union of South Africa		INDIA		BELGIUM		في نهاية الفترة	ديسمبر
	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE		
December 1937	55	39	—	—	26	9	29	20	189	39	274	316	826	1	١٩٣٧	١
" 1939	55	42	4.4	—	26	16	29	9	245	43	274	342	714	2	١٩٣٩	٢
" 1945	52	1116	12.4	—	127	100	241	46	914	232	274	5040	716	82	١٩٤٥	٨٢
" 1947	53	1022	3.9	—	142	104	170	99	762	249	274	4590	624	300	١٩٤٧	٣٠٠
" 1948	53	1014	3.8	—	140	134	162	30	183	147	256	3090	549	314	١٩٤٨	٣١٤
" 1949	53	694	7.9	—	140	103	154	49	128	170	247	1735	698	199	١٩٤٩	١٩٩
" 1950	53	636	25.4	—	139	—	150	65	197	279	247	1752	587	162	١٩٥٠	١٦٢
" 1951	174	356	22.1	—	138	—	150	66	190	196	247	1640	735	419	١٩٥١	٤١٩
" 1952	174	209	38.0	—	138	39	143	47	170	211	247	1482	706	367	١٩٥٢	٣٦٧
" 1953	174	214	80.7	—	137	48	143	69	176	116	247	1518	776	314	١٩٥٣	٣١٤
July 1954	174	214	127.1	—	137	44	144	80	188	128	247	1538	765	284	١٩٥٤	٢٨٤
August	174	—	122.2	—	137	35	144	77	193	132	247	1530	756	258	»	٢٥٨
September	174	—	117.1	—	—	—	144	71	195	153	247	1534	760	274	»	٢٧٤
October	174	—	—	—	—	—	144	69	199	—	247	1523	760	277	»	٢٧٧

(1) Source: reproduced from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. VIII, No. 12, December 1954, pp. 159-163.

(2) Gross holdings of gold and short-term foreign assets of treasuries, central banks, exchange stabilisation funds, and other official institutions unless otherwise stated.

(3) Holdings of the National Bank. The series on gold relate to the holdings of the Issue and Banking Department through 1939, and of the Issue Department thereafter.

(١) المصدر : نقلا عن «النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع للجنة الأمم المتحدة» مجلد ٨ عدد رقم ١٢ عن شهر ديسمبر ١٩٥٤ الصفحات ١٥٩-١٦٣
(٢) الأرقام عن الذهب القائم والأصول الأجنبية القصيرة الأجل بالعملة الوطنية العامة والبنوك المركزية ورسيد تثبيت الصرف والمؤسسات الرسمية الأخرى ما لم يذكر ما يخالف ذلك . (٣) الأرقام عن الموجود في حيازة البنك الأهلي المصري - الذهب الموجود في قسم إصدار البنكوت وقسم العملات المصرفية في خلال سنة ١٩٣٩ وعدا في قسم إصدار البنكوت بعملة هذا التاريخ .

GOLD & FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS

الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة

(Millions of U.S. dollars)

«بلايين الدولارات»

END OF PERIOD	فرنسا (٤) FRANCE		إيطاليا ITALY		سويسرا SWITZER LAND		المملكة المتحدة (٥) United Kingdom		كندا CANADA		الولايات المتحدة (٦) United States		أستراليا AUSTRALIA		نيوزيلندا NEW ZEALAND		في نهاية الفترة
	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	GOLD	EXCHANGE	
December 1937	2749	35	210	2	650	119	4085	180	15	12790	5	274	23	69	١٦١٧	ديسمبر	
" 1939	2984	118	144	21	549	81	2038	218	88	17800	88	1237	23	27	١٩٣٩	"	
" 1945	1550	45	24	—	1342	33	2477	354	1154	20083	88	1126	23	269	١٩٤٥	"	
" 1947	550	252	58	183	1356	24	2030	287	215	22863	88	962	23	204	١٩٤٧	"	
" 1948	546	—	112	421	1387	55	1857	401	597	24398	14	176	23	177	١٩٤٨	"	
" 1949	523	254	256	637	1504	61	1689	486	631	24563	53	543	27	105	١٩٤٩	"	
" 1950	523	811	—	—	1470	60	3300	580	1162	22819	88	514	29	138	١٩٥٠	"	
" 1951	548	365	333	712	1451	53	2335	842	937	22873	112	904	32	95	١٩٥١	"	
" 1952	573	415	346	567	1422	114	1846	885	977	22522	113	831	33	87	١٩٥٢	"	
" 1953	575	381	346	606	1406	122	2518	986	846	22091	119	1164	33	171	١٩٥٣	"	
July 1954	575	512	346	641	1484	118	3013	1040	860	21960	—	—	33	250	١٩٥٤	يولية	
August	575	540	—	—	1490	123	2918	1046	865	21897	—	—	33	240	»	سبتمبر	
September	—	—	—	—	1503	123	2901	1053	855	21863	—	—	33	207	»	أكتوبر	
October	—	—	—	—	1513	118	—	—	—	21827	—	—	33	—	»	١٩٥٣ (بالآلف)	

(٤) 1937-1947. holdings of Bank of France, Stabilization Fund, beginning 1948 holdings of Bank of France only.

(٥) Gold U.S. and Canadian dollar holdings.

(٦) Holdings of the Treasury and the gold held in the active portion of the Exchange Stabilization Fund.

(٤) الأرقام عن السنوات ١٩٣٧ - ١٩٤٧ عما في حيازة بنك فرنسا ووصيد التثبيت - واعتبارا من سنة ١٩٤٨ عما في حيازة بنك فرنسا فقط. (٥) الأرقام عن الذهب والدولارات الأمريكية والكندية. (٦) بيان عما في حيازة الخزنة العامة والذهب الموجود تحت تصرف الجزء المستعمل من رصيد تثبيت الصرف

EXCHANGE RATES

(1)(2)

أسـمـحـار الـصـرـف (١) (٢)

MONTHLY AVERAGES

متوسطات شهرية

عدد السنوات الأمريكية بالنسبة لوحدة العملة - الرقم القياسي سنة الأساس ١٩٣٧ = ١٠٠ (٣)

U.S. Cents per unit of national currency — Index Number, Base Year 1937 = 100 (3)

COUNTRIES	UNIT OF NATIONAL CURRENCY	1937										1949		1954		الدول
		U.S. CENTS		INDEX		JAN.-AUG. DEVALUATION		AFTER DEVALUATION		OCTOBER		القيمة الاسمية في	القيمة الحقيقية			
		U.S. CENTS	INDEX	U.S. CENTS	INDEX	U.S. CENTS	INDEX	U.S. CENTS	INDEX							
Arab States	Egypt	507.1	100	413.3	81.5	287.2	56.6	287.2	56.6	287.2	56.6	جنيه مصري	مصر			
	Iraq	494.4	100	403	81.5	280.0	56.6	280.0	56.6	280.0	56.6	دينار	العراق			
	Lebanon	79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	45.63	57.3	45.25	56.9	جنيه لبناني	{ لبنان			
	Libya	79.55	100	30.97	38.9	30.97	38.9	30.97	38.9	31.07	39.05	جنيه لبناني	{ (رسمي)			
Syria	Official	79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	45.63	57.3	45.25	56.9	جنيه سوري	{ سوريا			
	Free	79.55	100	—	—	—	—	—	—	27.97	35.2	جنيه سوري	{ (رسمي)			
Middle East	Iran	Principal	6.120	100	2.232	36.5	2.232	36.5	2.232	36.5	1.220	20.0	ريال	{ ايران		
		Buying	6.085	100	2.208	36.3	2.208	36.3	2.208	36.3	1.25	20.5	ريال	{ (تراء)		
	Turkey	79.18	100	35.71	45.1	35.71	45.1	35.71	45.1	35.71	45.1	جنيه تركي	{ (بيع)			
	Union of South Africa	491.8	100	403	81.9	280	56.9	280	56.9	280.0	56.9	جنيه افريقي	{ اتحاد جنوب افريقيا			
Africa	India	37.22	100	30.22	81.2	21.00	56.4	21.00	56.4	21.00	56.4	روبيه	{ الهند			
	Pakistan	37.22	100	30.22	81.2	30.22	81.2	30.22	81.2	30.22	81.2	روبيه	{ باكستان			
	Japan	26.81	100	0.2778	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	ين	{ اليابان			
	Yen	26.81	100	0.2778	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	ين	{ اليابان			

Europe	Czechoslovakia	...	Kor.	3.486	100	2,000	57.3	2,000	57.3	2,000	57.3	أورويا
	Belgium	...	Franc	3.375	100	2,282	67.6	2,000	59.3	2,000	59.3	تشيكو سلوفاكيا
	France	...	Franc	3.978	100	0.4657	11.7	2,858	7.2	0.2857	7.2	بلجيكا
	Western Germany	...	D.M.	40.16	100	30.00	74.7	23.81	59.3	23.81	59.3	فرنسا
	Italy	Official	Lira	5.263	100	0.1739	3.3	1.600	3.0	0.1600	3.0	غرب ألمانيا
	Italy	Curb	Lira	—	100	0.1545	2.9	0.148	2.8	—	—	أرسي
	Netherlands	...	Gulden	54.95	100	37.70	82.0	26.32	57.3	26.32	57.3	إيطاليا
	Sweden	...	Krona	25.43	100	27.82	109.4	19.32	76.00	19.33	75.8	هولندا
	Switzerland	...	Franc	22.95	100	23.67	101.0	23.16	100.9	23.33	101.7	السويد
	United Kingdom	...	Lst.	494.4	100	403	81.9	280	56.6	280	56.6	سويسرا
The Americas	Canada	...	Dollar	100	100	100	100	90.91	103.1	103.1	103.1	الملكة المتحدة
	Australia	...	L.A.	393.9	100	322.4	81.8	224.0	56.9	224.0	56.9	أستراليا
	New Zealand	...	£N.Z.	398.1	100	403.0	101.2	280.0	70.3	280.0	70.3	نيوزيلاند
												الولايات المتحدة

(1) Source : Adapted from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. VIII, No. 12, December, 1954, pp. 148-153.

(2) Data represent domestic par value or basic official rates for single rate countries and the domestic selling quotations for all significant rates for countries employing multiple rates of exchange.

(3) Index Number (base 1937-100) shows the changes in the value of the unit of national currency in relation to U.S. dollar.

(١) المصدر : مقتبسة من « النشرة الشهرية للإحصاءات » مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة « المجلد الثامن عدد ١٢ عن شهر ديسمبر ١٩٥٤ الصفحات ١٤٨ - ١٥٣ »

(٢) البيانات عن القيمة المحلية الأساسية أو الأسعار الرسمية للدول التي تستعمل سعر صرف مفرد وعن أسعار البيع المحلية للدول التي تستخدم أسعار صرف متعددة .

(٣) الرقم القياسي (١٩٣٧=١٠٠) يوضح تغيرات قيمة وحدة العملة المحلية بالنسبة للدولار الأمريكي .

WORLD TRADE BY COUNTRIES AND REGIONS (1)

(Values in million U.S. dollars) (2)

تجارة العالم حسب الدول والمناطق (1)

(القيمة بملايين الدولارات الأمريكية) (2)

الواردات (٣)

IMPORTS c.i.f.

الصادرات (٣)

EXPORTS F.o.B.

	System	1937		1952	1953	1954		1937	1952	1953	1954		القيمة
WORLD		26400	79450	75750	18800	19850	23400	72700	73600	18150	19300	جملة العالم	
Sterling Area		8330	21120	19210	4760	4920	6160	18040	17840	4580	4540	المنطقة الاسترلينية	
United Kingdom	Si	4735	9333	9071	2221	2313	2621	7236	7230	1885	1880	المملكة المتحدة	
Ireland	G	219	483	514	133	125	114	286	319	72	67	ايرلندا	
Australia	G	408	1721	1293	387	422	583	1689	1979	453	402	استراليا	
New Zealand	G	223	773	538	156	148	259	671	659	200	212	نيوزيلندا	
Un. of S. Africa	G	506	1170	1191	316	324	208	941	931	221	204	اتحاد جنوب افريقيا	
Iraq	S	47	173	192	48	—	28	56	56	13	—	العراق	
Far East Indep.		1470	2810	2020	460	490	1770	2380	2090	530	500	الشرق الاقصى استرليني	
Burma	G	92	192	177	44	51	194	264	217	64	89	بورما	
Ceylon	G	91	358	338	70	77	124	315	329	90	87	سيلان	
India	G	691	1685	1191	272	305	720	1299	1115	277	238	الهند	
Pakistan	G	—	611	350	85	42	—	533	442	104	66	باكستان	
Other Sterling		600	3730	3520	820	820	550	3570	3210	840	840	دول استرلينية اخرى	
M. East non Sterl.		600	1930	1720	420	420	520	1590	1640	470	450	الشرق الاوسط	
Egypt	S	193	628	502	98	105	200	417	394	132	99	مصر	
Sudan	S	31	177	145	35	33	44	123	128	20	42	السودان	
Iran	S	85	164	168	—	—	159	152	126	—	—	ايران	
Lebanon	S	—	141	144	48	47	—	35	40	10	—	لبنان	
Syria	S	41	138	131	35	—	20	146	170	36	—	سوريا	

WEST EUROPE ...	1930	21920	21340	5550	5860	19140	19440	4970	5180	أوروبا الغربية
Belg-Lux. ...	932	4441	2405	616	640	800	2251	534	572	بلجيكا - لوكسمبرج
France ...	1705	4436	4001	1050	1109	959	3891	997	1040	فرنسا
West Germany ...	—	3614	3810	979	1092	—	4002	1181	1239	ألمانيا الغربية
Italy ...	734	2336	2395	642	608	550	1386	406	376	إيطاليا
Netherlands ...	884	2222	2374	664	663	663	2108	577	565	هولندا
Sweden ...	542	1730	1579	416	435	511	1572	323	412	السويد
Switzerland ...	415	1202	1179	302	323	296	1100	283	290	سويسرا
North America ...	4330	16430	16860	3860	4300	4350	19500	4260	5290	أمريكا الشمالية
Canada ...	811	4120	4454	954	1144	1012	4453	893	1027	كندا
United States ...	3102	10815	10870	2554	2761	3311	15044	3368	4264	الولايات المتحدة
Latin Amer.:										أمريكا اللاتينية
A. — Dollar ...	670	3550	3460	870	930	810	3940	1150	1070	أ - دولار
Cuba ...	130	618	490	—	—	186	675	139	—	كوبا
Colombia ...	96	415	547	138	149	86	473	161	169	كولومبيا
Mexico ...	170	739	734	183	192	219	581	154	100	المكسيك
B. — Non dollar...	1040	4160	3080	810	820	1480	3050	870	900	ب - خارج الدولار
Brazil ...	331	2010	1360	—	—	350	1409	—	—	البرازيل
Chile ...	89	371	336	81	101	193	456	66	117	تشيلي
Peru ...	60	288	294	63	60	93	239	48	58	بيرو
Other Far East ...	2150	4690	4910	1280	1240	2300	3240	780	810	دول أخرى في الشرق الأقصى
Indonesia ...	280	975	753	178	166	550	992	190	191	إندونيسيا
Japan ...	1363	2028	2410	723	689	1200	1273	343	377	اليابان
Philippines ...	110	426	440	104	—	153	348	113	—	الفلبين
Rest of World ...	1290	5650	5170	1250	1360	1220	4200	1070	1060	بقية العالم

*See explanatory note on the following page.

تراجع الشروح على الصفحة التالية

مقتبسة من « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة مجلد ٨ عدد ١١ عن شهر نوفمبر سنة ١٩٥٤ (جداول خاصة)

(١) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك الفضة في جميع أشكالها ماعدا المبانك الذهبية والعملات وأوراق العملة المصدرة

(٢) ذكرت البيانات على أساس قيم الواردات والصادرات حسب العملات المحلية كما تقر عنها الدول . والعملات محولة الى دولارات امريكية على أساس أسعار المبادلة الجارية التي يحددها صندوق النقد الدولي .

(٣) المقصود بأجمالى قيم التجارة حسب المناطق ، مناطق العملات وليس مناطق الدول والقارات . ولا تتضمن جملة تجارة العالم وكذا اجماليات التجارة حسب المناطق الدول الآتية : البانيا ، بلغاريا ، الصين ، تشيكوسلوفاكيا ، المانيا الشرقية ، المجر ، كوريا الشمالية ، بولندا ، رومانيا ، وروسيا السوفيتية .

(٤) قيمة الواردات (سيف) أى قيمة البضاعة فى محل الارسال مضافا اليها تكاليف النقل وثأمين . وقيمة الصادرات (فوب) أى قيمة البضاعة خالصة المصاريف للبأخرة أو للسكة الحديد أو لعربة النقل .

(٥) نظام التجارة - عام : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا اليها الواردات التي تدخل مخازن الاستيداع وصادرات المنتجات الأهلية مضافا اليها كل مايعاد تصديره

خاص : الواردات للاستهلاك المباشر مضافا اليها الواردات التي تخرج من مخازن الاستيداع ، وصادرات المنتجات الأهلية مضافا اليها كل ما يعاد تصديره بعد صبغه بالصبغة الأهلية

نصف خاص : الواردات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره وصادرات المنتجات الأهلية (أو الصادرات العامة بعد استبعاد كل مايعاد تصديره)

Source: Adapted from 'Monthly Bulletin of Statistics—Statistical Office of the United Nations', Vol. VIII, No. 11, November 1954. (Special tables.)

(1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.

(2) The data are based on the value of imports and exports in national currencies as reported by the countries concerned. Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates supplied by the International Monetary Fund.

(3) The regional totals correspond to currency areas rather than to continental areas. The regional and world totals exclude the trade of Albania, Bulgaria, China Mainland, Czechoslovakia, Eastern Germany, Hungary, North Korea, Poland, Romania and the U.S.S.R.

(4) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.

(5) G : General trade, i.e., imports directly for consumption plus imports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.

S: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports ex-warehouse: exports of national produce plus nationalised re-exports only.

Si: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-exports).

الرقم القياسي لنفقة المعيشة (١) (٢)

BASE YEAR: 1948 = 100

سنة الأساس : ١٩٤٨ = ١٠٠

	EGYPT (٣) مصر	IRAQ (٤) العراق	LEBANON (٥) لبنان	IRAN (٦) إيران	TURKEY (٦) تركيا	S. AFRICA (٧) الاتحاد الإفريقي	FRANCE (٨) فرنسا	WESTERN GERMANY (٨) ألمانيا الغربية	ITALY (٩) إيطاليا	SWITZERLAND (٩) سويسرا	United Kingdom (١٠) المملكة المتحدة	INDIA (١٠) الهند	PAKISTAN (١١) باكستان	CANADA (١١) كندا	UNITED STATES (١١) الولايات المتحدة	
1937	35	—	—	12	20	65	—	—	1.9	61	57	34	—	65	60	١٩٣٧
1939	36	19	20	16	29	68	—	—	2.2	62	60	35	—	65	58	١٩٣٩
1945	104	108	123	101	102	89	—	—	49	93	87	78	—	77	75	١٩٤٥
1947	99	111	102	91	100	95	—	—	90	97	94	92	—	88	93	١٩٤٧
1948	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	١٩٤٨
1949	99	80	94	109	110	104	118	107	102	99	103	101	—	104	99	١٩٤٩
1950	104	73	87	89	104	108	131	100	100	98	106	103	95	107	100	١٩٥٠
1951	114	78	94	93	103	116	130	103	110	102	116	107	99	119	108	١٩٥١
1952	113	84	94	101	109	126	145	110	114	105	126	105	101	121	110	١٩٥٢
1953	104	70	85	117	115	130	142	107	117	104	130	105	111	120	112	١٩٥٣
July 1954	108	70	83	126	125	132	142	108	121	105	134	104	111	121	112	يولية ١٩٥٤
August "	110	71	83	125	123	132	142	108	121	105	133	104	110	121	112	أغسطس "
September "	111	72	83	125	121	134	143	108	—	106	133	104	110	121	112	سبتمبر "
October "	111	72	—	—	—	—	143	—	—	106	134	—	—	121	111	أكتوبر "

(١) المصدر : نقلا عن « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة » المجلد الثامن العدد ١٢ عن شهر ديسمبر ١٩٥٤
 الصنفان ١٣٦ - ١٤٣ (٢) الأرقام عن السنوات من ١٩٣٧ - ١٩٥٢
 متوسطات سنوية وأبدا من سنة ١٩٥٢ أرقام شهرية . (٣) القاهرة (٤)
 بغداد (٥) بيروت (٦) استانبول (٧) الأوديسون فقط (٨) باريس (٩)
 يوليوس - ديسمبر (١٠) يوليوس (١١) كراتشي :

(1) Source : reproduced from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. VIII No. 12, December 1954, pp. 136-143. (2) 1937-1952 yearly averages, beginning 1953 monthly figures. (3) Cairo. (4) Baghdad. (5) Beyrouth. (6) Istanbul. (7) Europeans only. (8) Paris. (9) July-December. (10) Bombay. (11) Karachi.

السكان POPULATION

Country	تقدير عدد السكان في منتصف سنة ١٩٣٧ (بالآلاف) Midyear Estimate 1937 (in 000's)	آخر تعداد Latest available census		تقدير عدد السكان في منتصف سنة ١٩٥٣ (بالآلاف) Midyear Estimate 1953 (in 000's)	السنة Year
		التاريخ Date	السكان (بالآلاف) Population (in 000's)		
World Total				2487000	
Egypt	16009	26. 3.1947	19021.8	21935	1951
Sudan	—	—	—	8820	—
Algeria	—	31.10.1948	8681.8	9367	1952
Iraq	—	19.10.1947	4816.2	5100	1952
Lebanon	925	—	—	1353	1953
Syria	2427	—	—	3535	—
Jordan	—	— 8.1952	1330.0	1360	1953
Iran	16200	—	—	20248	1952
Turkey	10823	22.10.1950	20934.7	22461	—
U. of S. Africa	9805	8. 5.1951	12646.3	13153	1953
India	370342	1. 3.1951	356879.4	372000	1952
Pakistan	—	28. 2.1951	75842.0	—	—
Indonesia	67398	7.10.1930	60412.9	—	—
China	452460	—	—	—	—
Japan	70360	1.10.1950	83199.6	86700	1953
Denmark	3749	7.11.1950	4281.3	4369	1953
Sweden	6276	31.12.1950	7044.0	7171	1953
Belgium	8346	31.12.1947	8512.2	8778	1952
France	41200	10. 3.1946	39829.8	42860	1953
Germany	67831	29.10.1946	64061.9	69545	1953
Italy	42372	4.11.1951	46737.6	47695	1953
Netherlands ...	8598	31. 5.1947	9625.5	10488	1952
Switzerland ...	4180	1.12.1950	4714.9	4877	1952
U. Kingdom ...	47289	8. 4.1951	50212.2	50857	1953
U.S.S.R.	—	17. 1.1939	170467.2	—	1948
Canada	11045	1. 6.1951	14009.4	14781	1953
United States...	128825	1. 4.1950	150697.3	158306	1953
Mexico	—	6. 6.1950	25781.2	28053	1952
Chile	—	24. 4.1952	5930.8	6072	1953
Brazil	38687	1. 7.1950	51976.3	55772	—
New Zealand ...	6836	30. 6.1947	7579.4	8829	1953
Australia	—	17. 4.1951	1939.5	2047	1953

See explanatory notes on next page.

المواليد والوفيات ومعدل زيادة السكان
BIRTHS, DEATHS AND RATE OF INCREASE OF POPULATION

جملة المواليد Total Births		جملة الوفيات Total Deaths		وفيات الرضع Deaths under 1 year		معدل زيادة السكان Rate of Increase of Population o/oo	الدولة
العدد Number	المعدل Rate	العدد Number	المعدل Rate	العدد Number	المعدل Rate		
933959	44.7	402158	19.3	120151	128.6	18.1	جملة العالم
—	—	—	—	—	—	—	مصر
359963	39.4	114764	12.6	30069	83.5	—	السودان
45530	9.3	17571	3.6	—	—	—	الجزائر
34070	25.2	7257	5.4	—	—	—	العراق
89277	25.3	24912	7.0	—	—	—	لبنان
49228	36.2	14543	10.7	4926	100.1	—	سوريا
517003	25.8	137750	6.9	—	—	—	الأردن
—	—	—	—	—	—	—	إيران
70766	25.7	24374	8.9	2410	34.1	21.8	تركيا
7017064	24.8	834028	13.6	816209	116.3	14.1	اتحاد جنوب افريقيا
1318879	18.0	902308	12.3	171000	129.7	8.0	الهند
—	—	—	—	—	—	—	باكستان
—	—	—	—	—	—	24.1	أندونيسيا
1862348	21.5	771934	8.9	99114	49.4	10.9	الصين
78261	17.9	39350	9.0	2130	27.2	10.5	اليابان
110105	15.4	69532	9.7	2063	18.7	10.9	دانمارك
146064	16.7	104178	11.9	6547	44.8	3.0	السويد
800000	18.7	553000	12.9	30300	37.8	3.3	بلجيكا
1124718	16.0	853246	12.1	—	—	8.3	فرنسا
822681	17.2	468793	9.8	48447	58.9	6.4	ألمانيا
228609	21.8	80551	7.7	5048	22.1	18.1	إيطاليا
83029	17.0	49684	10.2	2473	29.8	11.2	هولندا
801904	15.9	577094	11.4	22070	27.6	4.4	سويسرا
—	—	—	—	—	—	13.6	المملكة المتحدة
410985	27.9	127381	8.6	14764	35.9	—	الاتحاد السوفيتي
3909000	24.7	1519000	9.6	109100	27.9	—	كندا
1181900	43.9	402200	14.9	115900	99.7	26.6	الولايات المتحدة
219308	36.1	80085	13.2	25059	114.3	15.3	المكسيك
—	—	—	—	—	—	25.3	تشيلي
202235	22.9	80188	9.1	4712	23.3	9.6	البرازيل
46414	24.1	17009	8.8	931	20.0	23.6	أستراليا
							نيوزيلندا

انظر الشروح على الصفحة التالية

المصدر : مقتبسة من نشرة الإحصاءات مجموعة أ مجلد ٦ رقم ٤ ، السكان والإحصاءات الحيوية ، الأمم المتحدة »

(١) توزيع عدد السكان التقديرى فى منتصف عام ١٩٥٢ تبعاً لتقسيم القارات (فيما عدا الاتحاد السوفيتى) كالاتى بالآلاف : أفريقيا ٢٠٨.٠٠٠ أمريكا الشمالية ٢٢٩.٠٠٠ ، أمريكا الجنوبية ١١٨.١٠٠ ، آسيا ١٣١٧.٠٠٠ ، أوروبا ٤٠٣١.٠٠٠ الأوقيانوسية ١٣٩.٠٠٠

(٢) البيان عن ١٩٥٠/٧/١ (٣) البيان عن ١٩٤٨/٧/١ (٤) البيان عن سنة ١٩٤٦ - (٥) المواليد والوفيات : تتناول البيانات المواليد أحياء والوفيات التى حدثت وسجلت خلال السنة ولا تشمل المواليد أموات

معدلات المواليد والوفيات عبارة عن عدد المواليد أو الوفيات التى حدثت خلال السنة لكل ألف من السكان متنسوبة لعدد السكان التقديرى فى منتصف السنة أو بالنسبة لعدد السكان حسب التعداد المأخوذ خلال نفس السنة

(٦) معدل الزيادة عبارة عن مقدار الزيادة السنوية لكل ألف من السكان اعتباراً من تاريخ آخر تعداد سابق . محسوباً على أساس معادلة الفوائد المركبة كالاتى :

$$س = س_١ (١ + م)^ن ، حيث$$

س - هى عدد السكان فى بداية الفترة ، س_١ عدد السكان فى نهاية الفترة ، ن عدد السنوات بين التعدادين . م معدل التغير السنوى .

Source : Adapted from "Statistical Papers, Series A, Vol. 6, No. 4, Population and Vital Statistics Reports, United Nations".

(1) Estimates of the 1952 midyear population by continental divisions (except the U.S.S.R.) are as follows in 000's: Africa, 208,000, North America 229,000, South America 118,100, Asia 1,317,000, Europe 403,100, Oceania 13,900. (2) Estimate relates to 1.7.1950. (3) Estimate relates to 1.7.1948. (4) Estimate relates to 1946. (5) Births and deaths; data relate to live-births and deaths excluding still births. Generally they refer to those registered births or deaths that occurred during the given year.

Rates for total births and deaths are the number of births or deaths for the specified year per thousand persons in the midyear population of the same year or the population enumerated at the date of a census taken during the same year.

(6) Rate of increase; is annual increase (per thousand) from date of previous census calculated by the compound interest formula. The formula is as follows:

$$P_1 = P_0 (1 + r)^t, \text{ where,}$$

P₀ is the population at the beginning of the period, P₁ is the population at the end of the period, t is the number of years intervening, and r is